

# DOSSIER D'ETUDE n° 99

## Décembre 2007



BVA, CSA, IFOP, IPSOS,  
LH2, SOFRES

---

# Famille et Société

## Sondages 2007

CNAF  
Lucienne Hontarrede

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS .....	3
Les pronostics des Français pour l'année 2007 .....	4
Liberté, Égalité, Fraternité : notre devise vue par les Français .....	5
Le travail des lycéens pendant leur scolarité .....	7
L'état d'esprit des maires, dans la perspective des municipales 2008 .....	14
Le baromètre politique municipal .....	16
Le logement.....	21
Les mères au foyer.....	23
Adultes-adolescents : dialogue de sourds .....	24
Les Français et leurs voisins.....	26
Les Français et le grand âge.....	28
Les jeunes s'inquiètent pour leur retraite .....	31
Opinion des Français sur la TVA sociale.....	35
Les Français et la carte scolaire .....	36
La destination préférée des jeunes pour les vacances.....	38
Intentions et Préoccupations des Européens pour les Vacances .....	39
Réussir sa vie : comment les Français l'entendent-ils ? .....	44
Opinion des Français sur la TVA sociale.....	48
Le moral des fonctionnaires territoriaux .....	49
Les services publics vus par leurs usagers.....	50
Les projets des Français pour les vacances d'été 2007 .....	59
Les intentions de départ des Français en été 2007.....	61
La question des générations passée au crible des 4500 .....	70
Le budget de la rentrée.....	72
Le baromètre santé : les Français, la santé et le système de soins .....	81
Les Français et la réforme des institutions .....	86
L'opinion des Français sur le travail après 65 ans.....	89
Les Français et le travail .....	90
E-administration : 2007, le temps de la fidélité .....	92
Les Français et la réforme de la fonction publique .....	94
Réactions des Français à la proposition de François Fillon sur les régimes spéciaux des retraites ..	97
Les Français et les régimes spéciaux de retraite.....	98
Les Français et le logement.....	99
Les Français et l'intercommunalité – vague 3 .....	100
Les Français et l'éducation .....	104
Les Français et l'école.....	105
L'angoisse de la pauvreté.....	107
Les médecins et la politique du gouvernement.....	110
« Travailler plus pour gagner plus » : le regard des Français .....	112
Les Français et la réforme des retraites .....	116
Les Français et la télévision .....	119

## AVANT-PROPOS

Pour la sixième fois, les sondages réalisés au cours de l'année sur les questions familiales et sociales sont réunis dans un dossier d'étude.

Ces sujets ont été choisis en fonction de l'actualité des sondages eux-mêmes.

Les sondages, tableaux, commentaires et articles parus dans la presse, ont été repris sur Internet, sur les sites des instituts BVA, CSA, IFOP, IPSOS, LH2 et SOFRES.

Nous mettons à disposition ces chiffres et ces analyses, rédigés par les sondeurs, sans entrer dans les débats -importants- sur la nature, la légitimité et les performances des enquêtes par sondage<sup>1</sup> et sans commenter les résultats.

Ces données ont vocation à enrichir les travaux d'expertise sur les politiques sociales et familiales.

**Lucienne HONTARREDE**  
**Pôle valorisation et diffusion**  
**DSER – CNAF**

---

<sup>1</sup> Voir l'avant-propos de *Vingt sondages récents autour de la famille*, Dossier d'études, CNAF, 2002, n° 28.

# Les pronostics des Français pour l'année 2007

SOFRES – Janvier 2007

Groupe Casino et L'Hémicycle.

En ce début d'année 2007, quel regard les Français portent-ils sur l'année à venir, tant au niveau de leur sphère personnelle qu'à l'échelle nationale ? C'est le thème qu'a voulu aborder notre première question d'actualité de l'année, réalisée pour le *Groupe Casino et L'Hémicycle*.

## Peu de changements attendus de la part des Français pour leur situation personnelle

Les Français n'attendent pour la plupart pas de grands changements concernant leur situation personnelle : près des deux-tiers (60 %) pensent en effet que leur situation personnelle au global ne sera ni meilleure ni moins bonne en 2007 qu'en 2006, près d'un quart (24 %) estimant au contraire qu'elle sera meilleure et 13 % qu'elle sera moins bonne. Les plus optimistes en la matière sont les jeunes (52 % disent que 2007 sera meilleure), mais il est à noter que les catégories populaires se montrent plus optimistes que les autres catégories sociales (34 %). 40 % des chômeurs comptent aussi voir leur situation s'améliorer.

## Des prévisions en terme de santé à peu près identiques

Dans les mêmes proportions d'optimisme et de pessimisme, les Français estiment à 24 % que leur situation de santé sera plutôt meilleure, 8 % plutôt moins bonne et 61 % ni meilleure ni moins bonne. Le pronostic est dans ce cas très logiquement à relier à l'âge : si 39 % des personnes âgées de 18 à 24 ans affichent un bel optimisme sur ce point, seuls 15 % des plus de 65 ans espèrent profiter d'une meilleure santé en 2007.

## Les Français sont plus pessimistes quant à leur pouvoir d'achat

La dernière vague de notre baromètre des préoccupations des Français montre l'importance accrue que revêt le problème du pouvoir d'achat chez nos concitoyens ; 2007 ne semble pas être pour eux de meilleur augure d'un point de vue financier. Si près de la moitié des Français (48 %) n'envisagent pas de changement de la situation de leur pouvoir d'achat, près d'un tiers (31 %) pensent que la situation sera moins bonne et seulement 19 % qu'elle sera meilleure.

Les personnes proches de l'âge de la retraite sont particulièrement pessimistes en la matière (38 % pensent que 2007 sera moins bonne), tout comme les sympathisants du PC (58 %). Les plus de 65 ans n'attendent eux aucune amélioration (à 61%) ; les plus optimistes sont les salariés du privé (26 %) ainsi que les foyers ouvriers (31%).

## Un pronostic mitigé sur la situation économique française

Sur le plan national, les avis sont plus partagés : 38 % des Français prévoient une situation économique stable, 33 % une situation moins bonne et 20% une situation meilleure. Les plus optimistes sont là encore les jeunes (32 %). D'un point de vue politique, les sympathisants de l'UMP (25 %) s'enthousiasment un peu plus que les autres, exprimant sans doute leur plus grande confiance dans la politique du gouvernement de Dominique de Villepin.

## Les résultats

- Selon vous, l'année 2007 sera-t-elle plutôt meilleure, plutôt moins bonne, ou ni meilleure ni moins bonne que l'année 2006 en ce qui concerne :

	Plutôt meilleure	Plutôt moins bonne	Ni meilleure, ni moins bonne	Sans opinion
Votre santé	24	8	61	7
Votre situation personnelle au global	24	13	60	3
La situation de l'économie française	20	33	38	9
Votre pouvoir d'achat	19	31	48	2

### Fiche Technique

Étude réalisée en face à face, pour le Groupe Casino et L'Hémicycle, du 10 au 12 janvier 2007, auprès d'un échantillon national de 1000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

# Liberté, Égalité, Fraternité : notre devise vue par les Français

SOFRES – Janvier 2007

Télérama

- Entre ces trois mots de la devise de la république française "liberté", "égalité", "fraternité", lequel est le plus important à vos yeux ?

	%
Liberté	52
Égalité	30
Fraternité	16
Ne se prononce pas	2

- Si on devait ajouter un quatrième mot à cette devise, parmi les mots suivants, lequel aurait votre préférence ? En premier ? Et en second ?

	Premier choix	Second choix	Total des choix
Respect	44	24	<b>68</b>
Sécurité	15	18	<b>33</b>
Éducation	11	17	<b>28</b>
Écologie	9	12	<b>21</b>
Bonheur	8	12	<b>20</b>
Laïcité	8	7	<b>15</b>
Progrès	3	5	<b>8</b>

- Parmi les possibilités suivantes, quelles formes de liberté sont les plus importantes à vos yeux ? En premier ? Et en second ?

	Premier choix	Second choix	Total des choix
La liberté d'expression	66	19	<b>85</b>
La liberté d'aller et venir	17	38	<b>55</b>
La liberté d'entreprise	6	13	<b>19</b>
La liberté de culte	4	11	<b>15</b>
La liberté syndicale	3	8	<b>11</b>
La liberté sexuelle	3	5	<b>8</b>

- Parmi les mesures suivantes, y en a-t-il qui vous paraissent contraires à la liberté ?

<i>Plusieurs réponses possibles</i>	%
Le croisement entre les fichiers de données personnelles	44
Le déremboursement des médicaments	36
Les caméras de surveillance dans les lieux publics	32
L'interdiction de fumer dans les lieux publics	23
Les contrôles radar sur la route	21
L'augmentation des contrôles d'identité	20
L'obligation de respecter la carte scolaire	9

- Pensez-vous qu'en France...

	%
<b>... l'égalité est menacée</b>	
Très menacée	31
Assez menacée	49
<b>ST Oui</b>	<b>80</b>
Pas vraiment menacée	15
Pas du tout menacée	2
<b>ST Non</b>	<b>17</b>
Ne se prononce pas	3
<b>... la fraternité est menacée</b>	
Très menacée	23
Assez menacée	46
<b>ST Oui</b>	<b>69</b>
Pas vraiment menacée	23
Pas du tout menacée	3
<b>ST Non</b>	<b>26</b>
Ne se prononce pas	5
<b>... la liberté est menacée</b>	
Très menacée	23
Assez menacée	36
<b>ST Oui</b>	<b>59</b>
Pas vraiment menacée	31
Pas du tout menacée	7
<b>ST Non</b>	<b>38</b>
Ne se prononce pas	3

- Pour les dix années à venir, si vous aviez à choisir, préféreriez-vous une politique fondée sur la liberté ou une politique fondée sur l'égalité ?

	%
Une politique fondée sur l'égalité	55
Une politique fondée sur la liberté	38
Ne se prononce pas	7

#### Fiche Technique

Enquête réalisée du 9 au 16 janvier 2007 pour Télérama auprès d'un échantillon national de 1000 individus représentatifs de l'ensemble de la population française âgée de 15 ans et plus, interrogées par téléphone. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

## Le travail des lycéens pendant leur scolarité

CSA – Janvier 2007

UNL

- D'une manière générale, comment vous sentez-vous au lycée ?

En %	Ensemble des lycéens
<b>Bien</b>	<b>92</b>
Très bien	36
Plutôt bien	56
<b>Mal</b>	<b>8</b>
Plutôt mal	6
Très mal	2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Concernant plus particulièrement les cours, diriez-vous qu'en classe vous êtes...?

En %	Ensemble des lycéens
<b>Attentif</b>	<b>80</b>
...très attentif	14
...plutôt attentif	66
<b>Pas attentif</b>	<b>20</b>
...plutôt pas attentif	17
...pas attentif du tout	3
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Dans votre classe, diriez-vous que vous faites partie des meilleurs élèves, des élèves moyens, des moins bons élèves ?

En %	Ensemble des lycéens
Les meilleurs	19
Les moyens	74
Les moins bons	7
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- En dehors des cours, dans la semaine, sans compter le week-end, combien de temps consacrez-vous en moyenne à votre travail scolaire ?

En %	Ensemble des lycéens
Moins de 5 heures	42
5 heures	30
Plus de 5 heures	27
Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Et pendant le week-end, combien de temps en moyenne consacrez-vous à votre travail scolaire ?

En %	Ensemble des lycéens
Moins de 2 heures	44
De 2 à 4 heures	39
Plus de 4 heures	15
Ne se prononcent pas	2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Avez-vous, en dehors des stages sous convention, déjà exercé une activité rémunérée depuis que vous êtes lycéen ?

En %	Ensemble des lycéens
Oui	28
Non	72
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- En dehors des vacances d'été, c'est-à-dire pendant l'année scolaire, avez-vous déjà exercé ou exercez-vous actuellement une activité rémunérée depuis que vous êtes lycéen ?

*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée depuis qu'ils sont lycéens, soit 28 % de l'échantillon.*

	%
<b>Oui</b>	<b>65</b>
Oui, ai déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire depuis que je suis lycéen, mais n'en exerce plus	42
Oui, exerce actuellement une activité rémunérée pendant l'année scolaire	23
<b>Non</b>	<b>35</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>



Ensemble des lycéens (en %)	
<b>Oui</b>	<b>18</b>
Oui, ai déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire depuis que je suis lycéen, mais n'en exerce plus	12
Oui, exerce actuellement une activité rémunérée pendant l'année scolaire	6
Non, n'a jamais exercé d'activité rémunérée pendant l'année scolaire	10
N'a jamais exercé d'activité rémunérée en dehors des stages sous convention	72
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Exercez-vous une ou plusieurs activités ?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6 % de l'échantillon.*

	%
Une seule	94
Plusieurs	6
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- L'activité / Les activités que vous exercez actuellement est-elles / sont-elles déclarée(s) ?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6 % de l'échantillon.*

	%
Oui	48
Non	52
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- S'agit-il d'un (ou de)...?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité déclarée, soit 3 % de l'échantillon.*

	%
Contrat(s) à durée indéterminée	30
Contrat(s) de travail intermittent	28
Contrat(s) à durée déterminée	21
Ne se prononcent pas	21
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Cette ou ces activité(s) vous occupe(nt)-t-elle(s) ?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6 % de l'échantillon.*

	%
Tout au long de l'année, c'est-à-dire pendant les vacances scolaires (Toussaint, Noël, Hiver, Pâques, on exclut les vacances d'été) ET pendant la période des cours	76
Uniquement pendant les vacances scolaires (Toussaint, Noël, Hiver, Pâques, on exclut les vacances d'été)	10
Uniquement en dehors des vacances scolaires, c'est-à-dire pendant la période des cours uniquement	14
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Quand vous travaillez pendant les vacances (Toussaint, Noël, Hiver, Pâques, on exclut les vacances d'été), quel est en moyenne votre temps de travail hebdomadaire ?

*Question posée aux lycéens qui travaillent pendant les vacances, soit 5 % de l'échantillon.*

<i>(Question ouverte – Réponses spontanées)</i>	%
Jusqu'à 10 heures par semaine	29
De 11 à 20 heures par semaine	30
Plus de 20 heures par semaine	41
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Temps moyen</b>	<b>19 heures 52'</b>

- Quand vous travaillez pendant la période scolaire, les semaines où vous avez cours, quel est en moyenne votre temps de travail hebdomadaire ?

*Question posée aux lycéens qui travaillent pendant la période scolaire, soit 6 % de l'échantillon.*

<i>(Question ouverte – Réponses spontanées)</i>	%
Jusqu'à 5 heures par semaine	36
Plus de 5 heures par semaine	64
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Temps moyen</b>	<b>6 heures 10'</b>

- Vous arrive-t-il de travailler...?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6% de l'échantillon.*

	TOTAL	Oui	Non
En journée	100 %	85	15
Pendant le week-end	100 %	72	28
En soirée	100 %	55	45

- Combien de temps mettez-vous pour aller de votre domicile à votre lieu de travail ou pour aller de votre lieu de travail à votre domicile ?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6 % de l'échantillon.*

<i>(Question ouverte – Réponses spontanées)</i>	%
Jusqu'à 15 minutes	33
De 16 à 30 minutes	37
Plus de 30 minutes	25
Ne se prononcent pas	5
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Temps moyen</b>	<b>26 minutes 45"</b>

- Combien de temps mettez-vous pour aller de votre lycée à votre lieu de travail ou de votre lieu de travail à votre lycée ?

*Question posée aux lycéens exerçant actuellement une activité, soit 6 % de l'échantillon.*

<i>(Question ouverte – Réponses spontanées)</i>	%
Jusqu'à 30 minutes	22
Plus de 30 minutes	21
Ne fait pas ce trajet / ne se prononcent pas	57
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Temps moyen</b>	<b>32 minutes 23"</b>

- Quels est / sont l' / les activité(s) que vous exercez ? / Quelle(s) étai(en)t les / l'activité(s) que vous exercez ?  
*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire tout en étant lycéen ou en exerçant une actuellement, soit 18 % de l'échantillon.*

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Baby-sitting	28
Commerce / Vente / Distribution	24
Hôtellerie / Restauration (service, cuisine, y compris cafés, bars, fast-foods)	16
Evènementiel / Accueil	12
Industrie*	7
Autres services*	7
Animation / Encadrement des enfants et Adolescents	6
Transport / Logistique	5
Emploi saisonnier*	4
Services domestiques*	4
Soutien scolaire	2
<b>TOTAL</b>	<b>(1)</b>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

\* Réponse donnée spontanément et recodée

- En moyenne, combien gagnez-vous / gagniez-vous par mois grâce à cette / ces activités rémunérées ?  
*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire tout en étant lycéen ou en exerçant une actuellement, soit 18% de l'échantillon.*

<b>(Question ouverte – Réponses spontanées)</b>	<b>%</b>
Moins de 100 Euros	35
De 101 à 300 Euros	34
Plus de 300 Euros	31
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Somme moyenne</b>	<b>302 Euros</b>

- Pourquoi avez-vous choisi / aviez-vous choisi d'exercer une activité rémunérée ?  
*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire tout en étant lycéen ou en exerçant une actuellement, soit 18% de l'échantillon.*

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	<b>%</b>
Pour vous faire de l'argent de poche pour vous offrir ce dont vous avez envie	80
Vous en avez besoin pour vivre	13
Pour avoir de l'expérience et vous former pour votre futur métier*	5
Parce que vos parents vous y ont incité*	4
<b>TOTAL</b>	<b>(1)</b>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

\* Réponse donnée spontanément et recodée.

- D'après votre expérience, diriez-vous que travailler et être lycéen, c'est...?  
*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire tout en étant lycéen ou en exerçant une actuellement, soit 18 % de l'échantillon.*

	<b>%</b>
<b>Compatible</b>	<b>70</b>
Tout à fait compatible	18
Plutôt compatible	52
<b>Pas compatible</b>	<b>29</b>
Plutôt pas compatible	20
Pas du tout compatible	9
Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Je vais vous citer plusieurs affirmations, vous allez me dire laquelle se rapproche le plus de la vôtre : Le fait de travailler tout en étant lycéen / Le fait d'avoir travaillé tout en étant lycéen...?  
*Question posée aux lycéens ayant déjà exercé une activité rémunérée pendant l'année scolaire tout en étant lycéen ou en exerçant une actuellement, soit 18% de l'échantillon.*

	%
Donne un "plus" à mon parcours et mon CV	45
M'empêche de bien préparer la suite de mon parcours scolaire	8
N'influence ni en bien ni en mal mon parcours	47
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Combien de temps mettez-vous pour aller de votre domicile à votre lycée ?

En %	Ensemble des lycéens
Jusqu'à 14 minutes	23
De 15 à 20 minutes	30
De 21 à 40 minutes	23
Plus de 40 minutes	24
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Quel est, en moyenne, l'argent de poche que vous donnent vos parents par semaine ?

En %	Ensemble des lycéens
Moins de 10 Euros	35
De 10 à 19 Euros	27
20 Euros et plus	22
Ne se prononcent pas	16
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Somme moyenne</b>	<b>13 Euros</b>

#### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / UNL réalisé en face à face en sortie de lycée du **6 au 13 novembre 2006**, auprès de 479 lycéens.

L'échantillon a été construit selon la méthode des quotas : sexe, profession du chef de famille, type d'établissement (public / privé), filière (générale et - ou technologique / professionnelle), classe (CAP-BEP / Seconde / Première / Terminale) après stratification par région.

L'enquête IPSOS-Courrier des Maires révèle un certain malaise chez nos édiles. Un maire sur trois hésite à se représenter en 2008, à cause de son âge, mais aussi de la complexité de la tâche et de son caractère chronophage. Les maires considèrent que la fonction est de plus en plus difficile à exercer, eu égard les réglementations et les normes, et la disponibilité demandée. Leurs priorités pour 2008 diffèrent sensiblement de celles de leurs administrés, même si l'aménagement des routes dans les petites communes et le développement économique dans les grandes font consensus.

## **A 15 mois des élections municipales, un tiers des maires pense ne pas se représenter**

Un maire sur deux (49 %) "a l'intention" de solliciter un nouveau mandat lors des prochaines élections municipales, mais seulement un sur quatre (24 %) qui "est certain" de le faire. A l'inverse, un maire sur trois (32 %) ne pense pas se représenter, dont 22 % qui en sont certains.

Comparativement à ce que l'on mesurait en 1999 – 33 % des maires envisageaient de se représenter contre 48 % qui n'en avaient pas l'intention – la situation peut sembler moins alarmiste. Il convient toutefois de rappeler que les élections de 2001 ont mené à un fort renouvellement des édiles, puisque 43 % des maires élus en 2001 n'exerçaient pas de fonction dans le conseil municipal sortant. Aujourd'hui, près du quart de ces "nouveaux maires" ne souhaitent pas briguer de second mandat.

Dans le détail, on constate que le souhait de se représenter augmente avec la taille de la ville dirigée : 48 % dans les petites communes, 57 % dans celles de taille moyenne, et jusqu'à 78 % chez les maires de grandes villes.

## **Ce qui les fait hésiter : leur âge, la complexité de la fonction, et son caractère chronophage**

La plupart des maires sont aujourd'hui âgés : 29 % de ceux qui ont été élus en 2001 avaient plus de 60 ans, ils en ont aujourd'hui plus de 66 ans. A l'extrême inverse, seuls 5 % des maires ont actuellement moins de 46 ans. Même si un quart (24 %) des maires de plus de 66 ans envisage de manière certaine ou probable de se représenter, 75 % sont d'avis contraire, invoquant l'âge comme principale raison de jeter l'éponge.

De leur côté, les jeunes élus qui hésitent à se représenter avancent comme première raison la difficulté de concilier cette fonction avec une activité professionnelle. Dans les tranches d'âges intermédiaires, de 55 à 64 ans, on se plaint davantage de la complexité croissante de la fonction d'élu (32 %) et des risques de responsabilité pénale (29 %).

## **Maire : une fonction de plus en plus difficile**

La quasi-totalité des maires (89 %) a le sentiment qu'il est plus difficile d'exercer la fonction de maire aujourd'hui qu'il y a quelques années ; 69 % en sont même « tout à fait » convaincus. Ces résultats sont comparables à ceux enregistrés en 2002 ; le malaise ne diminue pas. A noter que 94 % des maires qui en sont à leur "quatrième mandat et plus" sont de cet avis.

Comme en 2002, la principale difficulté ressentie est "la complexité des réglementations et des normes françaises et européennes" (46 % de citations). La deuxième raison évoquée, particulièrement chez les nouveaux maires et ceux des petites communes, est "la disponibilité croissante qui leur est demandée" (37 % ; +4 points). Dans les grandes villes, on regrette davantage "l'attitude consumériste des citoyens par rapport aux services municipaux".

Un peu moins citées quoi que tout de même par un maire sur quatre, "la responsabilité pénale des maires" (25 %) ou "le manque de moyens financiers et humains" (24 %) complètent ce tableau des difficultés.

## **Le casse-tête de la liste dans les petites communes**

Chez les maires des petites communes qui n'ont pas été découragés, et qui souhaitent se représenter, se pose alors le problème de "trouver suffisamment de candidats compétents pour constituer leur liste" (59 % d'entre eux évoquent cette difficulté). La chose peut ne pas s'avérer simple, puisque dans le même temps le nombre de Français prêts à se porter candidats tend à diminuer. Si un Français sur cinq (20 %) accepterait de se présenter sur une liste aux prochaines élections municipales en 2008, la proportion était d'un sur quatre pour les municipales 2001. En écho aux difficultés évoquées par les maires, la baisse de candidats est d'ailleurs plus marquée dans les

petites communes. On recrute davantage de personnes prêtes à s'investir chez les hommes, les personnes diplômées ou de milieux aisés.

La constitution de la liste électorale ne concerne guère les maires de communes de plus de 10 000 habitants (seulement 17 % de citations). Leur principal souci est en revanche d'expliquer aux sortants du conseil municipal qu'ils ne pourront pas les reprendre (43 %), certainement en vue de "rajeunir la liste" (34 %).

Notons enfin que la parité ne constitue pas une difficulté majeure mais reste une préoccupation dans les petites communes, y compris celles qui ne sont pas soumises à la loi. La difficulté à "trouver suffisamment de femmes pour assurer la parité sur sa liste" est ainsi mentionnée par 29 % des maires de communes de 2 000 à 10 000 habitants et 26 % des maires de communes de moins de 2 000 habitants, même si la loi ne s'applique pas à ces derniers.

### **Les priorités des maires et de leurs administrés : l'aménagement des routes dans les petites communes, le développement économique dans les grandes**

Dans les communes de moins de 2 000 habitants, la hiérarchie des priorités des maires et des citoyens est assez différente. Les élus placent en tête "l'environnement et le cadre de vie" (37 %) et "l'aménagement des routes et de la voirie et le stationnement" (35 %).

L'attention sur l'état de la voirie est partagée par leurs administrés (27 % de citations), parmi un faisceau de préoccupations assez large : " l'action en faveur des écoles" (28 %), "la baisse des impôts locaux" (28 %), "l'aménagement des routes et de la voirie" (27 %), "la prévention de la délinquance" (26 %) et "l'emploi, le développement économique" (25 %).

Dans les communes de 2 000 à 10 000 habitants, les maires et les citoyens placent en tête de leurs priorités "l'emploi et le développement économique" (respectivement 40 % et 35 % de citations). Ensuite, les maires citent comme priorité "l'environnement et le cadre de vie" (33 %) et "le logement" (30 %), quand leurs administrés pensent plutôt à "la prévention de la délinquance" (31%) et à "la baisse des impôts locaux" (29 %). Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les priorités sont encore différentes, même si l'emploi et le développement économique restent bien placés (44 % de citations chez les maires, 31 % chez les habitants). Cet item est toutefois moins souvent jugé prioritaire que "la prévention de la délinquance" pour les citoyens (41 % de citations), ou "le logement" pour les élus (45 %).

#### **Fiche technique :**

Institut : IPSOS - Media : Le courrier des Maires - Sondage effectué pour Le Courrier des Maires - La plupart des questions ont été posées aux maires, deux questions ont été posées au Grand Public (dont une question commune avec les maires).

Volet Maires - dates du terrain : du 9 au 19 octobre 2006 - Echantillon : 405 maires, répartis de la manière suivante, ont été interrogés :

- 206 maires de communes de moins de 2 000 habitants
- 101 maires de communes de 2 000 à 10 000 habitants
- 98 maires de communes de plus de 10 000 habitants

Cet échantillon représentatif de 405 maires a été constitué d'après la méthode des quotas (taille de commune, couleur politique et région). Les maires des grandes communes ont été surreprésentés de manière à disposer d'effectifs suffisants pour l'analyse. Les résultats d'ensemble ont été ensuite pondérés en fonction du poids démographique réel de chacune des 3 catégories de taille de commune. Méthode : Les interviews ont été réalisées par téléphone.

Volet grand public : dates du terrain : les 1, 2 et 4 décembre 2006 - échantillon : 965 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone.

Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Cette nouvelle vague du baromètre municipal nous révèle que :

- Le maire jouit toujours d'un très fort capital confiance au sein de l'opinion publique ;
- La sécurité et l'aide sociale sont dépassées par la circulation, les établissements scolaires et les transports en termes de priorités pour l'action municipale ;
- Les Français sont très divisés par rapport au droit de vote des étrangers aux élections municipales, même si la majorité s'y déclare favorable.

### **Des maires à la popularité inaltérable**

Cette année, comme toutes les autres depuis la création de ce baromètre (décembre 2002), c'est encore le maire qui obtient la première place dans le coeur des Français avec 70 % d'opinions positives. Il devance le conseiller général (52 %), le député (48 %) et le sénateur (34 %).

Soulignons que le déficit d'opinions positives de ces élus n'est pas dû à un surcroît d'opinions négatives mais à une forte proportion de personnes déclarant ne pas les connaître. C'est d'ailleurs le sénateur qui souffre le plus de cette méconnaissance avec 41 % de personnes interrogées qui déclarent ne pas le connaître. Il est par ailleurs éclairant de constater que la popularité des maires est plus solidement ancrée dans les villes de moins de 2 000 habitants qu'en agglomération parisienne, une différence que l'on peut expliquer par la plus grande proximité entre un maire et ses administrés permise par les villes de petite taille.

L'image détaillée des maires est également très stable par rapport à la précédente mesure. A une très large majorité, les maires sont perçus comme des élus sympathiques (78 %), dynamiques (74 %) et compétents (73 %). Les taux d'adhésion sont légèrement inférieurs sur l'item « à l'écoute des gens »

(68 %), cet item a d'ailleurs perdu 6 points par rapport à 2002. De manière parallèle, les Français ne sont que 59 % à considérer que leur maire est proche de leurs préoccupations, avec une différence importante entre l'agglomération parisienne (52 %) et les villes de moins de 2000 habitants (65 %). En revanche, les Français sont de plus en plus nombreux à considérer leur maire comme autoritaire (50 %), avec une hausse de 5 points par rapport à la précédente mesure.

### **Un net recul des préoccupations sociales**

C'est la nouveauté par rapport à 2005 : alors que le social était au coeur des préoccupations des Français l'année dernière à la même époque ; en 2006, le baromètre municipal donne à voir un reflux très net de cette priorité puisqu'elle passe de 30 % à 23 % (c'est auprès des jeunes que cette baisse est la plus sensible).

Cette année les Français donnent la priorité dans leur commune aux conditions de circulation (32 %, avec une hausse de 4 points par rapport à 2005) et au développement économique local (32 % également).

L'environnement local les préoccupe aussi (29 % d'entre eux le cite comme une priorité), tout comme les établissements scolaires (28 %), les transports en commun (28 %, avec une augmentation de 4 points par rapport à 2005) et la sécurité locale (27 %). L'aide sociale (23 %), la vie culturelle locale (18 %) et les sports et loisirs (17 %, avec une baisse de 4 points), sont relégués au second rang des préoccupations des Français concernant leur municipalité. Le clivage droite gauche affleure sur de nombreux sujets, mais c'est sur l'aide sociale qu'il est le plus vif, considérée comme une priorité pour 31% des sympathisants de gauche, pour 16 % seulement de ceux de droite.



Quand aux impôts locaux, les Français saluent une fois encore la bonne gestion de leur maires puisqu'ils sont une large majorité (67 %, soit une hausse de 3 points par rapport à 2005) à considérer que l'argent des impôts locaux est bien utilisé, évacuant donc tout soupçon de gaspillage à l'encontre de leur municipalité.

### **L'imposition de la parité dans les fonctions exécutives municipales, une nécessité aux yeux des Français**

C'est à une large majorité (79 %) que les Français se manifestent en faveur de l'imposition de la parité homme/femme dans les fonctions exécutives municipales. Cela étant, cet apparent consensus n'en révèle pas moins certaines lignes de clivages car même si toutes les catégories de la population française se déclarent majoritairement en faveur de la parité, certaines se situent nettement en retrait par rapport à d'autres. Ainsi, les cadres (60 %) et les diplômés du supérieur (64 %) paraissent nettement moins enthousiastes que les ouvriers (86 %) ou les personnes ayant obtenu un BEPC / BEP / CAP (80 %).

Les plus diplômés sont effectivement traditionnellement plus circonspects par rapport à l'imposition de quotas, qu'ils abordent comme un problème complexe.

D'autre part, cette question soulève également un clivage politique : les sympathisants de droite sont moins favorables à l'imposition de quotas que ceux de gauche, même si l'adhésion reste majoritaire des deux côtés de l'échiquier politique.

### **Des Français favorables au droit de vote des étrangers aux élections municipales**

C'est à une solide majorité (57 %) que les Français approuvent le droit de vote des étrangers (hors ressortissants de l'Union européenne) aux élections municipales. Néanmoins cette question révèle plusieurs lignes de fracture d'opinion au sein de la société française, la première d'entre elles étant générationnelle : le taux d'adhésion est en effet élevé chez les jeunes (66 %), puis il diminue régulièrement au fur à mesure qu'augmente l'âge des répondants pour devenir minoritaire chez les 65 ans et plus (45 %).

Le niveau de diplôme est également très clivant : plus les personnes sont diplômées, plus elles ont tendance à être favorables au droit de vote des étrangers aux élections municipales (avec un taux qui culmine à 74 % chez les cadres). Le dernier clivage, et non le moindre, est d'ordre politique avec 75 % des sympathisants de gauche qui répondent par l'affirmative, pour seulement 45 % de ceux de droite. Rappelons que confrontés pour la première fois à cette question lors d'un référendum le 26 mars 2006, les habitants de Saint-Denis (93) ont voté oui à 64 % au droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales.

Parmi les résultats que nous apporte cette nouvelle livraison du baromètre municipal, l'un des plus éclairants se situe probablement au niveau de la méconnaissance des Français de leurs institutions, méconnaissance qui touche de plein fouet les députés et les sénateurs alors qu'approchent à grands pas les élections législatives...

## La popularité comparée des Maires

- Pour chacun des élus suivants, dites-moi si vous en avez aujourd'hui une opinion...

En %	Très positive	Plutôt positive	S/T Positive	Plutôt négative	Très négative	S/T Négative	Ne le connaît pas (spontané)	Ne se prononce pas	TOTAL
	▪ Votre maire	22	48	70	15	8	23	4	
Rappel décembre 2005	22	51	73	15	8	23	2	2	100
Rappel décembre 2004	24	45	69	16	7	23	5	3	100
Rappel décembre 2003	22	46	68	16	8	24	5	3	100
Rappel décembre 2002	24	50	74	15	6	21	3	2	100
▪ Votre conseiller général	9	43	52	13	5	18	21	9	100
Rappel décembre 2005	8	45	53	16	5	21	20	6	100
Rappel décembre 2004	11	41	52	10	3	13	29	6	100
Rappel décembre 2003	9	43	52	12	4	16	27	5	100
Rappel décembre 2002	10	45	55	13	2	15	25	5	100
▪ Votre député	7	41	48	15	5	20	25	7	100
Rappel décembre 2005	7	42	49	20	6	26	19	6	100
Rappel décembre 2004	9	40	49	12	4	16	28	7	100
Rappel décembre 2003	8	42	50	15	4	19	27	4	100
Rappel décembre 2002	11	44	55	15	4	19	23	3	100
▪ Votre sénateur	4	30	34	13	4	17	41	8	100
Rappel décembre 2005	3	30	33	17	6	23	36	8	100
Rappel décembre 2004	4	26	30	10	5	15	46	9	100
Rappel décembre 2003	5	29	34	13	4	17	43	6	100
Rappel décembre 2002	6	31	37	12	3	15	42	6	100

## L'image détaillée des Maires

- Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'il s'applique plutôt mal à votre Maire...

En %	S'applique plutôt bien					S'applique plutôt mal					Ne se prononce pas					TOTAL
	Déc. 2002	Déc. 2003	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2002	Déc. 2003	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2002	Déc. 2003	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	
▪ Sympathique	80	76	79	78	78	15	17	14	15	15	5	7	7	7	7	100
▪ Dynamique	74	69	72	74	74	22	24	23	22	21	4	7	5	4	5	100
▪ Compétent	79	73	76	75	73	17	20	19	19	21	4	7	5	6	6	100
▪ A l'écoute des gens	74	70	70	69	68	21	23	24	26	25	5	7	6	5	7	100
▪ Proche de vos préoccupations	62	58	58	59	59	33	34	34	36	34	5	8	8	5	7	100
▪ Autoritaire	51	42	43	45	50	41	46	39	45	37	8	12	18	10	13	100

## Les priorités locales

- Dans votre commune aujourd'hui, quelles sont les principales priorités selon vous ?

En %	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004	Décembre 2005	Décembre 2006
▪ Les conditions de circulation	29	28	33	28	32
▪ Le développement économique local	32	30	31	32	32
▪ L'environnement local	32	26	30	30	29
▪ Les établissements scolaires	35	29	32	31	28
▪ Les transports en commun	21	25	25	24	28
▪ La sécurité locale	37	29	32	27	27
▪ L'aide sociale	27	22	25	30	23
▪ La vie culturelle locale	21	20	20	21	18
▪ Les sports et les loisirs	22	18	19	21	17
. Autres	2	2	4	5	1
. Ne se prononce pas	2	4	3	3	3
(*) Total supérieur à 100 en raison de la multiplicité des réponses.	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

## L'utilisation des impôts locaux

- Aujourd'hui, diriez-vous que dans votre ville, la municipalité utilise très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal l'argent des impôts locaux ?

En %	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004	Décembre 2005	Décembre 2006
▪ Très bien	7	8	5	8	7
▪ Plutôt bien	63	57	58	56	60
<i>S/T « Bien »</i>	70	65	63	64	67
▪ Plutôt mal	20	21	24	22	20
▪ Très mal	5	8	6	8	8
<i>S/T « Mal »</i>	25	29	30	30	28
. Ne se prononce pas	5	6	7	6	5
	100	100	100	100	100

### La parité hommes femmes

- A votre avis, faut-il imposer la parité homme/femme dans les fonctions exécutives municipales (adjointe au maire) ?

<i>En %</i>		Ensemble
▪ Oui, tout à fait		52
▪ Oui, plutôt		27
	<i>Sous-total « Positif »</i>	79
▪ Non, plutôt pas		10
▪ Non, pas du tout		9
	<i>Sous-total « Négatif »</i>	19
. Ne se prononce pas		2
		100

### Le vote des étrangers aux élections municipales

- Etes-vous pour ou contre le droit de vote des étrangers (hors ressortissants de l'Union européenne) aux élections municipales ?

<i>En %</i>	Ensemble	Sympathisants PC-PS-Verts (334 personnes)	Sympathisants UDF-UMP (234 personnes)
▪ Pour	57	75	45
▪ Contre	39	23	53
. Ne se prononce pas	4	2	2
	100	100	100

#### Fiche Technique

Sondage LH2 réalisé pour Le Journal des Maires les 15 et 16 décembre 2006, par téléphone. Échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

**Les priorités de l'accès au logement**

- De manière générale, pour les logements, faut-il en priorité...

	En %
▪ Favoriser l'accès à la propriété	30
▪ Favoriser l'accès à la location	7
▪ Favoriser les deux, indifféremment	61
▪ Ne se prononce pas	2
	100

**Les mesures à prendre**

- A votre avis, pour améliorer l'accès au logement en France, faut-il surtout...

	En %
▪ Développer les prêts à taux zéro (conditions d'accès et montant du prêt)	52
▪ Sanctionner davantage les communes qui ne respectent pas leurs quotas de logements sociaux	39
▪ Que l'Etat se porte plus systématiquement caution pour l'obtention d'un prêt immobilier ou d'un logement en location	38
▪ Plafonner plus strictement l'évolution des loyers	35
▪ Ne se prononce pas	4
	(*)

(\*) Total supérieur à 100 en raison de la multiplicité des réponses possibles.

### Les bénéficiaires potentiels du droit au logement opposable

- Le gouvernement envisage de créer un Droit au Logement Opposable : ce Droit permettrait aux personnes en situation précaire qui ne trouvent pas de logement, de poursuivre les pouvoirs publics. Qui devrait être en priorité concerné par cette mesure ?

	En %
▪ Les travailleurs pauvres	45
▪ Les SDF sans emploi	27
▪ Les personnes ayant un logement précaire ou insalubre	22
. Ne se prononce pas	6
	100

#### Fiche Technique

Sondage réalisé par l'institut LH2 pour 20 Minutes et RMC vendredi 5 et samedi 6 janvier 2007 par téléphone. Échantillon de 999 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Contrairement aux idées reçues, la majorité des mères au foyer avec enfants en bas âge ont fait le choix de ce statut, assument parfaitement et en sont pleinement satisfaites. Le magazine *Parents*, en collaboration avec TNS Sofres, a souhaité réaliser une étude sur les mères au foyer. Baby Bus est une enquête réalisée quatre fois par an, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois. Pour cette dernière édition de l'année 2006, elle nous renseigne sur les mères au foyer, comment elles vivent leur statut, et comment les mères en général perçoivent cette situation.

### **Mère au foyer, un statut loin d'être dépassé dans notre société**

56% de l'ensemble des mères interrogées considèrent comme « normal » le fait d'être mère au foyer de nos jours. Elles sont seulement 20 % à considérer ce statut comme dépassé, surtout les mères actives travaillant à temps complet. 22 % des mères ont une opinion neutre sur le sujet. Les chiffres révèlent avec surprise que les trois quarts des mères d'enfants de 0 à 2 ans sont mères au foyer (73 %), dont 57 % à temps complet et 16 % à temps partiel. Les mères au foyer (à temps complet ou à temps partiel) sont 86% à être satisfaites (dont 52 % « tout à fait ») de leur statut de mère au foyer. Parmi les mères de jeunes bébés (moins de 6 mois), 68 % sont des mères au foyer à temps complet. Parmi les mères multipares, 63 % sont mères au foyer à temps complet.

### **Des mères motivées par la possibilité de voir grandir leurs enfants...**

Pour 90 % de l'ensemble des mères interrogées, l'intérêt principal pour devenir mère au foyer est de voir grandir leur(s) enfant(s). « Avoir du temps pour soi » est la deuxième raison citée, par seulement 21 % des mères. L'arrêt de la confrontation avec le monde du travail est une motivation faiblement citée par les mères (9 %). L'intérêt financier est une motivation très faiblement exprimée (1% cite des économies faites sur les frais de garde et de crèche).

### **...mais qui expriment tout de même une certaine crainte de l'isolement**

Les mères montrent une appréhension de l'isolement (50 % d'entre elles), particulièrement les mères de jeunes bébés de 0 à 6 mois (60 %), celles vivant en zone rurale (59 %), et logiquement, celles qui travaillent actuellement à temps complet (59 %). Les mères expriment également la crainte d'être réduites au simple rôle de ménagère (39 % d'entre elles), particulièrement les mères travaillant à temps complet (50 %).

### **Les mères actives sont peu disposées à devenir mères au foyer**

Les mères qui travaillent à temps complet sont plutôt réticentes à l'idée de s'arrêter de travailler pour devenir mère au foyer (55 % d'entre elles y sont opposées). Elles sont par ailleurs 43 % à être « favorables » à s'arrêter de travailler pour élever leur(s) enfant(s), et seulement 15 % à être « tout à fait favorable » à cette idée. C'est surtout le cas en zone rurale (60 %). Le cas échéant, une grande partie d'entre elles souhaite s'arrêter moins de un an (40 %), et 35 % sont prêtes à s'arrêter entre 2 et 3 ans. Les mamans qui travaillent à temps complet ou à temps partiel évoquent plusieurs freins à l'arrêt du travail : en premier lieu des raisons financières (73 %), surtout parmi les « CSP- » (81 %). L'attachement à leur travail constitue également un véritable frein pour 32% d'entre elles, et ce davantage parmi les « CSP+ » (51 %).

#### **Fiche Technique**

Baby Bus est une enquête : réalisée 4 fois par an auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois ; avec recueil de l'information sur système CAPI Multimédia (Computer Assisted Personal Interviewing). Réalisée selon la méthode des quotas en face à face, au domicile des mères interrogées. Cible et taille de l'échantillon : échantillon national représentatif de 1 011 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois. Dates de réalisation : le terrain a eu lieu entre le 30 novembre et le 9 décembre 2006.

Les adolescents se sentent bien mais les adultes sont inquiets ; les adultes ont une bonne image des adolescents mais les adolescents croient le contraire ; les adultes pensent "qu'on ne peut rien leur dire", les adolescents regrettent un manque d'autorité... S'appuyant sur un dispositif qualitatif inédit – 2 mois d'observation des réflexions et des échanges entre un groupe d'adolescents de 13 à 18 ans, des parents et des professionnels – complété par un sondage classique sur deux échantillons représentatifs d'adultes et d'adolescents, l'enquête réalisée par IPSOS Insight Santé, en exclusivité pour la Fondation Wyeth, propose les regards croisés entre deux mondes si proches et si éloignés. C'est à l'occasion du 3ème Forum Adolescent, en mars 2007, que les premiers résultats ont été présentés...

95 % des adolescents "parlent" régulièrement ou de temps en temps avec des membres de leur famille, 84 % avec des amis de la famille ou d'autres adultes de leur entourage, 76 % avec les parents d'amis, et tous s'accordent sur l'importance de maintenir le dialogue... Les deux mondes paraissent pourtant cloisonnés. L'univers des adolescents prend des allures de boîte noire pour les adultes, et inversement : « *On a un peu de mal à les cerner. Pour préserver leur intimité, ils donnent peu d'informations, sur ce qu'ils font, ce qu'ils pensent, ce qu'ils projettent...* » *Mère- Paris* « *On sait que les adultes travaillent, qu'ils ont des soucis, mais ce qu'ils font vraiment précisément, ce qu'ils pensent on n'en sait rien. Tout ce qui est sur eux vraiment, ils n'en parlent pas trop, c'est plus centré sur nous, à nous poser des questions. (...) Les adultes, je trouve qu'ils sont un peu secrets.* » *Adolescent-Toulouse.*

De fait, les jugements qu'ont adultes et adolescents les uns sur les autres sont aussi tranchés que contradictoires. Autant les adolescents déclarent aller bien, autant les adultes sont inquiets : 72 % des adultes pensent que les adolescents sont souvent "mal dans leur peau", mais seulement 19 % des adolescents ; 73 % des adolescents se sentent bien à l'école, la majorité des parents pensent le contraire, les adultes pensent que les adolescents n'arrivent pas à leur parler, les adolescents trouvent que c'est facile. Le décalage est omniprésent. Symptomatiquement, 71 % des adolescents pensent que les adultes ont une mauvaise image d'eux, alors que 86 % des adultes ont une bonne image des adolescents.

## Un besoin de distance et d'autorité

Cette somme de malentendus se comprend mieux si l'on admet qu'elle est quelque part entretenue par les adolescents, qui revendiquent cette "différence de longueur d'onde". La question de la distance est cruciale. Cette distance évolue à chaque instant, par une sorte d'effet yoyo : « *Elle passe de la femme responsable, à la fillette insouciant en moins de temps qu'il faut pour le dire. Je ne sais jamais trop à qui je m'adresse... C'est ma principale difficulté en ce moment.* » *Mère- Toulouse.* Les adolescents vivent mal l'intrusion dans leur espace, peuvent être déstabilisés par une trop faible distance ou une connivence exagérée, mais sont aussi blessés par un excès de distance, une absence d'empathie ou une impression d'indifférence. L'équilibre qu'ils décrivent est assez simplement formulé. Ils apprécieraient « des adultes à leur place », mêlant les cinq qualités qu'ils apprécient le plus chez eux : bienveillance, autorité, équité, confiance et optimisme.

Plus largement, cette question de distance rejoint celle de l'autorité. Les adolescents jugent normal et souhaitable que les adultes ne partagent pas leur point de vue et leur imposent des limites. Ils regrettent même que ce rôle ne soit pas pleinement rempli. Ils réclament des règles de la part de leurs parents comme des enseignants. Certains relatent dans leurs relations avec les adultes des situations d'évitement, de négociations qui remettent en cause leur crédibilité. Alors que les adultes dénoncent un certain rejet et l'irrespect de l'autorité par les adolescents de 2007 - "on ne peut rien leur dire"-, ces derniers observent et critiquent un délitement de l'autorité parentale et scolaire.

## L'avenir : la question centrale

L'observation sur deux mois a aussi montré combien l'avenir était au cœur de la relation quotidienne entre les adolescents et les adultes. « *Ca revient toujours sur le tapis, les gens vous demandent sans arrêt "qu'est-ce que tu veux faire plus tard?"* » *Adolescent- Toulouse.* Les adultes, parents, professeurs, médias, développent un discours pessimiste sur l'avenir, et s'irritent de ne pas voir leur inquiétude mobiliser davantage les adolescents. Mais là encore, deux mondes s'opposent. « *Est-ce normal de ne pas savoir quoi faire à 15 ans ? Moi je crois que oui, mais c'est un gros conflit familial. Ma mère crise à mort. J'ai la pression là-dessus.* » *Alexis- 15 ans, Paris.*

Dans un environnement décrit comme incertain (précarisation, difficultés quotidiennes), les adultes espèrent le meilleur pour leurs enfants. Ils interviennent alors dans la formulation du projet professionnel, le valident ou le



censurent. Mais les adolescents se considèrent soumis à une trop forte pression. « *Ils déversent leur stress sur nous* » / « *Le prof nous dit si tu continues comme ça, tu vas devenir SDF. / L'autre jour le prof de techno a dit à une élève qui bavardait « tu n'auras pas de boulot* ». Sophie- 14 ans « *Mes parents me disent combien c'est dur, que certains sortent avec un bac+5 et sont au chômage, les salaires sont bas, la vie est chère. Ils m'encouragent à travailler plus pour m'en sortir bien financièrement. Mais moi je suis très découragée et je me dis que des gens comme moi, qui vont essayer, il y en a des millions et donc vu mes capacités communes, je ne vois pas comment je vais surmonter ça.* » Emilie - 14 ans, Paris.

En fait si les adultes s'angoissent, les adolescents, rationnels et pragmatiques, refusent de trop s'en faire. Plus embêtant, ils semblent prendre le pessimisme et les craintes de leurs parents, les conseils ou commentaires des professeurs comme un manque de confiance dans leur capacité à mener à bien leur projet. Ils se confondent parfois avec l'avenir. « *Si l'avenir c'est nous, alors si les adultes doutent de l'avenir, c'est qu'ils doutent de nous.* » On relève dès lors une forte demande de considération et de confiance. Les adolescents apprécient d'évoquer l'avenir, à condition de le présenter sous un jour positif, de manière constructive : le partage d'expériences, l'observation concernant la vie professionnelle comme promesse d'un dialogue concret, positif, à même de les aider. Autant les adolescents sont sensibles aux encouragements et à la confiance exprimée par les adultes, autant ils peuvent se montrer affectés par des marques de défiance. Omniprésente et symptomatique du quiproquo, la question de l'avenir devient ici centrale, puisqu'elle permet de part et d'autre d'actionner les leviers pour que la relation s'harmonise.

#### **Fiche Technique :**

60 jours durant lesquels 17 adolescents de 13 à 18 ans en Ile-de-France (groupe de 13 - 15 ans et à Toulouse (groupe de 16 - 18 ans)...

Ont consigné leurs observations et réflexions individuelles dans un carnet dédié. Ont travaillé collectivement lors de 3 ateliers de groupes de 3 heures chacun (soit au final 6 groupes). Ont été sollicités sur des productions individuelles (photoreportage, rédactions de récits, portraits, fictions...). Ont pu interagir sur un forum de discussion internet. 60 jours durant lesquels 10 adultes (6 parents et professionnels de l'éducation) en Ile-de-France et à Toulouse ont consigné leurs observations et réflexions individuelles dans un carnet dédié. Ont été sollicités sur des productions individuelles (photoreportage, rédactions de récits, portrait, fictions...). Ont été interrogés en amont, en aval et de manière ponctuelle.

## Disposition des Français à rendre service à leurs voisins

- Vous arrive-t-il de rendre des services à vos voisins comme par exemple faire leurs courses, garder leurs enfants ou arroser leurs plantes ?

	Ensemble
Oui souvent	12
Oui de temps en temps	35
Oui mais rarement	13
<i>S/T Oui</i>	<b>60</b>
Non, jamais	40
(NSP)	-
Total	100

## Les actions que les Français sont prêts à faire pour leurs voisins

- Seriez-vous prêt

	Oui	Non	(NSP)
... à rendre régulièrement des petits services à vos voisins	83	16	1
... à consacrer une heure par mois pour aider un de vos voisins	78	20	2
... à vous occuper d'un voisin ou d'une voisine âgé(e) ou handicapé(e), ou d'un enfant en échec scolaire dans votre voisinage	62	37	1

### Présence d'amis parmi ses voisins

- Certains de vos voisins sont-ils devenus de vrais amis ?

	Ensemble
Oui	50
Non	50
(NSP)	-
Total	100

### Les lieux où les Français ont rencontré leurs amis

- D'une manière générale, où avez-vous rencontré vos amis ?

	Ensemble
Au travail ou dans votre milieu professionnel	57
A l'école, à l'université	51
Dans votre immeuble, votre quartier	47
Dans le cadre d'activités sportives ou associatives	39
(Autre)	15
(NSP)	1
Total	*

*\* Total supérieur à 100 car plusieurs réponses possibles*

#### Fiche Technique

Sondage réalisé par l'Institut BVA par téléphone le 9 mai 2007 auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par régions et catégories d'agglomération.

A l'occasion de la 7ème édition de Geront Expo qui se déroule du 22 au 24 mai 2007, la 4ème vague de notre baromètre Les Français et le grand âge réalisé pour la Fédération Hospitalière de France, avec le Mensuel des Maisons de retraite permet de dresser l'état des lieux de la perception et du rapport des Français au grand âge. Principaux enseignements de l'édition 2007 : la vieillesse bénéficie d'une perception majoritairement positive, mais dans le même temps d'une prise en charge approximative et très insuffisante du grand âge et de la dépendance.

En 2007, près d'un Français sur trois (31 %) déclare avoir dans son entourage proche une personne âgée dépendante, en perte d'autonomie physique ou psychique. Il s'agit, pour 21 % des Français, d'un parent proche (père, mère, grands-parents). Cette réalité concerne 40 % des 50-64 ans (9 points de plus que la moyenne).

Dans ce contexte, les résultats montrent à quel point la prise en charge du grand âge est, comme les années précédentes, un enjeu crucial dans l'opinion, mais dont les termes se sont durcis en deux ans. Les besoins identifiés sont inchangés. Cette stabilité semble signaler une absence de réponse, en tout cas audible, aux attentes déjà exprimées il y a deux ans. Par ailleurs, les inquiétudes sont plus fortes qu'en 2005.

### **La vieillesse : force plutôt que faiblesse de la société française, mais pas exempte de craintes**

D'une façon générale, la vieillesse bénéficie d'une image positive dans la société française. Elle signifie d'abord l'expérience (45 % de citations) et la sagesse (40 % de citations). Elle est également une richesse pour la société (30 %). A des niveaux de citations moindres, les Français associent vieillesse et charge (23 %), signe de déclin (18 %) et enfin handicap (16 %). On enregistre toutefois des écarts de perception significatifs entre catégories socioprofessionnelles et entre classes d'âges.

En effet, les cadres et professions intellectuelles citent plus souvent que la moyenne des représentations positives (88 % de citations positives, contre 78 % en moyenne), au premier rang desquelles l'expérience (58 % de citations, contre 45 % en moyenne). C'est également le fait des plus hauts revenus (plus de 3000 €) pour lesquels expérience, sagesse et richesse qualifient le mieux la vieillesse (84 % de citations positives pour 45 % de citations négatives). Au contraire, les ouvriers lui associent plus volontiers charge, déclin et handicap.

On peut faire l'hypothèse que les conditions de vie de la vieillesse, subies ou observées par les foyers socialement et / ou économiquement les plus fragiles, façonnent une image plus contrastée de cette étape de la vie : la prise en charge de la personne âgée dépendante est sans aucun doute rendue plus difficile, voire douloureuse, lorsqu'elle est contrainte et limitée financièrement. Par ailleurs, les plus de 75 ans portent un regard plus sombre sur leur propre condition. Bien plus que leurs cadets, ils considèrent la vieillesse comme un signe de déclin (29 % de citations) et un handicap (23 % de citations). S'ils en admettent également les traits positifs, c'est en demi teinte, dans des proportions plus faibles (63 % de citations positives, soit 15 points de moins que la moyenne des Français).

C'est d'ailleurs la dépendance, la perte d'autonomie et les maladies que les Français redoutent le plus de cette étape de la vie (respectivement 40 % et 21 % de citations). Elles sont en nette progression par rapport à 2005 : + 7 et + 5 points. Viennent ensuite la solitude et l'isolement, en recul de 4 points (15 % de citations). La perspective de devoir quitter sa maison, la pauvreté, le fait de perdre ses proches, la fin de vie, le manque de respect et les mauvais traitements ou l'impossibilité d'être pris en charge par sa famille sont relégués au second plan, avec moins de 7 % de citations. A signaler cependant : les seniors signalent plus que leurs cadets la crainte de devoir (ou d'avoir) quitter leur domicile (13 % de citations, contre 6 % en moyenne).

Dans le même temps, les Français estiment majoritairement que pouvoirs publics et acteurs du grand âge parlent et agissent insuffisamment. L'attention qu'ils portent à leurs aînés aggrave selon toute vraisemblance la perception très critique de leur prise en charge.

## **Politique publique, information, prise de parole : le constat partagé d'une défaillance des pouvoirs publics et des principaux acteurs du grand âge**

Un peu plus de deux tiers des Français (68 %) estiment en effet qu'à l'heure actuelle la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics en France n'est pas satisfaisante. 68 % parmi lesquels 21 % jugent la prise en charge pas du tout satisfaisante, soit 3 points de plus qu'en 2005.

Le déficit de politique publique est, en 2007 comme il y a deux ans, aggravé d'un déficit de parole et d'un déficit d'information.

71 % des répondants jugent qu'on ne parle pas assez des problèmes et de la prise en charge des personnes âgées en France, c'est 8 % de plus qu'en février 2005 ; et 59 % déclarent enfin avoir le sentiment d'être mal informés sur les dispositifs d'aide et de prise en charge des personnes âgées dépendantes, dont 14 % très mal informés, soit 2 points de plus qu'il y a deux ans.

Sur ce dernier aspect, les perceptions s'améliorent avec l'âge. D'une façon générale, on peut faire l'hypothèse d'une attention sélective à l'information et dans le cas présent d'une attention significativement plus importante des personnes âgées à l'information de la prise en charge de la dépendance et du grand âge en général.

Pour autant, on constate cette année que les populations cibles dressent un constat toujours négatif de la situation. En effet, si les seniors demeurent significativement mieux informés que leurs cadets, ils sont encore une majorité à signaler une mauvaise information. Les jugements positifs restent donc le fait d'une minorité, y compris parmi les plus de 65 ans : en deux ans, le niveau d'information perçu est en net recul.

Dans ce contexte, la maison de retraite, principal hébergement des personnes âgées dépendantes, souffre d'un déficit d'image auquel la perception d'un déficit d'information et de prise de parole contribue très certainement.

### **La maison de retraite : cadre de vie imparfait et financièrement inabordable de la personne âgée dépendante**

Positive – bien qu'à minima – et stable depuis février 2003, l'image des maisons de retraite bascule en 2007 : 49 % des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite pour 41 % de bonne opinion. C'est 11 % d'opinions négatives de plus qu'il y a deux ans.

D'une façon générale, cette perception est socialement homogène. Elle varie en revanche selon les classes d'âge. Les plus critiques sont les 35-49 ans, 56 % déclarant avoir une mauvaise opinion des maisons de retraite, soit 7 points de plus que la moyenne. A l'inverse, les 65 ans et plus sont une – courte – majorité à émettre une bonne opinion (51 % parmi les 65 à 74 ans et 50 % chez les 75 ans et plus).

Enfin, cette opinion est un peu meilleure parmi les Français qui déclarent avoir dans leur entourage proche une personne âgée dépendante, en perte d'autonomie physique ou psychique : 46 % de bonne opinion, soit 5 points de plus que la moyenne. Le marqueur, peut-être, d'une inclination des Français à noircir le trait de ce qu'ils ne connaissent pas mais redoutent.

En effet, l'opinion des plus âgés ou et de ceux qui ont dans leur entourage une personne âgée dépendante est toujours un peu meilleure – ou un peu moins mauvaise – que celle de l'ensemble des Français. Si le tableau qu'ils dressent n'est pas exempt de problèmes, la réalité semble moins sombre que la perception qu'en a une majorité.

Concrètement, la mauvaise image des maisons de retraite s'articule à une somme de carences, d'approximations, de réticences et de craintes : charge financière perçue excessive pour 96 % des Français, coût d'hébergement inassumable pour sept sur dix (69 %), places disponibles insuffisantes pour 86 %, soupçon ou constat de maltraitance pour près d'un tiers des Français (soit une progression de 5 points en deux ans, en partie imputable au traitement médiatique des « affaires » qui agitent ponctuellement l'opinion).

D'une façon générale, les Français estiment que la maison de retraite est un cadre de vie imparfait : il n'est pas souhaité mais contraint, répondant – bien qu'imparfaitement – au besoin de prise en charge et d'hébergement de la personne âgée dépendante. Elle est une solution par défaut.

La réticence des personnes âgées fait écho à la mauvaise conscience des plus jeunes. En effet, quel que soit leur âge, les Français partagent la même réticence à l'égard de cette solution d'hébergement : les plus jeunes y mettent à contrecœur leurs aînés (79 %, 3 points de plus qu'en février 2005) ; les personnes âgées ne souhaitent pas aller en maison de retraite (84 % des Français, 87 % des 60 ans et plus).

## Les Français prêts à s'impliquer dans la prise en charge des personnes âgées ? Oui, mais ...

Dans ce contexte, interrogés sur ce qu'ils seraient prêts à faire pour améliorer la prise en charge des personnes très âgées, près de neuf Français sur dix (87 %) se disent prêts à consacrer du temps à une personne âgée de leur entourage. Trois sur quatre (75 %) seraient prêts à payer une aide à domicile à une personne âgée de leur entourage pour lui permettre de rester chez elle et trois sur cinq (60 %) prêts à prendre en charge un parent âgé à leur domicile. En d'autres termes, des alternatives à l'hébergement en établissement.

Payer une place en maison de retraite à une personne âgée de son entourage ne met d'accord que 44 % des Français, c'est 17 % de moins qu'il y a deux ans : probablement la conséquence de réticences et de perceptions qui se sont durcies depuis 2005, au premier rang desquelles le coût de cette solution d'hébergement. En effet, 68 % des Français qui déclarent effectivement pouvoir assumer le coût moyen de 1500 euros par mois pour ce type d'hébergement consentent à payer une place en maison de retraite.

Enfin, moins d'un tiers des Français (32 %) admettent l'augmentation des prélèvements obligatoires (cotisations sociales, CSG), et 14 % se disent prêts à accueillir chez eux à titre onéreux une personne âgée qu'ils ne connaissent pas.

D'une façon générale, on constate des écarts d'opinion significatifs entre les niveaux de revenus. Schématiquement, les Français les plus aisés se disent prêts à dépenser de l'argent ... et les foyers les plus fragiles économiquement à dépenser du temps. Concrètement, on choisit la solution dont on a les moyens : temps ou argent.

Enfin, la prise en charge de la dépendance et du grand âge apparaît comme un secteur attractif pour un plus de trois Français sur cinq : 62 % (+1 point en deux ans) conseilleraient en effet à un proche ou un enfant de s'orienter vers un métier d'aide et de prise en charge des personnes âgées. Pourtant, il est indispensable de resituer ce chiffre dans un double contexte : d'une part, les métiers de ce secteur disposent d'un capital de sympathie considérable auprès de la population (c'est le cas des infirmières par exemple) ; d'autre part, ce sont les chômeurs (79 %), les ouvriers (73 %), les plus petits revenus et d'une façon générale les plus fragilisés sur le marché de l'emploi qui, les premiers, expriment une opinion positive sur la question.

### Quelle solution pour l'avenir : les Français favorable à un financement individuel ?

L'opinion se prononce majoritairement et sans ambiguïté pour un financement individuel des dépenses liées à la dépendance chez les personnes âgées dans les années à venir : 52 % estiment qu'il faut laisser à chacun la possibilité de souscrire une assurance qui couvre le moment venu les frais liés à la dépendance. Moins d'un tiers des Français (32 %) privilégieraient au contraire l'augmentation des prélèvements obligatoires et des cotisations sociales, en d'autres termes une prise en charge de la dépendance par la solidarité nationale. A noter : 16 % ne se prononcent pas et refusent d'arbitrer entre les deux options. Une indécision qui monte à 27 % parmi les Français qui ne déclarent pas de préférence partisane.

On constate, sur ce point, l'empreinte des sympathies politiques et le traditionnel clivage gauche / droite : les sympathisants de droite sont 64 % à choisir le financement individuel, contre 42 % des sympathisants de gauche.

Enfin, on peut faire l'hypothèse qu'une partie des Français considère, aujourd'hui, la dépendance issue du grand âge comme un risque aléatoire (rappelons-le : 79 % des Français n'ont aucune personne âgée dépendante dans leur entourage proche ; une réalité, donc, vécue à distance par une majorité). En conséquence, la prise en charge de la dépendance par la solidarité nationale est un coût qu'une majorité n'est pas prête à assumer.

#### Fiche technique :

Étude réalisée en face à face pour *la Fédération Hospitalière de France* du 11 au 12 avril 2007 auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 2 voyageurs âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage, PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'enquête réalisée par Ipsos pour TBWA Corporate et l'UMR auprès d'un échantillon de jeunes actifs âgés de 25 à 35 ans révèle un fort niveau d'inquiétude chez les jeunes actifs et la conviction qu'ils ne bénéficieront pas, du moins exclusivement, du système de répartition actuel. Dans ces conditions, ils considèrent largement qu'ils devront désormais, à court, moyen ou long terme, épargner pour leur retraite.

Après un premier volet consacré aux femmes et leur perception de la retraite, l'Observatoire des retraites réalisé par Ipsos pour l'UMR et TBWA Corporate a souhaité consacrer ce deuxième volet aux jeunes actifs âgés de 25 à 35 ans. Comment appréhendent-ils leur retraite ? Anticipent-ils cette période ? Sont-ils inquiets ? Ont-ils le sentiment qu'ils devront travailler plus longtemps pour toucher une retraite plus faible ? En d'autres termes pensent-ils être une génération défavorisée ? Dans un contexte où le système de répartition est mis à mal par l'évolution démographique, connaissent-ils les rouages de ce système et pensent-ils pouvoir encore en bénéficier ? Jugent-ils indispensable d'épargner pour préparer leur retraite, et si c'est le cas est-ce perçu comme une urgence ?

### Inquiets pour leur retraite...

- Un fort niveau d'inquiétude

Lorsqu'on demande aux actifs de tous âges ce qu'ils ressentent lorsqu'ils pensent à leur retraite, l'inquiétude domine très largement. Ainsi, 84 % des actifs dans leur ensemble se disent inquiets, dont 41 % qui indiquent même être *très* inquiets. C'est 9 points de plus qu'en avril dernier où 32 % des actifs déclaraient être *très* inquiets.

Ce niveau d'inquiétude est d'autant plus élevé que les actifs sont jeunes. Ainsi, les actifs les plus âgés (plus de 50 ans) sont 77 % à se dire inquiets, dont 27 % *très* inquiets. Le niveau d'inquiétude augmente chez les actifs de 36 à 49 ans (83 % dont 39 % *très* inquiets) mais il atteint son niveau le plus élevé chez les actifs de 25 à 35 ans. Ainsi, près de neuf jeunes actifs sur dix se disent inquiets lorsqu'ils pensent à leur retraite (88 %), dont près de la moitié (45 %) qui se disent *très* inquiets.

L'inquiétude est très forte chez les jeunes actifs quel que soit leur profil. Les différences sont donc minimes mais on peut remarquer que les femmes se disent un peu plus inquiètes que les hommes (92 % contre 83 %), comme on l'avait déjà observé lors du premier volet de l'Observatoire, tout comme les personnes plus vulnérables socialement : 95 % des ouvriers, 93 % des personnes peu ou pas diplômées et 91 % des personnes touchant moins de 2 000 euros mensuels se disent inquiètes, contre 80 % des cadres supérieurs, 82 % des personnes possédant un diplôme supérieur ou égal à un Bac+3 ou 81 % des personnes disposant de plus de 3 000 euros mensuels.

Cette inquiétude trouve essentiellement son fondement dans la crainte de ne pas pouvoir toucher une retraite suffisamment importante pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, 83 % des jeunes actifs de 25 à 35 ans se disent inquiets à propos du montant de la retraite qui leur sera versée, la majorité (55 %) affirmant l'être « beaucoup ». Il faut dire que lorsqu'ils se projettent dans l'avenir, deux jeunes actifs sur trois (62 %) considèrent que leur niveau de vie ne sera pas suffisant pour subvenir à leurs besoins. Cette angoisse de ne pas avoir un niveau de vie décent à la retraite est relative chez les cadres supérieurs (mais même au sein de cette population, 44 % anticipent un niveau de vie insuffisant) mais très développée au sein des autres catégories sociales (62 % chez les professions intermédiaires et 64 % chez les employés) et notamment parmi les ouvriers (77 %).

Logiquement, les jeunes actifs se montrent également inquiets en ce qui concerne la proportion de revenus qu'ils devront consacrer au financement de leur retraite (79 % dont 39 % « beaucoup ») et l'âge à partir duquel ils pourront prendre leur retraite à taux plein (75 % dont 47 % qui le sont « beaucoup »). En définitive, quel que soit le sujet précis des retraites (financement, montant de la pension ou âge de départ en retraite), l'inquiétude domine largement.

- Un problème sous-estimé et sur lequel l'information est insuffisante

Le pessimisme avec lequel les jeunes actifs envisagent leur retraite s'accompagne du sentiment que le problème est largement sous-estimé en France aujourd'hui : deux jeunes actifs sur trois (67 %) l'affirment, dont 21 % qui considèrent même que le problème est *très* sous-estimé actuellement, tandis que seuls 16 % considèrent que le problème est au contraire surestimé et 16 % qu'il n'est ni sous-estimé, ni surestimé.

Les jeunes actifs se sentent parallèlement assez peu informés sur leur propre situation. Ainsi, 69 % des actifs de 25 à 35 ans se disent mal informés, dont 22 % qui affirment même être *très mal* informés. A l'inverse, 31 % pensent être bien informés. Ce niveau d'information est logiquement plus faible que celui de leurs aînés (43 % des actifs de 36 à 49 ans et 58 % des actifs de 50 ans et plus) mais n'est pas non plus négligeable : le fait même qu'un tiers des jeunes actifs pense être bien informé au sujet de sa retraite, qui n'interviendra pas avant trente ou quarante ans, témoigne de leur préoccupation à ce sujet. Notons également que globalement le niveau d'information progresse : dans leur ensemble, 43 % des actifs se disent informés, soit 7 points de plus qu'en avril 2006 où la question avait également été posée lors du premier volet de l'Observatoire des retraites.

Pour se tenir informés, les jeunes font appel majoritairement à leurs proches (57 %). Internet arrive en deuxième position (34 %), devant les banques (29 %), l'employeur ou le supérieur hiérarchique (25 %) et les médias généralistes (18 %). La bonne position des banques dans cette hiérarchie montre qu'une proportion non négligeable des jeunes actifs s'est déjà tournée vers un organisme financier, probablement dans le but de mettre en place un plan d'épargne pour l'avenir. La mutuelle (17 %) arrive en sixième position, et nul doute qu'elle peut progresser dans la hiérarchie des sources d'information. Dans la mesure où les jeunes actifs se disent préoccupés par leur retraite et mal informés, et qu'ils considèrent, comme on va le voir, que l'épargne est un moyen indispensable pour subvenir à leurs futurs besoins, les mutuelles ont une carte à jouer en développant l'information auprès de cette cible particulière des jeunes actifs. Enfin, la hiérarchie est complétée par les caisses de retraite (16 %), les compagnies d'assurance (15 %), les syndicats ou comités d'entreprise (13 %) et les journaux spécialisés en épargne et placements (8 %).

### **... et considérant comme acquise la fin du système par répartition tel qu'il fonctionne aujourd'hui...**

- Un système par répartition voué à être complété, voire à disparaître

Fortement inquiets, les jeunes actifs semblent avoir tranché le débat sur la survie du système par répartition, mis à mal par l'évolution démographique de la France. Pour eux, ce système, dont ils connaissent le fonctionnement dans leur majorité, est voué au mieux à être complété, au pire à disparaître.

Les trois quarts des jeunes actifs connaissent globalement le mode de fonctionnement du système français. Ainsi, 73 % savent qu'il s'agit d'un « système par répartition, qui repose sur la cotisation des actifs par les personnes actuellement à la retraite ». Leur niveau de connaissance est un peu inférieur à celui de leurs aînés (82 % des actifs de 36 à 49 ans et 85 % des actifs de 50 ans et plus) : ainsi, une petite minorité de jeunes actifs (17 %), non négligeable tout de même compte tenu du fait que cette population cotise déjà pour ce système, pense qu'il s'agit d'un « régime par capitalisation, où chaque individu finance sa retraite par son épargne personnelle ». Assez logiquement, le niveau de connaissance des jeunes actifs progresse avec le niveau d'études.

La pérennité de ce système leur semble profondément incertaine. Ainsi, un consensus se dégage chez les jeunes actifs de 25 à 35 ans sur le fait que le régime par répartition ne pourra perdurer en l'état. Ainsi, 60 % considèrent que « le système par répartition existera toujours, mais que les systèmes de retraites supplémentaires seront beaucoup plus développés qu'aujourd'hui » ; tandis qu'un tiers des jeunes actifs (34 %) se montre encore plus radical et anticipe la mort du système en considérant qu'il « n'existera plus et que chacun épargnera individuellement pour sa retraite ». En définitive, seuls 4 % des jeunes actifs croient que le système par répartition continuera de fonctionner comme aujourd'hui.

Là encore, on observe un plus fort pessimisme chez les jeunes actifs les moins aisés financièrement. Ainsi, 41 % des jeunes actifs touchant moins de 2 000 euros par mois considèrent que le système par répartition n'existera plus, contre 30 % chez les personnes touchant plus de 2 000 euros mensuels. Dans la mesure où les personnes plus vulnérables financièrement sont aussi plus inquiètes, il est logique qu'elles soient également plus pessimistes sur la survie du système.

Dans le détail, les jeunes actifs pensent qu'ils ne bénéficieront du système actuel de retraites sur aucun plan (âge de départ, montant des cotisations ou montant des retraites). Ainsi, les jeunes actifs pensent qu'ils subiront tout autant l'augmentation de l'âge de la retraite (85 % pensent qu'il sera plus élevé dans les décennies à venir) que l'augmentation des cotisations pour bénéficier de la retraite de base (75 % pensent qu'elles seront plus élevées) et la diminution du montant de la retraite de base (57 % pensent qu'il sera moins élevé).

- Un consensus : les 25-35 ans constituent une génération défavorisée

Ces divers éléments expliquent sans doute leur sentiment massif d'être une génération défavorisée par rapport aux autres : 77 % des actifs de 25 à 35 ans sont de cet avis. Les actifs plus âgés le reconnaissent volontiers : 82 % de ceux qui ont entre 36 et 49 ans et 84 % de ceux qui ont 50 ans ou plus pensent aussi que les 25-35 ans sont



défavorisés, et peu d'entre eux s'avancent à dire qu'ils sont favorisés (7 % des 36-49 ans et 2 % des 50 ans et plus). Les actifs dans leur ensemble s'accordent ainsi pour considérer que les actifs les plus jeunes sont les plus défavorisés, même si la génération suivante, les 36-50 ans ne leur semble guère avoir plus de chance, du moins pour les principaux intéressés. Ainsi, 68 % des actifs âgés de 36 à 49 ans estiment que leur génération est défavorisée par rapport aux autres, tout comme 66 % des actifs de 50 ans et plus. En revanche, les plus jeunes ont du mal à admettre aussi facilement que cette génération pâtit autant qu'eux des difficultés du système de retraites, et ils sont moins nombreux (44 %) à affirmer qu'elle constitue une génération défavorisée. Mais malgré ces différences, le sentiment que les 36-50 ans représenteraient une génération favorisée n'est guère présent au sein des actifs de tous âges.

En revanche, il ne fait pas de doute pour une majorité d'actifs que les quinquagénaires constituent, en matière de retraite, une génération favorisée par rapport aux autres... sauf pour les principaux intéressés qui se montrent partagés sur la question. Ainsi, 51 % des actifs de 25 à 35 ans et 55 % de ceux qui ont entre 36 et 49 ans estiment que la génération des 50-60 ans est favorisée, mais seuls 37 % des actifs de 50 ans et plus partagent ce point de vue, 36 % de ces derniers considérant être défavorisés tandis que 25 % ne se jugent ni favorisés, ni défavorisés sur ce sujet. Seul consensus finalement : le fait que la génération actuellement à la retraite, les plus de 60 ans, constituent une génération favorisée : 63 % des actifs de 25 à 35 ans, 73 % de ceux qui ont entre 36 et 49 ans et 74 % des 50 ans et plus l'affirment.

Par conséquent, chaque génération a tendance à se penser comme défavorisée par rapport aux autres, mais dans l'ensemble, les actifs reconnaissent que les plus de 50 ans auront quand même bénéficié du système et constituent en cela des générations favorisées, tandis qu'en bas de l'échelle, les actifs les plus jeunes pâtiront des problèmes de financement et seront par conséquent défavorisés par rapport aux générations précédentes.

### **... les jeunes actifs jugent indispensable de devoir épargner pour leur retraite**

- L'épargne individuelle : une étape incontournable

Inquiets pour leur retraite et ne comptant guère sur le seul système pour les aider, les jeunes actifs considèrent comme une évidence qu'il leur faudra désormais épargner pour leur retraite. Plus significatif, cette nécessité d'épargner leur paraît indispensable au point de l'envisager de manière immédiate, alors même que la retraite constitue pour eux une perspective assez éloignée. Ainsi, les trois quarts des jeunes actifs (75 %) pensent que pour disposer au moment de leur retraite d'un niveau de vie suffisant pour subvenir à leurs besoins, il leur faut épargner dès maintenant. Ils sont 22 % à estimer qu'ils devront épargner mais que ce n'est pas urgent dans l'immédiat, tandis que seuls 3 % pensent qu'ils n'auront pas besoin d'épargner.

Tous les jeunes actifs, quel que soit leur profil, éprouvent cette nécessité d'épargner. En revanche, le degré d'urgence à épargner diffère selon la catégorie sociale des jeunes actifs. Ainsi, les ouvriers (81 %) et les employés (84 %) sont nettement plus nombreux que les cadres (66 %) et les personnes exerçant une profession intermédiaire (69 %) à penser qu'ils doivent épargner dès maintenant.

En définitive, l'épargne apparaît comme un moyen efficace de résoudre le problème des retraites. Lorsqu'on leur demande quels sont les moyens qui leur semblent préférables pour faire face au financement des retraites, une majorité de jeunes actifs (52 %) déclarent qu'il faut d'abord « développer l'épargne personnelle ou les retraites complémentaires », une solution qui leur semble largement préférable aux autres, qu'il s'agisse d'augmenter les cotisations payées par les actifs (19 %), retarder l'âge du départ à la retraite (16 %) ou diminuer le montant des retraites (2 %). Ils privilégient donc des solutions individuelles au problème des retraites, bien plus que des solutions collectives. Notons que ce constat n'est pas politiquement marqué : sympathisants de gauche comme de droite (52 %) considèrent que la meilleure solution est de développer l'épargne personnelle ou les retraites supplémentaires. Tout juste les sympathisants de gauche se montrent-ils plus réticents que les sympathisants de droite à envisager le recul de l'âge de la retraite (14 % contre 23 %), sans que cette solution ne recueille de toutes manières un large assentiment, loin s'en faut.

Ainsi, même si une proportion assez importante de jeunes actifs se dit prête à travailler au-delà de 60 ans (44 %), la majorité s'y refuse encore (53 %) et continue de placer la barre symbolique à 60 ans (35 %) ou même moins (18 %). Par ailleurs, la barrière des 65 ans semble difficilement franchissable : si 34 % répondent spontanément cet âge, ce qui témoigne d'une certaine acceptation d'un recul jusqu'à cet âge-là, seuls 6 % accepteraient de travailler au-delà. Ainsi, retarder l'âge de la retraite, sans susciter de méfiance massive de la part des jeunes actifs, provoque de la réticence et n'obtient guère les faveurs des jeunes, à l'inverse de l'épargne individuelle.

Sur ce sujet, on observe d'assez nettes différences entre les jeunes actifs selon la pénibilité de leur travail, plus ou moins manuelle et physique : les cadres sont ainsi plus enclins à travailler au-delà de 60 ans (58 %) que les ouvriers (30 %). Notons également que les sympathisants de droite (54 %) accepteraient davantage que les sympathisants de gauche (43 %) de travailler au-delà de 60 ans.

- Un fort intérêt pour la souscription à des retraites supplémentaires

Dans la mesure où l'épargne leur semble incontournable, il n'est pas étonnant de voir que les jeunes actifs se montrent quasiment tous intéressés par la possibilité de cotiser tous les mois afin d'avoir une retraite supplémentaire (90 %) : seuls 9 % des jeunes actifs ne montrent aucun intérêt pour cela. Parmi les jeunes intéressés, soulignons que 29 % d'entre eux ont déjà commencé à cotiser de la sorte, ce qui là encore rappelle à quel point la retraite constitue une perspective angoissante pour les jeunes actifs, au point de commencer avant 36 ans à souscrire à un régime complémentaire. La plupart se contente toutefois pour le moment de l'envisager prochainement (31 %) ou de se dire intéressée mais à beaucoup plus longue échéance puisqu'ils ne pensent pas le faire pour l'instant (30 %). Par conséquent, les mutuelles ont tout intérêt à se tourner vers les jeunes actifs, dont une grande partie n'a pas encore souscrit à un tel système et se montre intéressée à court ou moyen terme.

Au-delà de cet intérêt potentiel, on soulignera le sentiment d'absolue nécessité qui habite les jeunes actifs lorsqu'ils pensent à la préparation de leur retraite. Ainsi, 79 % d'entre eux jugent *indispensable* de se constituer une épargne retraite supplémentaire au régime de la sécurité sociale, contre 20 % qui jugent cela accessoire. Et si 58 % indiquent que ce régime devrait être facultatif, la proportion de jeunes actifs considérant que ce système devrait être obligatoire n'en est pas moins importante (40 %). Notons enfin que le développement de ces solutions complémentaires, en plus d'être plébiscité, est également considéré comme inéluctable. Une grande majorité de jeunes actifs (65 %) considère ainsi que le nombre d'actifs cotisant à une retraite supplémentaire sera plus élevé dans les années à venir.

De manière générale, les jeunes actifs semblent anticiper leur retraite de manière assez négative : source d'angoisse, concernant notamment les revenus dont ils disposeront effectivement à ce moment-là, ils semblent convaincus qu'ils constituent une génération défavorisée et qu'ils ne pourront plus compter, du moins exclusivement, sur un système général par répartition amené à fortement évoluer. Dans ce contexte, l'épargne individuelle leur apparaît comme la seule solution envisageable, et ce à très court terme. Les mutuelles ont donc une carte à jouer pour capter cette génération pragmatique qui, face au délitement du système, préfère se constituer un revenu supplémentaire plutôt que de compter sur le système collectif et se montre intéressée par les régimes complémentaires. Reste maintenant à les faire passer du constat – devoir épargner pour pallier les lacunes présentes ou à venir du régime par répartition – au passage à l'acte – souscrire à une retraite supplémentaire.

#### Fiche Technique

Sondage effectué pour : TBWA Corporate /UMR - Dates du terrain : du 9 au 10 mars 2007, du 16 au 17 mars 2007 et du 23 au 24 mars 2007. Échantillon : 571 jeunes actifs âgés de 25 à 35 ans, issus d'un échantillon national représentatif de 2 843 personnes âgées de 18 ans et plus. Quatre questions ont été posées à l'ensemble des actifs (soit 563 personnes) issus d'un échantillon national représentatif de 950 personnes âgées de 18 ans et plus. Méthode : échantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

## Opinion des Français sur la TVA sociale

CSA – Juin 2007

*Le Parisien / Aujourd'hui en France*

- Seriez-vous favorable ou opposé à l'instauration en France de la TVA sociale, mécanisme qui consiste à basculer une partie du financement de la Sécurité sociale en baissant les cotisations patronales et en augmentant la TVA ?

En %	Ensemble des Français	Dont sympathisants de gauche	Dont sympathisants de droite
Favorable car cela sera plus efficace pour financer la Sécurité sociale et améliorera la compétitivité des entreprises françaises	32	9	61
Opposé car cela entraînera une hausse des prix et pénalisera les Français les plus modestes	60	85	31
Ne se prononcent pas	8	6	8
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Le Parisien / Aujourd'hui en France réalisé par téléphone les 13 et 14 juin 2007. Echantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Sur la question de la carte scolaire, le clivage lié à la proximité politique des personnes interrogées, tout comme celui entre parents d'enfants scolarisés dans le public et parents d'enfants scolarisés dans le privé, se retrouve dans l'ensemble des réponses fournies avec, à chaque fois, un important différentiel (5 à 20 points), signe du fort enjeu idéologique lié à cette question.

Ainsi, 71 % des interviewés sont plutôt d'accord avec l'idée que la carte scolaire est un bon dispositif car elle permet d'assurer une mixité sociale dans les établissements. Ce taux atteint 81 % auprès des sympathisants de gauche (et même 90 % auprès des sympathisants d'extrême gauche), alors qu'il ne se situe qu'à hauteur de 64 % à droite (65 % à l'extrême droite). Le taux de réponse positive à cette question est également particulièrement élevé chez les personnes interrogées dont les enfants sont scolarisés dans des établissements publics (78 %), alors qu'ils ne sont que de 57 % dans le privé, une forte minorité des parents d'enfants scolarisés dans le privé déniait donc l'existence d'une mixité sociale associée à la carte scolaire. Notons enfin que sur cette question de la mixité sociale, ce sont les ouvriers qui sont plutôt d'accord avec le principe de la carte scolaire (83 %), taux supérieur de 17 points de celui des artisans, commerçants et chefs d'entreprises (66 %).

Si une large majorité de Français partage l'idée que la carte scolaire est un outil de mixité sociale, une forte unanimité (74 %) se dégage également autour du constat selon lequel beaucoup de familles contournent déjà la carte scolaire et s'arrangent pour inscrire leurs enfants dans de bons établissements. Ce taux étant particulièrement élevé auprès des catégories sociales supérieures (90 % chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprises) ou encore chez les parents d'enfants scolarisés dans le privé (85 %) qui pratiquent le plus ces stratégies d'évitement.

A la dénonciation, massive du contournement de la carte scolaire s'ajoute une critique de fond, voire philosophique. Pour 56 % des personnes interrogées, ce dispositif est mauvais car il empêche les parents de choisir librement leur établissement. Il est important de souligner que l'adhésion à cette idée, qui constitue la pierre angulaire de la critique de la carte scolaire, est certes majoritaire mais moins élevée que sur les autres items. Elle est essentiellement portée par les sympathisants de droite (61 %), et notamment par 65 % des sympathisants de l'UMP.

Si la carte scolaire divise, l'idée qu'en cas de sa suppression certains établissements scolaires seront très demandés et ne pourront pas accepter tout le monde est partagée par 70 % de l'ensemble des interviewés. Sur cette question, un clivage fort se dégage entre les catégories sociales les plus élevées (artisans, commerçants, chefs d'entreprises -81 %-, cadres supérieurs et professions libérales -83 %-, et les professions intermédiaires -83 %-) particulièrement soucieuses de placer leurs enfants dans de bons établissements, et les autres (employés -68 %-, ouvriers -62 %-, et les retraités -64 %-).

De même, il est intéressant de constater qu'un différentiel de plus de dix points sépare les habitants des communes rurales (65 %) et les habitants de l'agglomération parisienne (78 %), ces derniers étant davantage concernés par une modification de la carte scolaire tant celle-ci est aujourd'hui détournée du fait de l'immense disparité qui existe entre les établissements scolaires de la région.

Après avoir pris en compte les différents éléments du débat, une majorité des personnes interrogées se déclare favorable au maintien de la carte scolaire (54 %). La proximité politique reste un critère de divergence, les sympathisants de gauche se prononçant massivement pour son maintien à hauteur de 67 %, alors que les sympathisants de droite sont 51 % à souhaiter sa suppression (et même 57 % chez les sympathisants UMP).

Le jugement sur le maintien ou la suppression de la carte scolaire évolue aussi selon l'âge des interviewés, les plus jeunes (moins de 35 ans) étant à 59 % pour son maintien, les 65 ans et plus ne l'étant qu'à hauteur de 50 %.

C'est dans la région Ile-de-France que l'on observe le plus large soutien au principe de la carte scolaire (à hauteur de 57 %), les habitants des autres régions étant plus nuancés (48 % dans le Grand Ouest et 52 % pour les autres régions).

Enfin, il est notable de remarquer que sur cette question, le clivage mainte fois constaté entre parents d'enfants scolarisés dans le privé et dans le public n'est pas opérant, comme si les adeptes du public soutenaient la carte scolaire par principe et qu'une partie de ceux du privé craignaient l'afflux d'élèves dans les établissements où sont scolarisés leurs enfants.

#### L'adhésion à différentes opinions sur la carte scolaire

- Vous savez qu'actuellement, selon le principe de la carte scolaire, chaque élève est rattaché à un établissement en fonction de son lieu d'habitation. Pour chacune des opinions suivantes que l'on peut entendre à ce propos, vous me direz si vous êtes plutôt d'accord ou plus pas d'accord ?

	Plutôt D'accord (%)	Plutôt Pas d'accord (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Beaucoup de familles contournent déjà la carte scolaire et s'arrangent pour inscrire leurs enfants dans de bons établissements .....	74	25	1	100
• La carte scolaire est un bon dispositif car elle permet d'assurer une mixité sociale dans les établissements ...	71	28	1	100
• Si la carte scolaire est supprimée, certains établissements seront très demandés et ne pourront pas accepter tout le monde .....	70	28	2	100
• La carte scolaire est un mauvais dispositif car elle empêche les parents d'inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur choix .....	56	43	1	100

#### Le jugement sur le maintien ou la suppression de la carte scolaire

- Vous personnellement, êtes-vous favorable

	Ensemble (%)	Parents d'enfants dans le public (%)	Parents d'enfants dans le privé (%)	Pas d'enfants scolarisés au foyer (%)
• Au maintien de la carte scolaire .....	54	61	56	52
• A la suppression de la carte scolaire .....	43	37	44	45
- Ne se prononcent pas .....	3	2	-	3
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

#### Fiche technique

Etude réalisée par l'Ifop pour Dimanche Ouest France. Echantillon de 1009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates de terrain : du 24 au 25 mai 2005.

# La destination préférée des jeunes pour les vacances

BVA – Mai 2007

*Citatio en collaboration avec Le Mouv'*

## Les jeunes préfèrent les pays lointains et ceux du Sud de l'Europe

A quelques semaines des vacances d'été, l'Institut BVA a mené une étude auprès de 523 jeunes âgés de 15 à 25 ans afin de connaître leurs destinations préférées pour partir en voyage. Cette étude révèle que les pays lointains comptent parmi les plus cotés chez les 15-25 ans. Avec 13 % de citations, les Etats-Unis arrivent en tête du classement. Ils remportent un plus net succès auprès des plus jeunes (17 % des 15-17 ans au lieu de 7 % des 22-25 ans) et chez les hommes (15% au lieu de 10 % chez les femmes).

L'Australie se place en troisième position avec 8 % de citations, elle attire davantage les 22-25 ans (10% la citent au lieu de 6% des 15- 17), les actifs (12% au lieu de 6% des inactifs) et les jeunes les plus diplômés (13% des titulaires d'un diplôme du supérieur au lieu de 5 % des sans diplôme). Enfin le Canada arrive en quatrième position (7 % de citations). Pour autant, les pays européens sont aussi appréciés par les jeunes français, 5 % partiraient en Grande-Bretagne, davantage encore au sud de l'Europe : 11 % d'entre eux aimeraient partir en Espagne soit la deuxième destination préférée et 6 % en Italie, cinquième destination préférée.

A noter enfin que les pays du Maghreb et les territoires et départements d'outre-mer sont un peu moins souvent cités par les jeunes. Le Maroc obtient 4 % de citations mais davantage chez les femmes (7 % au lieu de 1 % des hommes) et des actifs (7 % au lieu de 3 % des inactifs). La Tunisie et l'Egypte 2 %.

Question ouverte - 1 seule réponse possible

	Ensemble
Les Etats-Unis	13
L'Espagne	11
L'Australie	8
Le Canada	7
L'Italie	6
La Grande-Bretagne	5
Le Maroc	4
Les DOM-TOM	4
Le Brésil	3
La Grèce	3
Le Japon	3
L'Allemagne	2
L'Egypte	2
L'Inde	2
Le Mexique	2
La Tunisie	2
L'Afrique du Sud	1
La Chine	1
L'Irlande	1
La Norvège	1
Le Portugal	1
Le Sénégal	1
La Suède	1
L'Argentine	1
Cuba	1
Madagascar	1
Le Pérou	1
La Thaïlande	1
Autres pays d'Europe	2
Autres pays d'Asie	2
Autres pays du Moyen-Orient	1
Autre pays d'Afrique	1
Autres (NSP)	3
	2
<b>Total</b>	<b>100</b>

### Fiche Technique

Sondage réalisé par l'institut BVA auprès de 523 personnes âgées de 15 à 25 ans issues d'échantillons représentatifs de la population française âgée de 15 ans et plus, interrogées en 3 vagues omnibus du 9 au 22 mai 2007. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération. L'échantillon a été redressé sur la structure des 15-25 ans.

# Intentions et Préoccupations des Européens pour les Vacances

IPSOS – Mai 2007

Europ Assistance

IPSOS a réalisé pour le compte d'Europ Assistance, du 15 février au 23 mars 2007, une enquête auprès d'un échantillon de 3.500 Européens (Français, Allemands, Britanniques, Italiens, Espagnols, Belges et Autrichiens). A la veille des vacances d'été 2007, cette étude a pour objectif d'estimer les intentions de départ des ressortissants des pays concernés, leurs motivations, les destinations et les types de séjours privilégiés. Le Baromètre Ipsos / Europ Assistance « Intentions et Préoccupations des Européens pour les Vacances » s'est également fixé pour but d'évaluer les risques perçus par les touristes, et d'apprécier leur sentiment de couverture par rapport à ces risques.

## Les deux tiers des Européens ont l'intention de partir en vacances cet été

Les deux tiers des Européens (66 %) partiront cet été, dont 23 % plusieurs fois. Ces chiffres sont en nette progression par rapport à ceux enregistrés en 2005 et en 2006 (+ 6 points par rapport à 2006).

Les Britanniques sont toujours les plus enclins à bouger, et retrouvent le niveau qui était le leur en 2005 (74 % partiront, + 6 points). Les Allemands (60 % + 6 points) et les Belges (61 %, + 6 points) progressent sensiblement, mais demeurent les pays dans lesquels la déclaration d'intention de départ est la moins généralisée. L'Espagne enregistre quant à elle la plus forte progression (14 points en un an), devant l'Autriche (+ 10 points) et l'Italie (+ 9 points). La France, avec 65 % d'intentions de départ, se situe dans la moyenne, mais il s'agit du seul pays n'enregistrant pas de progression par rapport à 2006. On définit les « vacanciers » comme des personnes déclarant passer au moins une fois, entre juin et septembre 2007 inclus, plus de quatre nuits consécutives en dehors de leur foyer, pour des raisons autres que professionnelles.

### Intentions de départ par pays pour la période juin à septembre 2007 inclus

	Oui, plusieurs fois	Oui, une fois	S/T Oui	Evolution par rapport à 2006
<b>Ensemble</b>	<b>23%</b>	<b>43%</b>	<b>66%</b>	<b>+ 6 points</b>
Grande-Bretagne	47%	27%	74%	+ 6 points
France	15%	50%	65%	- 1 point
Italie	23%	45%	68%	+ 9 points
Allemagne	14%	46%	60%	+ 6 points
Belgique	16%	45%	61%	+ 6 points
Autriche	17%	53%	70%	+ 10 points
Espagne	17%	48%	65%	+ 14 points

Dans la majorité des cas (42 %), la durée des vacances sera de deux semaines, voir inférieure (33 % partiront une semaine). Tout comme en 2006, ces courts séjours seront notamment le fait des Italiens (39 % partiront une semaine), des Autrichiens (47 %) ou encore des Britanniques (41 %). A l'inverse, les Allemands se positionnent plutôt sur des durées de vacances plus longues : 55 % partiront deux semaines, 16 % trois semaines. Les Français modifient quelque peu leurs pratiques : 26 % partiront une seule semaine (contre 22 % en 2006), et 39 % deux semaines (contre 42 % en 2006). Ils retrouvent là des comportements comparables à ceux enregistrés en 2005.

### Durée totale des séjours d'été

	Moins d'une semaine	1 semaine	2 semaines	3 semaines	4 semaines et plus
<b>Ensemble</b>	<b>8%</b>	<b>33%</b>	<b>42%</b>	<b>14%</b>	<b>11%</b>
France	3%	26%	39%	20%	14%
Allemagne	9%	27%	55%	16%	8%
Grande-Bretagne	13%	41%	42%	11%	6%
Espagne	9%	33%	33%	8%	17%
Italie	6%	39%	35%	12%	12%
Belgique	7%	28%	41%	16%	12%
Autriche	9%	47%	38%	13%	7%

Total supérieur à 100, l'interviewé pouvant donner plusieurs réponses

## Les Européens donnent une nouvelle fois la priorité au repos, devant la découverte, et continuent de faire de l'Europe leur espace de prédilection

La majorité des personnes interrogées (59 %) fait de la recherche de repos sa principale motivation, sensiblement devant la notion de découverte (39 %). Cette hiérarchie, cohérente avec celles enregistrées en 2005 et en 2006, est globalement commune à l'ensemble des pays européens interrogés, même si, une nouvelle fois, les Britanniques se distinguent par un appétit plus important pour la découverte, phénomène déjà mis à jour en 2005 et en 2006, et qui se confirme cette année (46 %, contre 42 % en 2005 et 47 % en 2006). Mais d'autres pays enregistrent de très fortes progressions sur cette idée de « découverte » : il s'agit de la Belgique (40 %, + 11 points), de l'Espagne (40 %, + 5 points) et de l'Italie (39 %, + 5 points). Par ailleurs, l'Europe, avec 80 %, constituera encore, à l'été 2007, la destination favorite des Européens. Trois destinations y sont particulièrement privilégiées : la France (17 %, - 2 points), l'Italie (18 %, - 1 point), et l'Espagne (16 %, - 2 points). Par ailleurs, 47 % resteront dans leur propre pays (sans changement par rapport à 2006). C'est notamment le cas des Espagnols (59 %), des Italiens (66 %), et des Français (64 %). Mais il est à noter que la proportion d'Espagnols déclarant rester dans leur pays est en nette diminution (- 11 points), au profit d'autres pays européens.

## C'est sur le type de séjours que l'on enregistre les évolutions les plus importantes, au profit d'une plus grande autonomie des touristes

32 % des touristes interrogés déclarent qu'ils organiseront eux-même leur voyage, en achetant des prestations séparées (soit une progression de 6 points en l'espace d'un an), 30 % achèteront un forfait tout compris, comprenant le transport et l'hébergement (+ 5 points). A l'inverse, 24 % déclarent avoir l'intention de louer une maison, une chambre d'hôtel ou une chambre d'hôte (- 7 points), et 14 % se rendront dans leur résidence secondaire ou chez des amis (- 6 points). Enfin une proportion stable (10 %, - 1 point) optera pour le camping-caravaning.

## Les facteurs qui ont amené ces choix de destination

Le budget (79 %, - 2 points), le climat (78 %, - 2 points), les risques sanitaires (71 %, - 2 points) constituent les critères de choix essentiels, au même niveau que les éléments propres à l'offre touristique que sont la qualité des infrastructures touristiques sur place (73 %, - 1 point) ou encore les possibilités d'activités de loisirs ou culturelles (69 %, - 1 point). Les risques d'attentats jouent quant à eux un rôle « essentiel » ou « important » pour 61 % des Européens concernés (- 4 points). Les risques de catastrophe naturelle (53 %, sans changement) ou de troubles sociaux (52 %, - 2 points) demeurent quant à eux relativement stables, tout comme le temps de trajet entre le domicile et le lieu de vacances (53 %, + 3 points).

## Tout comme en 2005 et en 2006, on observe que la hiérarchie des facteurs de décision varie très fortement en fonction des pays

Le tableau ci-après présente cette distinction hiérarchique. On notera la prépondérance du facteur économique pour la France et l'Italie, les craintes relatives aux risques d'attentats s'agissant des Espagnols ou des Autrichiens, ou encore la nécessité d'un climat agréable pour les Britanniques et les Belges. Plus généralement, on notera que les éléments relatifs à l'offre touristique proprement dite arrivent sensiblement derrière ces éléments, à l'exception de l'Allemagne.

Hiérarchie des facteurs de choix en fonction des pays (réponses « essentiel »)

	1er facteur	2ème facteur	3ème facteur
<b>Ensemble</b>	<b>Le climat</b>	<b>Le budget que vous comptiez allouer</b>	<b>Les risques d'attentats</b>
France	Le budget que vous comptiez allouer	Le climat	Les risques sanitaires
Allemagne	Les possibilités d'activités de loisirs ou culturelles	Le climat	Le budget que vous comptiez allouer
Grande-Bretagne	Le climat	Les risques d'attentats	Les risques sanitaires
Espagne	Les risques d'attentats	Les risques sanitaires	Le budget que vous comptiez allouer
Italie	Le budget que vous comptiez allouer	Le climat	La qualité des infrastructures touristiques sur place
Belgique	Le climat	Les risques sanitaires	Les risques d'attentats
Autriche	Les risques d'attentats	Les risques sanitaires	Le climat



D'autres facteurs ont été testés à l'occasion de l'édition 2007 du baromètre. L'attention portée au travail des enfants (57 % se déclarent « très attentifs » à cette question dans l'hypothèse d'un départ à l'étranger), au niveau de pollution (50 %), au statut de la femme (40 %), à la nature du régime politique (31 %) et enfin aux conditions de travail des populations locales (28 %) témoignent de la sensibilité de l'opinion à ces questions. Sans qu'ils constituent tous des facteurs discriminants, il semble évident que leur prise en compte impacte sur l'image de la destination. Allemands, Autrichiens et dans une moindre mesure Espagnols se montrent particulièrement attentifs à ces dimensions.

A l'inverse, Italiens et Belges se situent en retrait. Parallèlement, 45 % des Européens qui déclarent avoir l'intention de partir en vacances cet été disent faire plus attention à la protection de l'environnement en vacances que dans leur vie de tous les jours. C'est notamment le cas des Espagnols (50 %) et surtout des Italiens (71 %). En revanche, les autres pays testés ne témoignent pas d'un comportement propre spécifique à la période estivale.

### **La préparation des vacances s'inscrit dans la durée pour une majorité des Européens**

Pour la plupart des personnes concernées (69 %, + 1 point par rapport à 2006), les vacances se préparent longtemps en avance. A l'opposé, moins d'un tiers des personnes interrogées (29 %, - 2 points) déclare qu'elles décideront à la dernière minute de leur destination. C'est notamment le cas des Espagnols (38 %, sans changement) et des Italiens (38 %, sans changement), la plus forte progression sur cet item étant toutefois enregistrée en France (32 %, + 6 points par rapport à 2006).

### **Internet est aujourd'hui un vecteur particulièrement privilégié, en hausse sensible et continue par rapport à 2005 (28 %) et 2006 (35 %)**

39 % des vacanciers européens déclarent qu'ils utiliseront internet pour effectuer leurs réservations.

51 % des Britanniques déclarent par exemple avoir recours à ce média pour effectuer leurs réservations (+ 1 point), de même que 41 % des Français (+ 9 points). L'ensemble des pays concernés par l'enquête enregistre des hausses très sensibles, en l'espace d'un an, sur cet item. C'est notamment le cas de l'Italie 28 % (+ 9 points), qui était, en 2005 et 2006 en retrait par rapport aux autres pays concernés par l'enquête.

### **Un budget vacances en légère baisse, et toujours variable selon les pays**

Le budget prévisionnel consacré par les Européens à leurs vacances sera de 2.145 euros en moyenne par foyer (contre 2.235 euros en moyenne en 2006), avec de fortes variations en fonction des pays. Il est ainsi de 2.579 euros pour les Britanniques, qui demeurent les plus dépensiers, et de 1.910 euros pour les Espagnols.

Il est bien évidemment tributaire du lieu de vacances : c'est dans les pays dans lesquels la proportion de personnes déclarant faire du tourisme dans leur propre pays est la plus importante que le budget est le moins élevé.

**Budget vacances 2007**

	<b>Rappel : Budget moyen 2006</b>	<b>Budget moyen 2007</b>	<b>Evolution</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2.235 €</b>	<b>2.145 €</b>	-
Grande-Bretagne	2.795 €	2.579 €	-
Allemagne	2.233 €	2.025 €	-
Belgique	2.195 €	2.120 €	-
Autriche	2.170 €	2.267 €	+
Italie	2.085 €	2.029 €	-
France	1.884 €	2.006 €	+
Espagne	1.880 €	1.910 €	+

### **Les voyageurs européens témoignent d'une préoccupation vis-à-vis des différents risques en nette progression, quel que soit le domaine testé**

La hiérarchie des préoccupations à l'égard des risques confirme la prédominance des inquiétudes relatives à la santé, qu'il s'agisse de sa santé personnelle ou de celle d'un proche, accompagnant ou non. Les préoccupations exprimées concernent ainsi, pour plus de la moitié des Européens interrogés, un problème de santé, qu'il s'agisse de la santé du ou des voyageurs (55 % déclarent qu'il s'agit de quelque chose qui les préoccupe « beaucoup », soit une hausse de 3 points par rapport à 2006), ou de personnes de la famille restées dans le pays d'origine (52 %, + 3 points).

Mais les autres domaines testés progressent également. Suivent ainsi les préoccupations relatives aux accidents de transport (avion, train, voiture, etc.), perceptibles quel que soit le mode de transport envisagé (46 %, soit une hausse de 8 points par rapport à 2006), à la perte des effets personnels (bagages, vêtements, argent), redoutée quant à elle par près de quatre personnes sur dix (44 %, + 7 points). 37 % (+ 1 point) craignent un problème concernant leur domicile (dégât des eaux, incendie, cambriolage...).

Les risques d'attentats (36 %, + 3 points) et de catastrophe naturelle (30 %, + 5 points) constituent également deux préoccupations notables. Les problèmes de transports, liés à une panne du véhicule (26 %, + 6 points) ou à une grève ou des retards (18 %, + 6 points) se situent en fin de hiérarchie.

**Sur l'ensemble de ces dimensions, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique enregistrent des hausses tout à fait notables, de même que l'Espagne.**

Le sentiment d'être couvert progresse, mais il reste souvent déficitaire par rapport au niveau de préoccupation. L'analyse entre, d'une part, les risques perçus, et d'autre part, le sentiment d'être couvert par un contrat d'assurance ou d'assistance, montre que l'écart entre risques perçus et sentiment d'être couvert par les contrats d'assurance ou d'assistance souscrits demeure important.

**Préoccupations exprimées et sentiment d'être couvert par rapport à ces préoccupations par un contrat d'assurance ou d'assistance**

	Niveau de préoccupation [Réponses « Beaucoup »]	Déclaration de couverture par un contrat d'assurance ou d'assistance	Ecart entre Niveau de préoccupation et Couverture par contrat d'assurance ou assistance
Un problème de santé concernant un de vos proches, qui ne vous accompagne pas	52%	36%	- 16 points
Les risques d'attentats	36%	17%	- 19 points
Le risque de catastrophe naturelle (tremblement de terre, irruption volcanique, inondation, etc.)	30%	29%	- 1 point
Un problème de santé vous concernant vous ou une personne vous accompagnant	55%	69%	+ 14 points
Une grève ou un retard des transports	18%	24%	+ 6 points
Un accident de transport (avion, train, voiture, etc.)	46%	64%	+ 18 points
La perte de vos effets personnels (bagages, vêtements, argent)	44%	57%	+ 13 points
Un problème concernant votre domicile (dégât des eaux, incendie, cambriolage, etc.)	37%	71%	+ 34 points
Une panne de votre véhicule	26%	67%	+ 41 points

On note toutefois une progression importante du sentiment d'être couvert, ce qui tendrait à atténuer l'évolution, elle aussi en progression, des niveaux de préoccupation. Le sentiment d'être couvert a ainsi progressé en 2007, comme cela avait déjà été le cas en 2006 : on se pense majoritairement couvert pour un problème concernant le domicile (71 %, + 6 points), pour un problème de santé pour soi ou un proche qui accompagne (69 %, + 4 points), pour une panne du véhicule (67 %, + 10 points), pour un accident de transport (64 %, + 5 points), pour la perte des effets personnels (57 %, + 4 points).

**Focus 2007 : l'Espagne**

**Une population qui voit ses pratiques touristiques évoluer très fortement**

Un tiers des Espagnols (33 %) attendent de leurs vacances qu'elle leur offre l'opportunité de découvrir de nouvelles cultures, de changer complètement d'univers (contre 28 % pour l'ensemble des Européens interrogés). Ils sont, sur cet item précis, les plus en pointe. Cet intérêt général se traduit au niveau des pratiques : 65 % des Espagnols déclarent qu'ils prendront des vacances cet été, soit une hausse de 15 points en l'espace d'un an. Il s'agit là de la plus forte progression enregistrée dans le cadre du baromètre. Les Espagnols devancent désormais Les Allemands (60 %), les Belges (61 %) et se situent au même niveau que les Français (65 %).

### **Une ouverture marquée vers l'Europe, sur la base de séjours de courte durée**

Leur mode de consommation est quant à lui particulier : plutôt plus intéressés que l'ensemble des Européens par des séjours de courte durée (une semaine, 33 %, + 10 points par rapport à 2006), ils resteront massivement en Espagne (59 %), mais moins que leurs homologues latins (France, 64 % et Italie, 66 %). Ils manifestent dans les faits un intérêt en nette progression pour les autres destinations européennes.

En revanche, la réflexion préalable sur le choix du lieu n'implique pas nécessairement un souci d'organisation particulier : 38 % des voyageurs espagnols décideront à la dernière minute de leur destination (contre 29 % pour l'ensemble).

### **Une plus grande mobilité**

Les Espagnols modifient également leurs pratiques de consommation touristique. Moins intéressés qu'en 2006 par la location d'une maison, d'une chambre d'hôtel ou d'une chambre d'hôte (20 % contre 31 % en 2006), ou le recours à leur résidence secondaire ou à la maison d'amis, ils s'orientent en 2007 plus qu'en 2006 sur des formules comprenant transports et hébergement (26 % contre 21 %), et de manière plus marginale sur le camping caravanning (9 % contre 5 % en 2006).

Par ailleurs, les Espagnols demeurent attachés à la relation à l'agence de voyage (45 % contre 38 % pour l'ensemble), même si Internet confirme la progression enregistrée entre 2005 et 2006 (29 %). Quant au budget que les Espagnols déclarent consacrer à leurs vacances d'été 2007, il demeure relativement modeste (1910 euros, soit le 7ème rang des pays testés), mais il progresse entre 2006 et 2007.

### **Une population qui fait de la prise en compte de la notion de risque un élément essentiel au moment du choix**

Au moment d'opérer leur choix de destination, les Espagnols prennent massivement en compte le risque d'attaques terroristes (50 %, contre 39% pour l'ensemble), ce qui les situe juste derrière les Autrichiens sur cet item (55 %), mais sensiblement devant les autres pays testés. Autres éléments auxquels les Espagnols sont particulièrement attentifs, le risque de catastrophe naturel est jugé primordial par 37 % d'entre eux (contre 27 % pour l'ensemble des Européens), de même que les risques sanitaires (48 % contre 39 %). Les Espagnols se caractérisent donc par une prise en compte exacerbée des risques.

Ils se distinguent également par une forte prise en compte, au moment de leur choix, des caractéristiques sociopolitiques de la destination. 65% déclarent porter beaucoup d'attention au travail des enfants (contre 57 % pour l'ensemble), 54 % au statut de la femme (contre 40 %), 36 % à la nature du régime politique (contre 31 %) et 34 % aux conditions de travail des populations locales (contre 28 %). Les Espagnols devancent sur ces différents points la plupart des pays testés.

### **Des niveaux d'appréhension en lien direct avec la modification des aspirations et des comportements**

Par ailleurs, la plus grande mobilité évoquée plus avant a un impact très net sur le niveau de craintes exprimées. Les Espagnols se montrent désormais particulièrement sensibles aux risques relatifs aux transports : deux tiers d'entre eux déclarent craindre « beaucoup » un accident de transport (66 % contre 46 % pour l'ensemble), 61 % la perte de leurs effets personnels (contre 44 %), 45 % une panne de leur véhicule (contre 26 %) et 33 % une grève ou un retard des transports (contre 18 %). Les niveaux de craintes relatifs à la question des transports s'accompagnent parallèlement d'une crainte en progression s'agissant du domicile (60 % contre 37 %).

### **Pas de fiche technique**

## Réussir sa vie : comment les Français l'entendent-ils ?

CSA – Juin 2007

**Capital**

### La définition de la réussite

- Selon vous, quels sont les facteurs qui favorisent le plus la réussite dans la vie ?

En %	Ensemble des Français
La volonté, l'ambition	57
Le courage	56
Les principes moraux	34
L'intelligence	29
Les diplômes	28
Les relations	20
La capacité à se mettre en valeur	19
L'argent	14
Le milieu social d'origine	13
La beauté	2
La culture générale	-
La gentillesse	-
Rien de cela ( <i>réponse non suggérée</i> )	1
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

- Et selon vous, qu'est-ce qui est le plus important pour avoir une vie réussie ?

En %	Ensemble des Français
Avoir une famille heureuse	78
Avoir de vrais amis	38
Vivre en conformité avec des principes moraux	32
Avoir du temps libre pour pouvoir profiter de la vie	31
Faire une belle carrière professionnelle	25
Être amoureux	21
Avoir de l'argent	21
Se battre pour une grande cause humanitaire	12
Laisser derrière soi une œuvre (entreprise, œuvre d'art)	6
Devenir célèbre	1
Avoir du pouvoir sur les gens	-
Rien de cela ( <i>réponse non suggérée</i> )	1
Ne se prononcent pas	--
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

#### La perception de la réussite financière

- Si vous pensez à une personne qui a gagné beaucoup d'argent en peu de temps, quel sentiment éprouvez-vous avant tout ?

En %	Ensemble des Français
De l'indifférence	47
De l'admiration	33
De la suspicion	10
De la jalousie	3
De l'indignation	3
Rien de cela ( <i>réponse non suggérée</i> )	3
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

## La perception de la réussite dans la société française

- Aujourd'hui, diriez-vous que, pour un jeune, il est beaucoup plus facile, plutôt plus facile, plutôt plus difficile ou beaucoup plus difficile de réussir qu'il y a 20 ans ?

En %	Ensemble des Français
Facile	9
Beaucoup plus facile	3
Plutôt plus facile	6
Difficile	89
Plutôt plus difficile	42
Beaucoup plus difficile	47
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	100

- Parmi les éléments suivants, diriez-vous qu'il est plutôt propice ou pas propice à la réussite en France ?

	%	Plutôt propice à la réussite	Plutôt pas propice à la réussite	Ne se prononcent pas
Le système éducatif	100	51	47	2
Le fonctionnement des entreprises	100	44	47	9
Le rôle de l'Etat	100	44	51	5
Les mentalités des Français	100	32	63	5
Le système fiscal	100	27	67	6

## La perception des sacrifices à faire pour réussir sa vie professionnelle

- Pour réussir professionnellement, seriez-vous prêt ou auriez-vous été prêt à...?

	%	Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSPP
... mettre l'accent sur les insuffisances d'un collègue	100	<b>23</b>	7	16	<b>75</b>	24	51	<b>2</b>
... licencier des collaborateurs	100	<b>19</b>	5	14	<b>77</b>	26	51	<b>4</b>
... sacrifier votre vie privée	100	<b>14</b>	5	9	<b>85</b>	25	60	<b>1</b>
... contourner la loi	100	<b>11</b>	3	8	<b>89</b>	20	69	-
... vous détourner d'un ami	100	<b>10</b>	3	7	<b>90</b>	28	62	-

## Les personnalités qui symbolisent la réussite

- Parmi les personnalités suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, symbolisent le mieux la réussite ?

En %	Ensemble des Français
Sœur EMMANUELLE	35
Nicolas SARKOZY	35
Zinedine ZIDANE	33
Nicolas HULOT	31
Rachida DATI	23
Jamel DEBBOUZE	19
Laure MANAUDOU	19
Patrick POIVRE D'ARVOR	17
Alain AFFLELOU	13
Ségolène ROYAL	12
Bernard ARNAULT	7
Bernard-Henry LEVY	3
Aucune de ces personnalités <i>(réponse non suggérée)</i>	4
- Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>(1)</b>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / CAPITAL réalisé par téléphone les 20 et 21 juin 2007. Echantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

## Opinion des Français sur la TVA sociale

CSA – Juin 2007

*Le Parisien / Aujourd'hui en France*

- Seriez-vous favorable ou opposé à l'instauration en France de la TVA sociale, mécanisme qui consiste à basculer une partie du financement de la Sécurité sociale en baissant les cotisations patronales et en augmentant la TVA ?

En %	Ensemble des Français	Dont sympathisants de gauche	Dont sympathisants de droite
Favorable car cela sera plus efficace pour financer la Sécurité sociale et améliorera la compétitivité des entreprises françaises	32	9	61
Opposé car cela entraînera une hausse des prix et pénalisera les Français les plus modestes	60	85	31
Ne se prononcent pas	8	6	8
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Le Parisien / Aujourd'hui en France réalisé par téléphone les 13 et 14 juin 2007. Echantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Notre étude réalisée à l'occasion du 3ème congrès de l'union SMACL permet de mesurer le moral des fonctionnaires territoriaux.

Principaux enseignements : les fonctionnaires territoriaux se montrent relativement partagés quant à l'image dont ils jouissent auprès des Français. Si 2/3 d'entre eux jugent leur statut valorisant, ils sont aussi nombreux à estimer que le rôle qu'ils jouent dans la vie de la collectivité n'est pas assez reconnu.

Au sein même des collectivités, le constat est positif à différents égards : les fonctionnaires territoriaux se disent plutôt satisfaits de leur situation professionnelle (69 %), reconnaissent exercer une profession intéressante (87%) et éprouvent pour leur collectivité confiance, attachement et enthousiasme.

Néanmoins, cette réalité ne doit pas occulter les difficultés rencontrées en interne. La reconnaissance du travail fourni ainsi que la gestion des carrières sont en partie montrées du doigt.

Les fonctionnaires territoriaux mettent également en avant la hausse des agressions et autres incivilités des citoyens, et se sentent plus vulnérables face à une mise en cause juridique. En particulier, il convient de souligner qu'environ 1/4 des fonctionnaires territoriaux exprime un réel mal-être. Ces fonctionnaires qui ne se sentent guère protégés par les collectivités leur reprochent leur manque d'efficacité, de mauvaises conditions de travail et déplorent le manque de motivation ambiant.

Enfin, en matière de santé, l'utilité de l'assurance complémentaire est perçue de tous. Les fonctionnaires de catégorie C semblent être les plus enclins à y souscrire avec la participation des collectivités.

### Fiche technique

Etude réalisée pour la SMACL. Mode de recueil : téléphone au domicile des fonctionnaires territoriaux. Terrain : du 16 au 26 avril 2007. Echantillon : 801 fonctionnaires territoriaux ; échantillon représentatif des fonctionnaires territoriaux sur les critères de catégorie, sexe et âge.

Cette sixième livraison du baromètre BVA – Institut Paul Delouvrier est la toute première depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. En plus de suivre auprès des Français et des usagers de chacun d'eux, 7 services publics, chaque printemps et chaque automne depuis avril 2005, le baromètre s'est élargi pour intégrer deux nouveaux domaines de plus en plus prioritaires pour les Français : l'environnement et le logement. Le principal enseignement de cette sixième vague est double :

- D'une part, nos indicateurs confirment bien un certain regain de confiance ou de clémence postprésidentiel impactant les perceptions sur les services publics, à la fois des Français, mais aussi, et c'est plus exceptionnel, des usagers ;
- D'autre part, ils révèlent qu'au-delà de cette ambiance favorable, il existe bien une tendance globale (à laquelle échappe Bercy) à la dégradation des perceptions quant aux prestations effectivement offertes par les principaux services publics à leurs usagers.

## **Perceptions et préoccupations des Français**

*1. Si l'élection de Nicolas Sarkozy n'a pas modifié le caractère essentiellement social des attentes des Français, leur optimisme concernant l'action de l'Etat s'est sensiblement amélioré*

Les attentes prioritaires des Français concernant les grands domaines d'intervention de l'Etat sont toujours remarquablement stables. L'Emploi, l'Education et la Santé demeurent les attentes les plus prioritaires et se situent à des niveaux assez conformes à ceux observés en moyenne sur les cinq semestres précédents + 1 point sur l'Emploi, + 2 points sur l'Education, + 0,5 point sur la santé).

On ne décèle ainsi sur notre indicateur nulle "droitisation" de l'Opinion qui serait la cause ou la conséquence de l'élection de Nicolas Sarkozy. Les Français priorisent toujours l'emploi (1er avec 55 % des citations), l'éducation (2ème avec 43 %), la santé publique (3ème avec 32 %), mais aussi, l'environnement (4ème avec 26 %), ou la sécurité sociale (5ème avec 22 %) plutôt que la police (7ème avec 19 %), la justice (8ème avec 18 %), la fiscalité (9ème avec 13 %) ou la défense (12ème avec 5 %).

La perception de l'action de l'Etat en ces domaines s'améliore en revanche légèrement, sans que l'on ne mesure tout de même à ces sujets le même spectaculaire rebond de confiance constaté sur le moral économique : en moyenne, les Français sont 52,3 % contre 45,7 % à se déclarer satisfaits de l'action de l'Etat dans chacun des sept domaines que nous investiguons dans le baromètre depuis avril 2005. Cette satisfaction moyenne a ainsi gagné près de 3 points (2,7 points) en passant de 49,6 % à 52,3 % en comparaison annuelle (afin d'éviter les biais de saisonnalité d'une comparaison semestrielle) depuis avril 2006.

*2. L'environnement et le logement sont les deux nouveaux grands domaines ou l'action de l'Etat est aussi attendue qu'elle est pour le moment jugée insatisfaisante*

Respectivement 4ème et 6ème attentes prioritaires des Français, l'environnement et le logement n'ont pas fait que marquer ponctuellement la campagne présidentielle : elles constituent bien des attentes fortes et croissantes (2 places gagnées pour chacune avec +7 et +4 points en deux ans) pour l'Opinion. Elles sont donc désormais intégrées à notre baromètre qui s'est ainsi étendu de 7 à 9 domaines d'investigation. Presque comme toujours, ces attentes sont jugées d'autant plus prioritaires que l'action de l'Etat en ces domaines est perçue de façon insatisfaisante (42 % de satisfaits contre 57 % sur l'environnement et 38 % contre 60 % pour le logement). Cette insatisfaction est particulièrement problématique s'agissant de l'environnement car c'est justement l'Etat (67 %) bien plutôt que les collectivités locales (54 %) ou les entreprises (39 %) qui est perçu comme l'acteur le plus responsable en ce domaine et dont on attend une action énergique dans la lutte contre les pollutions : la lutte contre la pollution de l'air est la 1ère attente des Français (70 % de citations) et celle contre la pollution de l'eau, la seconde (69 %).

Concernant le logement, qui aura fortement marqué l'hiver 2006 avec l'épisode médiatique des enfants de Don Quichotte, le baromètre apporte une information surprenante voire iconoclaste : si cette préoccupation est bien majeure (6ème attente) pour tous les Français et si la hausse de l'immobilier depuis 5 ans est bien une réalité indubitable, la part moyenne du revenu des ménages consacré à ce poste n'est globalement pas aussi déraisonnable que l'on pouvait l'imaginer : près de 4 adultes sur 10 ne sont pas encore ou plus concernés par cette dépense ; et l'immense majorité de ceux qui le sont ne la jugent pas excessive ou insupportable (72 %). D'ailleurs, les Français consacrant objectivement plus de la moitié de leurs revenus au logement ne sont qu'une

infime minorité (14 %). Mais les moyennes peuvent être trompeuses, pour certaines catégories bien spécifiques de la population ce problème du coût du logement est loin d'être un mythe : les personnes habitant la région parisienne (34 %), les senior actifs (38 % auprès des 50-64 ans) et les Français les plus pauvres (40 % auprès de ceux dont le foyer gagne moins de 1500 € par mois) sont plus d'un tiers à juger " insupportable " ou " beaucoup trop importante " la part de leur revenu consacrée au logement.

### **Satisfaction, vécu et attentes des usagers**

*1. Notable progression de la satisfaction globale des usagers, avec "les félicitations du jury" pour la fiscalité et "les encouragements" pour l'emploi et la justice*

Les trois quarts des usagers des principaux services publics se déclarent satisfaits de la prestation qu'ils ont reçue ; ils sont 73,4 % si l'on exclut les usagers du logement (ce service étant nouvellement inclus dans le baromètre), afin de s'autoriser des comparaisons avec les précédentes observations. Ce niveau, le plus haut en cinq semestres, consacre une hausse moyenne de la satisfaction des usagers, de 1,5 point en un an et de 2,4 points en deux ans (depuis avril 2005). Des progrès - parfois très légers - sont enregistrés pour la plupart des services, à l'exception de la santé publique (-4 points), qui reste toutefois toujours très bien jugé par ses usagers (81% de satisfaits).

Dans le détail, les gains les plus spectaculaires sont observés pour la fiscalité (+5 points en un an et + 7 points en deux ans) qui devient l'un des services publics les mieux notés par ses usagers (avec le logement et la sécurité sociale) avec 85 % de satisfaits ; tandis que des redressements appréciables sont observés sur l'emploi (+3 points) et la justice (+2 points en un an et +5 points en deux ans), même s'ils demeurent les services publics satisfaisant le moins leurs usagers.

Toutefois cette amélioration de la satisfaction globale doit être relativisée :

- D'une part, car pour la première fois il semble que l'utilisateur, s'oubliant quelque peu au profit du citoyen, se soit laissé gagner par l'euphorie postélectorale dans son appréciation objective du service dont il est l'utilisateur : nous verrons dans le chapitre suivant, que les griefs sont croissants et que la satisfaction est en berne sur les aspects les plus techniques des relations usagers-services ;
- D'autre part, car cette hausse repose largement sur les améliorations fortes enregistrées sur la fiscalité (+ 5 points) et sur les remontées de services encore insatisfaisants comme l'emploi et la justice (+ 3 points et +2 points) : ces trois services expliquent à eux seuls le gain global observé pour l'ensemble des 7 services barométrés.

*2. Mais cette progression apparaît trompeuse car elle ne repose pas sur une réelle amélioration des services depuis un an. Au contraire la satisfaction sur l'enjeu prioritaire chute brutalement, sauf pour la fiscalité*

Seulement la moitié des usagers sont satisfaits à propos de leur attente prioritaire à l'égard du service ont ils étaient usagers. Hors logement, ce niveau s'établit à 53 %, mais demeure très faible et toujours en recul.

On enregistre ainsi une baisse moyenne de 1 point par rapport à avril 2006 et surtout de 5,8 points par rapport à avril 2005 ! Celle-ci correspond vraisemblablement à un double phénomène d'augmentation inéluctable du niveau d'exigence de l'utilisateur se comportant de plus en plus comme un client, mais aussi à une dégradation réellement ressentie de la qualité des prestations offertes.

S'il convient de relativiser les baisses enregistrées à l'égard des services au bilan toujours très satisfaisant, tels que la Santé publique (73 % d'utilisateurs satisfaits), il convient d'être particulièrement vigilants à propos de celles touchant des services déjà insatisfaisants, tels que l'emploi (37 % de satisfaits). Sans détailler un à un les services publics nous relèverons ici quelques éléments particulièrement saillants concernant l'emploi, la fiscalité, la santé et la police.

C'est l'emploi qui enregistre la chute la plus importante sur la satisfaction à l'égard des attentes prioritaires des utilisateurs (-10 points en un an), ceux-ci réclamant plus que jamais une meilleure adéquation des offres qui leurs sont proposées à leur profil (1ère attente, + 8 points d'importance accordée, satisfaisant seulement 29 % des utilisateurs). Au-delà de cette attente n° 1 on mesure à travers cet indicateur une tendance systématique à critiquer sévèrement le professionnalisme des agences (sur l'adaptation des offres, mais aussi sur la qualité des formations le rapport satisfaits/mécontents est de 30/70) et, en revanche, à se montrer nettement moins mécontents (mécontents et satisfaits s'équilibrent sur la plupart des indicateurs à un niveau proche de 50/50) des Assedic et des compétences qui les concernent. Finalement, le baromètre nous montre bien que les chômeurs ne demandent pas tant à être mieux couverts ou plus longtemps et plus vite payés, qu'à ce que leur soient donnés les moyens de retrouver un emploi adapté à leurs compétences.

Aux antipodes de l'emploi, les services de Bercy, qui sont les seuls à échapper à la baisse, bénéficient de la satisfaction de 71 % de leurs usagers sur leurs attentes principales. (En progression de 4 points en un an). Leur attente n° 1 - la clarté et la simplicité des documents administratifs - (plus prioritaire que jamais (+8 points), satisfaisant désormais plus de 7 usagers sur 10 (70 % ; + 6 points en un an).

Le cas de la Santé publique est plus ambivalent : si la satisfaction des usagers demeure massive tant au global (81 %) que sur leurs attentes prioritaires (73 %), on enregistre sur ces deux indicateurs des baisses substantielles (- 4 et - 3 points) rejoignant celles enregistrées sur leur attente prioritaire : la qualité des soins reçus (85 % de satisfaction, mais baisse de 8 points en un an). La police enfin, connaît un bilan de satisfaction sur les attentes prioritaires de ses usagers nettement moins bon que ce que sa satisfaction globale (73 % de satisfaction) laisserait présager : seulement 47 % d'usagers se déclarent satisfaits sur leur attente prioritaire. Ce modeste niveau s'explique essentiellement par une forte dégradation de la satisfaction quant à leur efficacité : l'attente prioritaire n° 1 des usagers, " la capacité de la police à se faire respecter ... " enregistre un recul de satisfaction de 11 points en un an pour s'établir à 41 % d'usagers satisfaits.

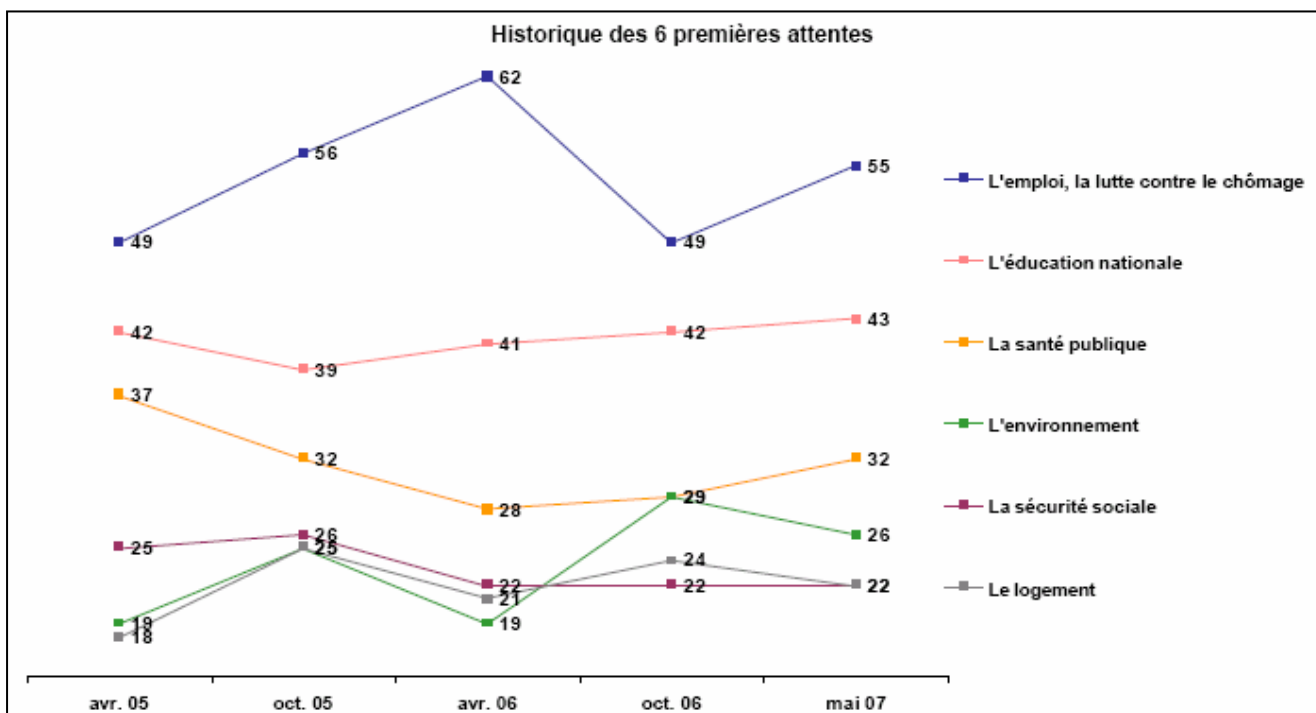
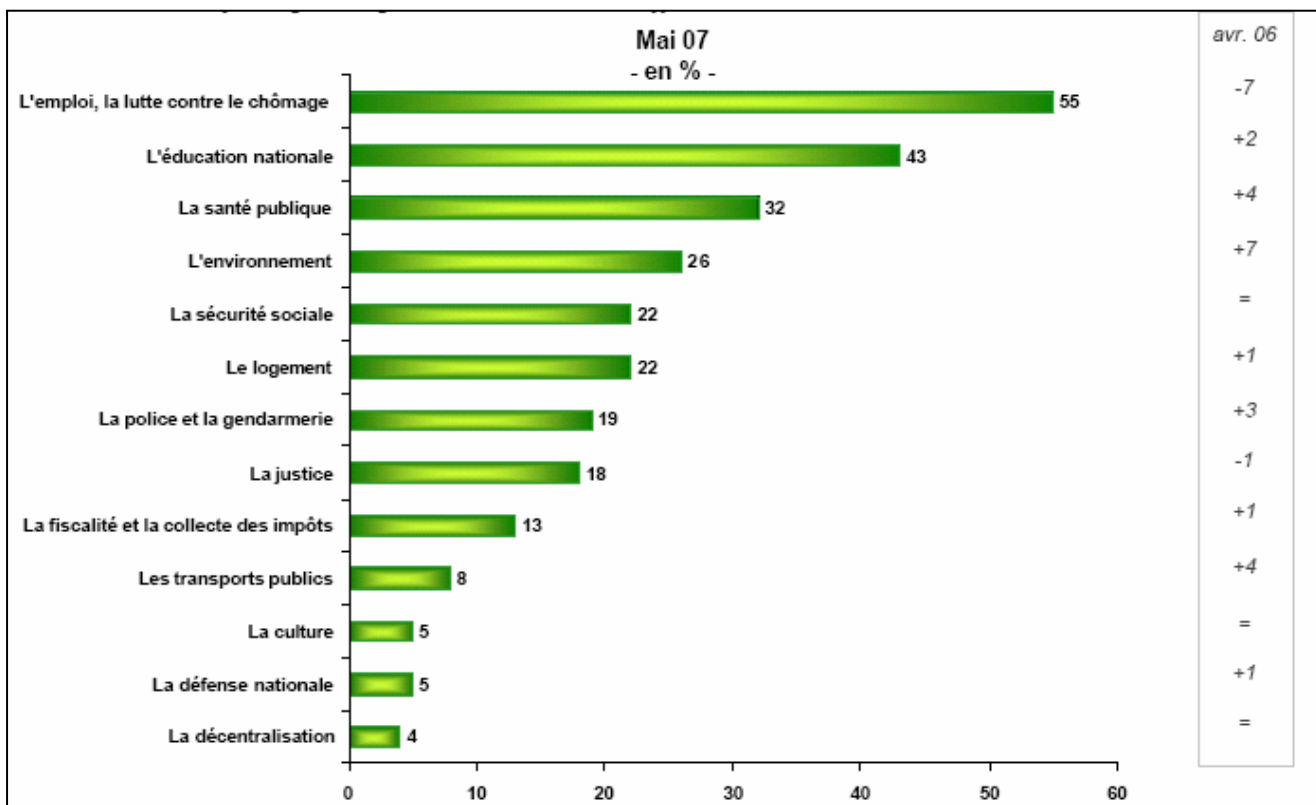
Mais, dans le même temps, et en écho aux conclusions du récent rapport de l'INHES sur le département de Seine St Denis, de fortes critiques émergent aussi sur l'attitude des policiers :

- D'une part, leur manque d'amabilité (23 % des critiques spontanées), et, plus globalement les reproches liés à leur comportement et à leur compétence (49 % en moyenne et 58 % auprès des femmes, des jeunes, et des ouvriers) constituent les principales sources de mécontentement des usagers insatisfaits des policiers (mais ces mécontents sont minoritaires) ;
- Et, d'autre part, une attente, certes moins souvent présentée comme prioritaire que les autres (5<sup>ème</sup> sur 7 avec 11% de citations), " le respect par les policiers des suspects " génère désormais une insatisfaction écrasante avec 25% de satisfaits contre 71 % de mécontents.

En guise de conclusion, souhaitons que les enseignements de cette sixième vague de notre indicateur permettront aux nouvelles équipes gouvernementales de se projeter au-delà du petit regain d'optimisme postprésidentiel, et de mesurer à la fois l'ampleur du travail à accomplir et les directions à privilégier pour optimiser la satisfaction de leurs usagers.

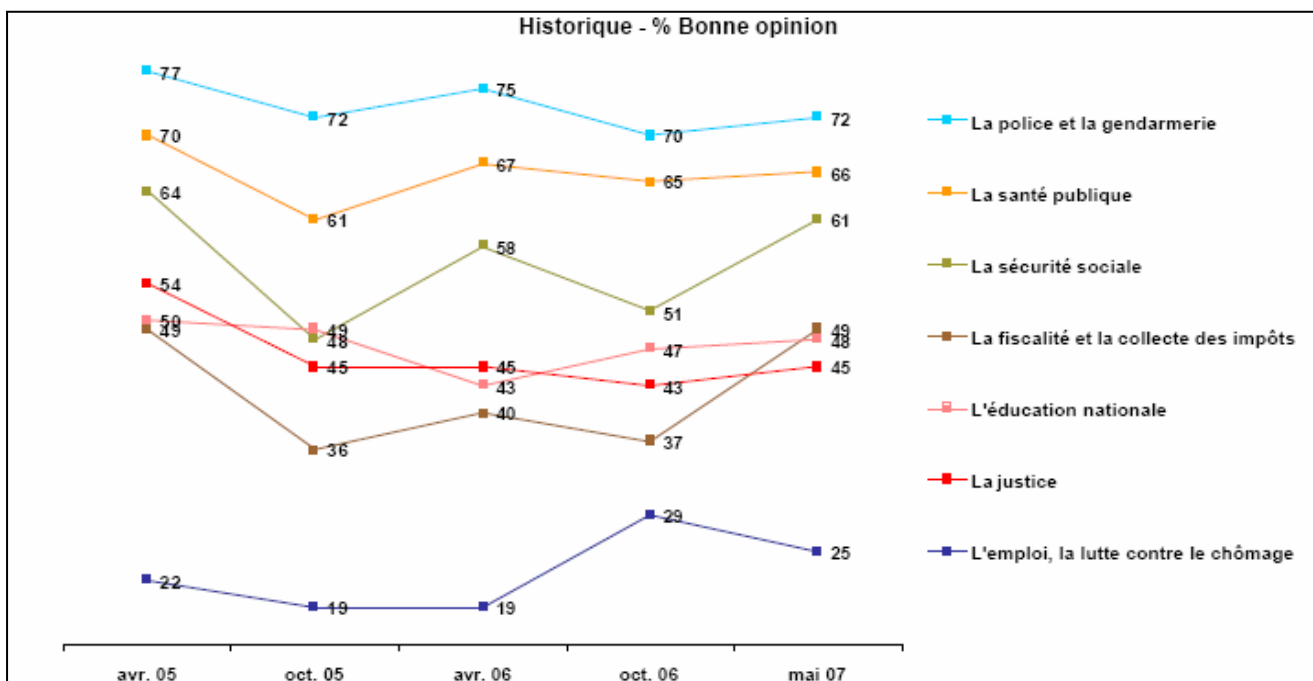
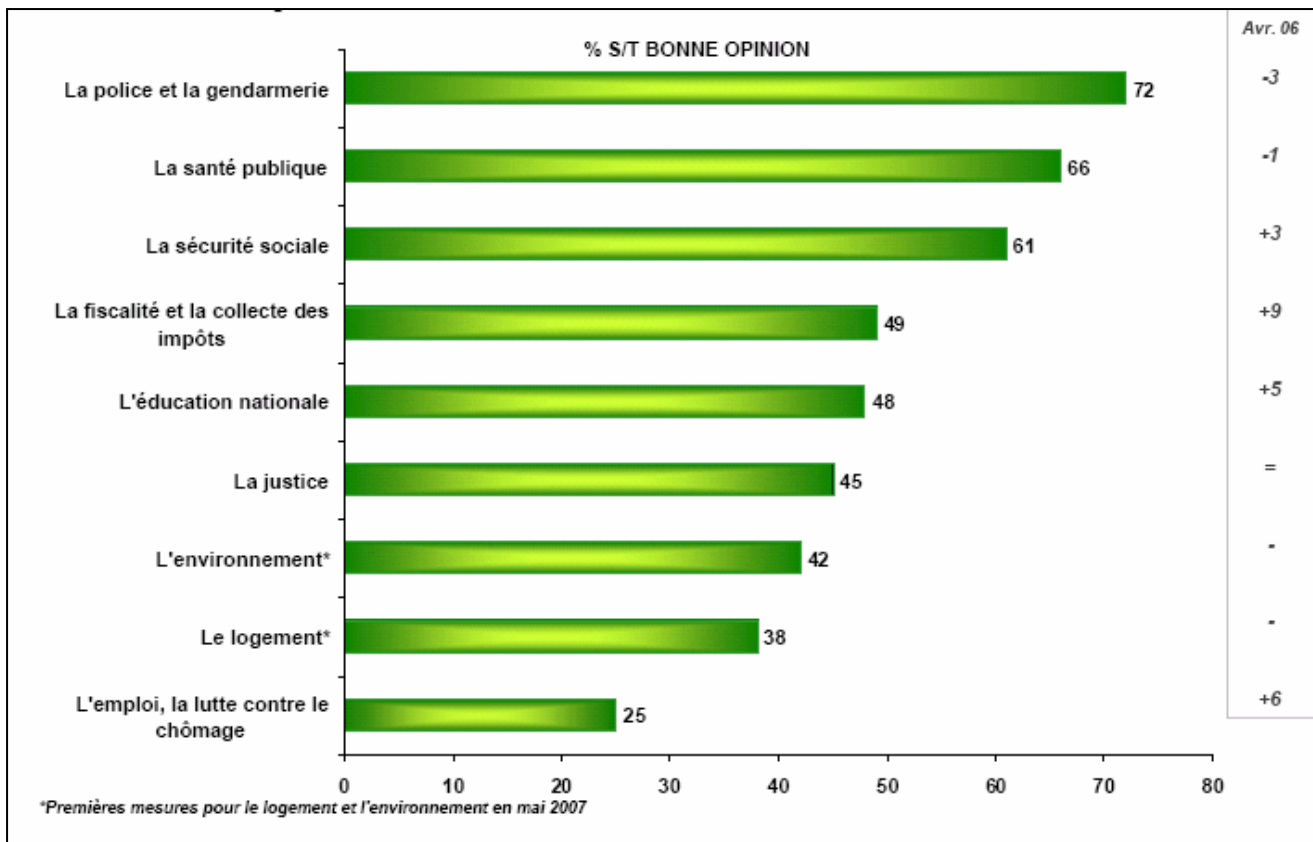
### Les attentes prioritaires des Français en matière d'action publique

- Parmi les domaines suivants d'intervention de l'Etat, sur lesquels les pouvoirs publics devraient-ils faire porter prioritairement leur effort ?



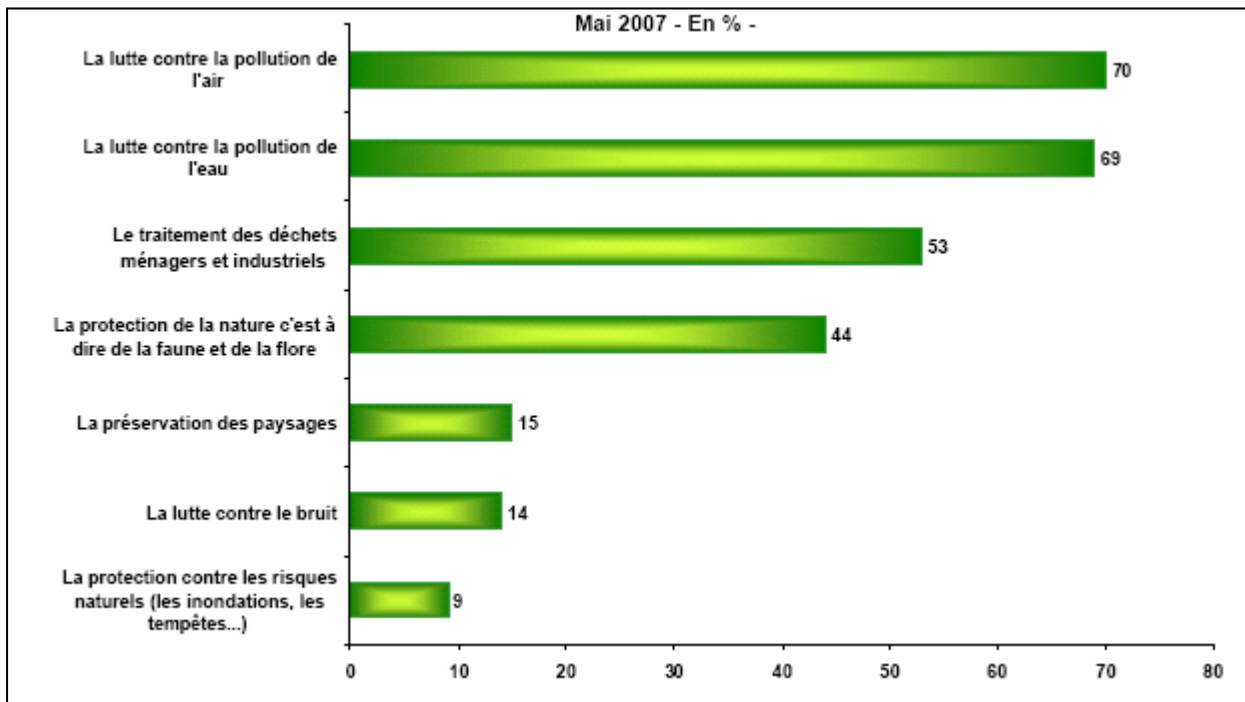
## L'opinion des Français sur chacun des principaux services publics

- Dites-moi à présent pour chacun des domaines suivants, et de manière très globale, si vous avez une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise, ou une très mauvaise opinion de l'action de l'Etat ?



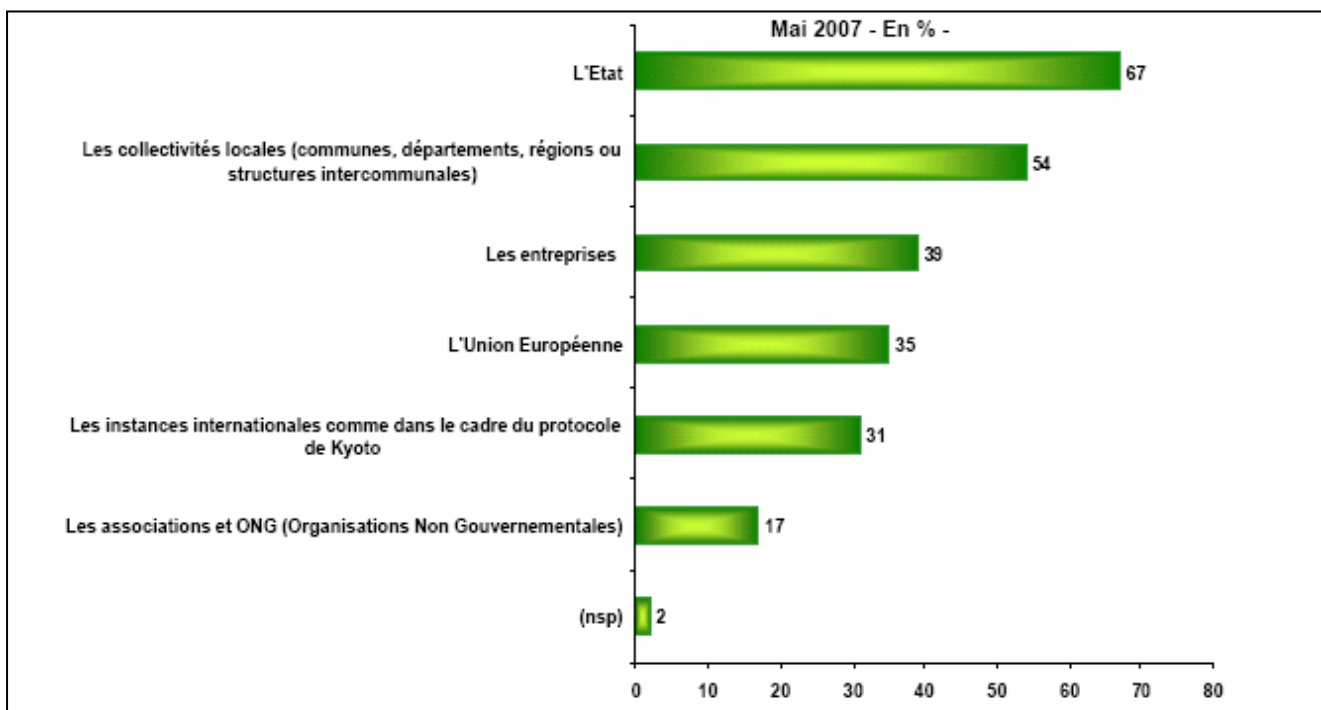
### Actions prioritaires en matière d'environnement

- Quels sont, selon vous, les domaines d'action dont les pouvoirs publics devraient s'occuper en priorité en matière d'environnement ? (3 réponses possibles)



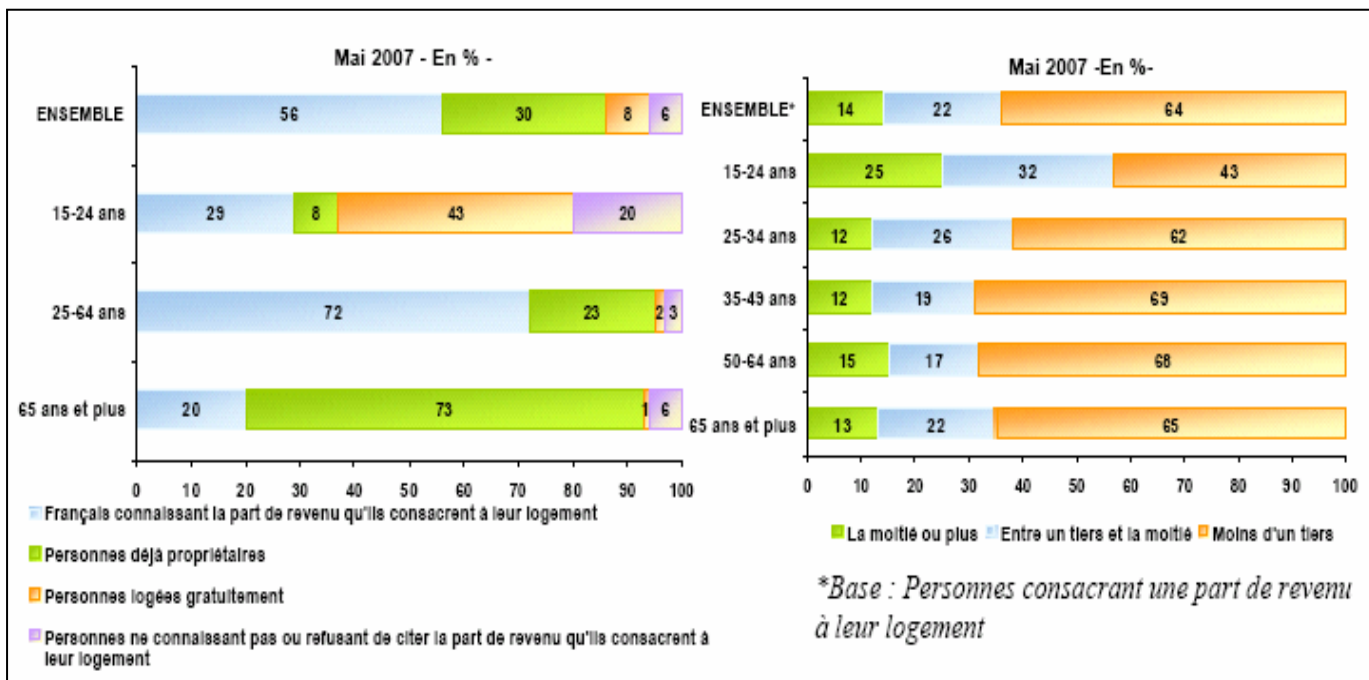
### Les acteurs responsables de la préservation de l'environnement

- En dehors des actions des citoyens eux-mêmes, qui doit avant tout, s'occuper de la préservation de notre environnement selon vous ?



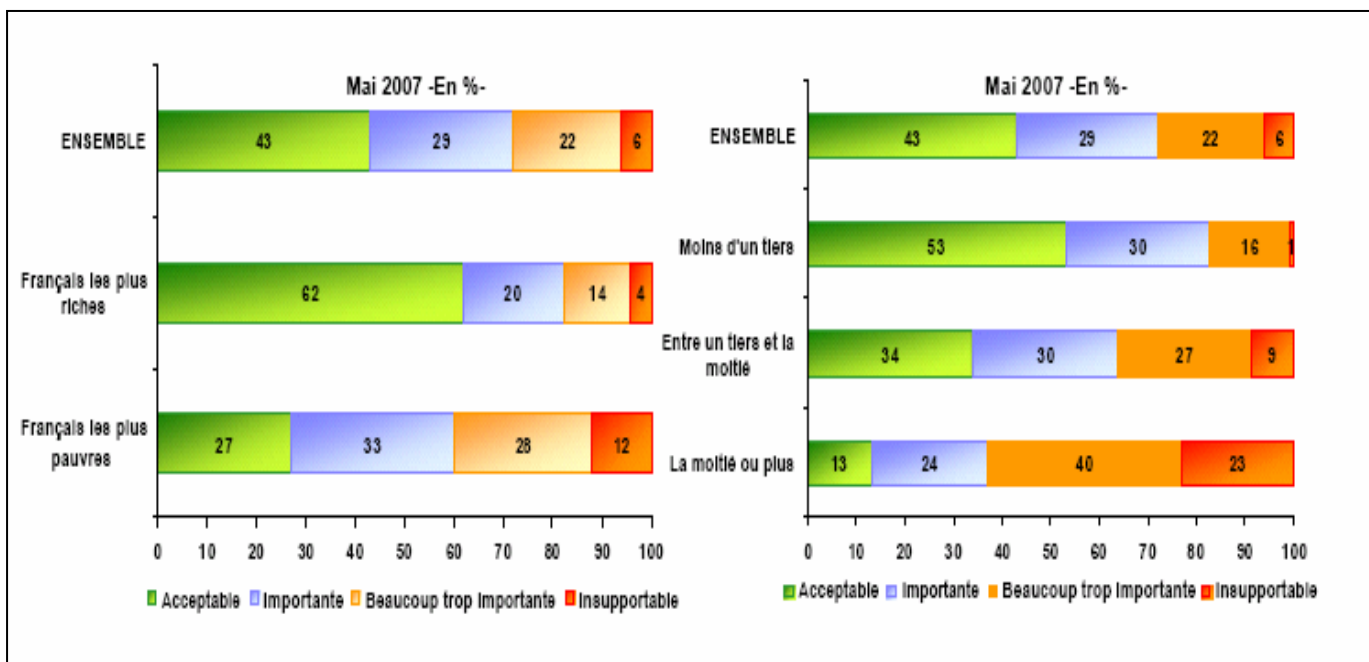
### Part du revenu consacré au logement

- Dans votre foyer, quelle part de vos revenus mensuels consacrez-vous à votre logement qu'il s'agisse du paiement d'un loyer ou de l'achat de votre logement ?



### Acceptabilité de la part du revenu consacré au logement

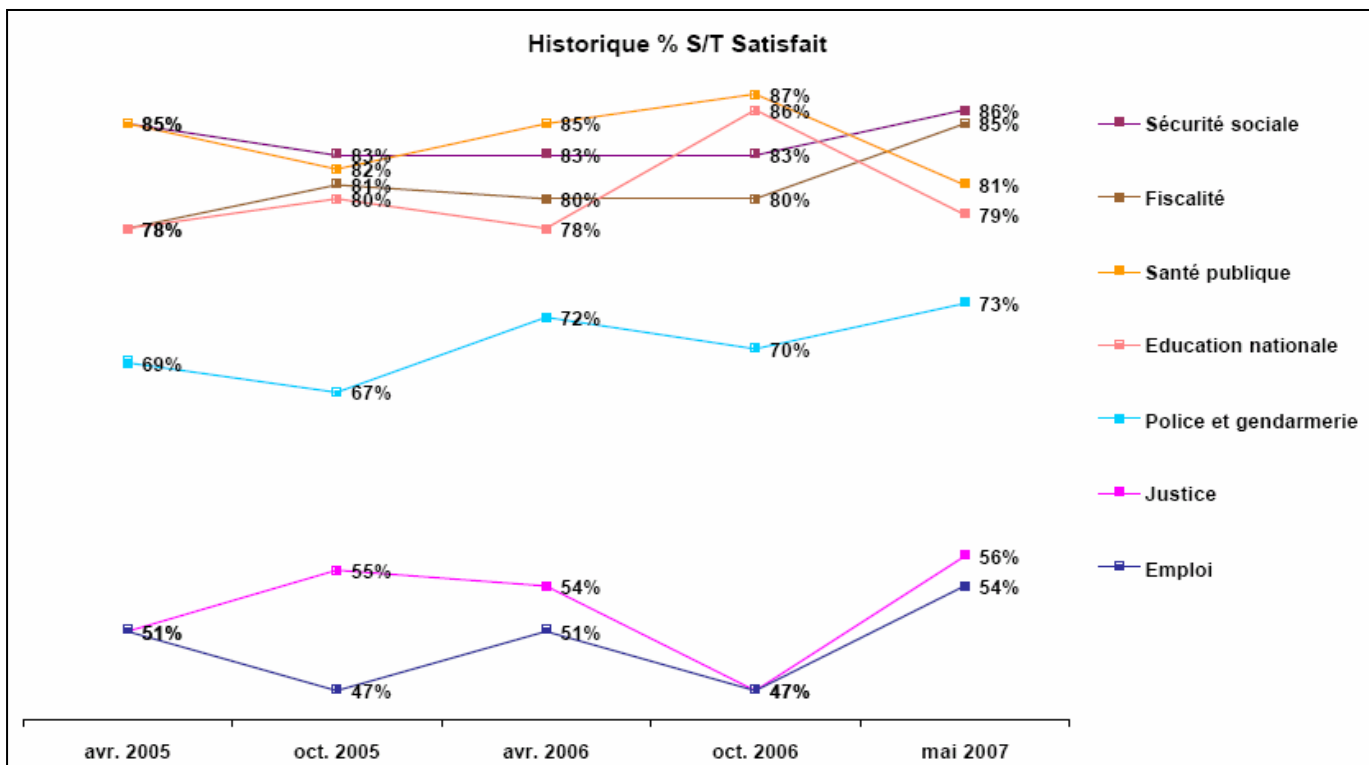
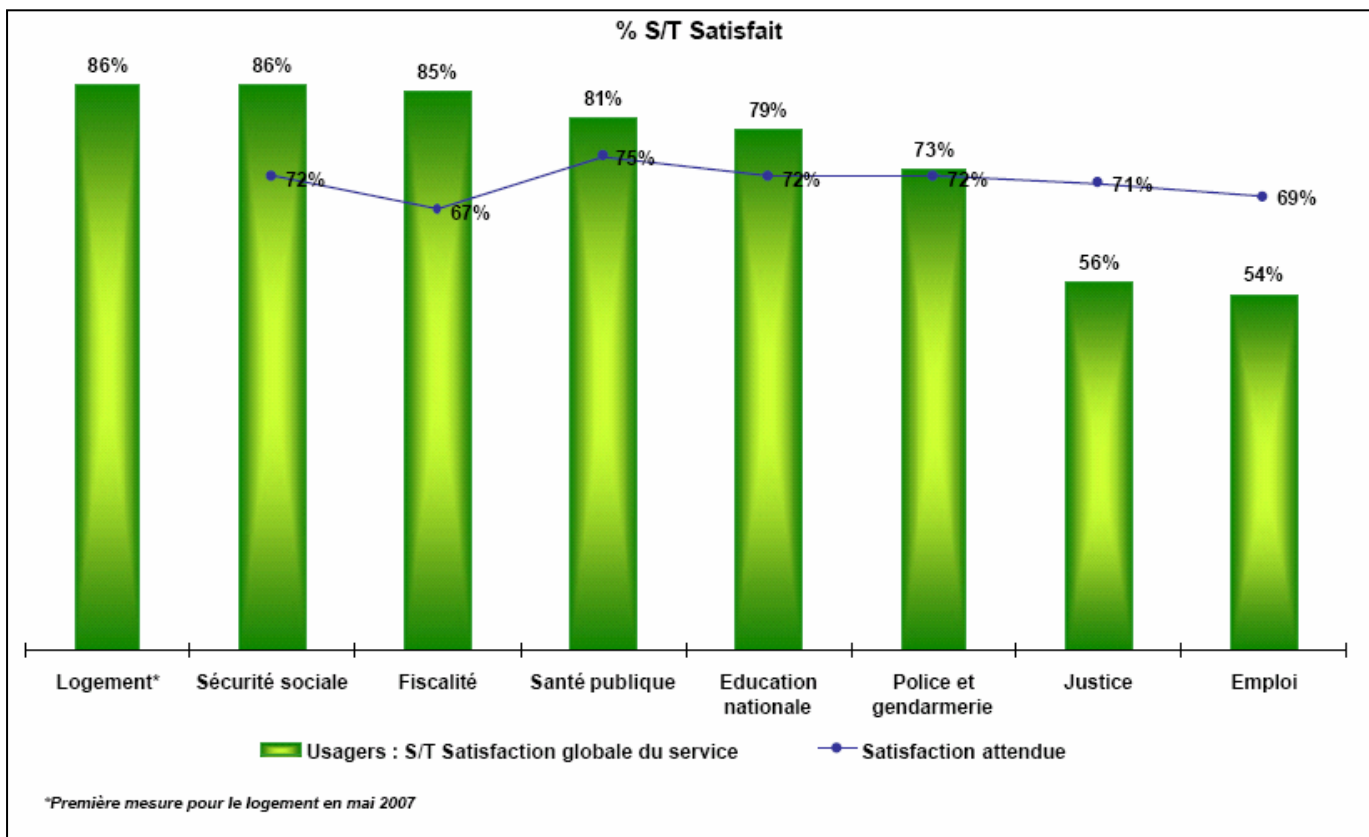
- Estimez-vous que cette part des revenus de votre foyer consacrée à votre logement est...  
Base : personnes consacrant une part de leur revenu à leur logement





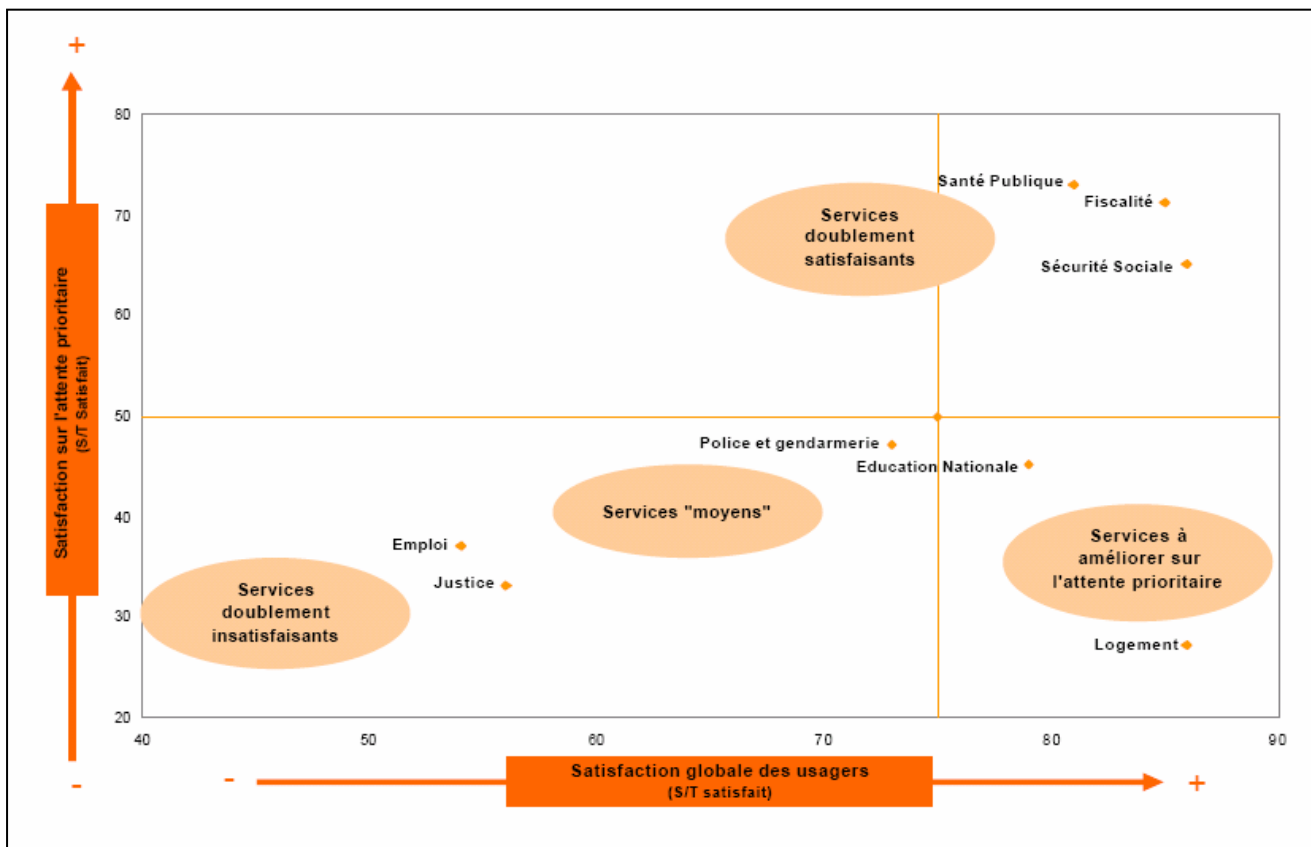
### Satisfaction des usagers sur les services publics

- Globalement, en tant qu'utilisateur de..., diriez-vous que vous avez été très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent



## Performance comparée des services publics

- Mapping croisant la satisfaction globale et la satisfaction sur l'attente prioritaire



### Fiche technique

Les Français : A la demande de l'Institut Paul Delouvrier, BVA a interrogé un échantillon de 1006 Français, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas en termes de sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les usagers : Des échantillons d'usagers ont été constitués pour chacun des services publics considérés par les Français comme les plus importants (et pour lesquels un usager pouvait être défini). Au total 4908 usagers cumulés ont été interrogés par téléphone. Dans le détail, BVA a interrogé : 384 usagers des agences d'aide au retour à l'emploi ; 613 usagers de l'éducation nationale ; 922 usagers des établissements de santé publique ; 875 usagers des établissements de sécurité sociale ; 726 usagers de la police et de la gendarmerie ; 302 usagers du système judiciaire ; 780 usagers des services fiscaux ; 306 usagers des services d'aide au logement. Les personnes ont été interrogées du 14 au 25 mai 2007.

# Les projets des Français pour les vacances d'été 2007

SOFRES – Juin 2007

Groupe Casino et L'Hémicycle

Notre question d'actualité réalisée pour le *Groupe Casino* et *L'Hémicycle* s'est attachée ce mois-ci à demander aux Français quel type de vacances ils envisagent pour cet été. Si une large partie d'entre eux (40 %) ne partira pas, les autres prévoient en premier lieu un séjour chez des proches (amis ou famille).

## 4 Français sur 10 n'envisagent pas de vacances cet été

37 % des Français interrogés n'ont pas de projet de vacances pour cet été, soit à peu près la même proportion qu'en juin 2005.

L'âge est le premier facteur pouvant expliquer que certains Français ne prennent pas de vacances. Les plus âgés partent beaucoup moins que les plus jeunes : 52 % des plus de 65 ans déclarent ne pas projeter de partir alors que moins du tiers des moins de 35 ans ne partent pas.

Ce comportement est également fortement lié la catégorie sociale, aux niveaux de revenus ou de diplôme : les foyers ouvriers (43 %), les personnes peu diplômées (43 %) et les foyers ayant un niveau de revenus entre 800 euros et 1 500 euros (45 %) sont nombreux à ne pas avoir de projet de vacances d'été. Les foyers de cadres (seuls 15% ne partiront pas), de professions intermédiaires (18 %), les diplômés de l'enseignement supérieur (19 %) ou les foyers gagnant entre 2 300 euros et 3 000 euros par mois (25 %) ou même plus de 3 000 euros (21 %) sont plus nombreux à vouloir partir.

## Des vacances surtout pour se retrouver en famille ou avec des amis

Un quart des Français projettent de partir chez des proches, que ce soit dans la famille ou chez des amis. C'est le type de vacances privilégié des Français, quelle que soit la catégorie sociale, et tout particulièrement pour les jeunes (36 % des moins de 25 ans), les catégories moyennes, les professions intermédiaires (35 %) et les employés (34 %). Le camping-caravaning, deuxième mode de vacances envisagé (par 12 % des Français), est particulièrement en vogue chez les jeunes (18 % y auront recours cet été), les ouvriers (19 %) et les professions intermédiaires (20 %).

Les foyers plus aisés se tournent eux davantage vers la maison de location (19 % des cadres, 20 % des professions intermédiaires pour 9 % seulement des ouvriers et 11 % des Français en moyenne) ou vers un voyage itinérant avec plusieurs étapes (17 % des cadres pour 7 % de la moyenne des Français).

Autres modes de vacances, cependant moins prisés que les premiers cités : le séjour en résidence secondaire (6 % des Français seulement prévoient un séjour de ce type, mais 14 % des Français ayant un revenu supérieur à 3 000 euros), le séjour en club ou village (6 % des Français), en gîte ou chambre d'hôte (6 % également) et le départ à l'aventure, sans rien organiser (5 %).

## Les résultats

- Cet été, lequel de ces types de vacances correspond le mieux à ce que vous avez prévu ou ce que vous allez prévoir pour vos vacances principales ? (1)

	Réponse citée en 1er	Total des deux réponses citées
Un séjour chez des amis, dans la famille	19	25
Un séjour en camping-caravaning	9	12
Un séjour dans une maison de location	9	11
Un voyage itinérant ou en plusieurs étapes	4	7
Un séjour dans votre résidence secondaire	5	6
Un séjour en club ou village de vacances	4	6
Un séjour dans un gîte ou une chambre d'hôte	4	6
Un départ à l'aventure, sans rien organiser à l'avance	3	5
Autres projets	3	4
N'a pas de projet	37	-
Sans opinion	3	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

**- Rappel de l'enquête précédente -**  
(Réponse citée en premier)

- Cet été, lequel de ces types de vacances correspond le mieux à ce que vous avez prévu ou ce que vous allez prévoir pour vos vacances principales ?

	<b>Juin 2005</b>	<b>Juin 2007</b>	<b>Évol.</b>
Un séjour chez des amis, dans la famille	18	<b>19</b>	+1
Un séjour en camping-caravaning	11	<b>9</b>	-2
Un séjour dans une maison de location	7	<b>9</b>	+2
Un séjour dans votre résidence secondaire	6	<b>5</b>	-1
Un séjour en club ou village de vacances	4	<b>4</b>	=
Un voyage itinérant ou en plusieurs étapes	4	<b>4</b>	=
Un séjour dans un gîte ou une chambre d'hôte	4	<b>4</b>	=
Un départ à l'aventure, sans rien organiser à l'avance	5	<b>3</b>	-2
Autres projets	4	<b>3</b>	-1
N'a pas de projet	35	<b>37</b>	+2
Sans opinion	2	3	+1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

**- Rappel de l'enquête précédente -**  
(Total des deux réponses citées)

- Cet été, lequel de ces types de vacances correspond le mieux à ce que vous avez prévu ou ce que vous allez prévoir pour vos vacances principales ?

	<b>Juin 2005</b>	<b>Juin 2007</b>	<b>Évol.</b>
Un séjour chez des amis, dans la famille	25	<b>25</b>	=
Un séjour en camping-caravaning	14	<b>12</b>	-2
Un séjour dans une maison de location	10	<b>11</b>	+1
Un voyage itinérant ou en plusieurs étapes	9	<b>7</b>	-2
Un séjour dans votre résidence secondaire	7	<b>6</b>	-1
Un séjour en club ou village de vacances	5	<b>6</b>	+1
Un séjour dans un gîte ou une chambre d'hôte	6	<b>6</b>	=
Un départ à l'aventure, sans rien organiser à l'avance	9	<b>5</b>	-4
Autres projets	8	<b>4</b>	-4
N'a pas de projet	38	<b>37</b>	-1
Sans opinion	2	3	+1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

**Fiche Technique**

Étude réalisée en face-à-face à leur domicile, pour le Groupe Casino et L'Hémicycle, les 6 et 7 juin 2007, auprès d'un échantillon national de 1000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération

## Les intentions de départ en général

6 français sur 10 déclarent avoir l'intention (certaine ou probable) de passer cet été au moins une nuit en dehors de leur domicile. Plus précisément, près d'1 français sur 2 partira pour un long séjour, on enregistre une légère baisse par rapport à celle relevée lors de la précédente mesure de 2006. 51 % des français n'envisagent pas de partir pour un long séjour cet été, les principales raisons évoquées sont le manque de moyens financiers, les contraintes professionnelles, les soucis de santé. Les non partants (pour un long séjour) sont plus nombreux parmi des habitants des communes rurales et des communes de moins de 20 000 habitants, des 65 ans et plus.

## Profil des partants

### • Les partants en courts séjours

Près de 4 personnes interrogées sur 10 envisagent d'effectuer un court séjour cet été. Il s'agit plus particulièrement des 15-24 ans, P.C.S.+, et intermédiaires. Ces courts séjours se feront très majoritairement en France et pour un cinquième d'entre eux à l'étranger. Quelque soit la destination, ils se dérouleront le plus souvent à la mer. Cependant, on relève une part importante de partants pour un court séjour à l'étranger qui choisiront la ville. La pratique des « short city break » tend à se confirmer. En moyenne, les personnes susceptibles d'effectuer un court séjour envisagent d'en effectuer 2.3 cet été.

### • Les partants en longs séjours

1 personne interrogée sur 2 envisage d'effectuer un long séjour cet été. Si l'on compare le profil des futurs vacanciers, avec celui de l'échantillon global de notre enquête, on constate que les « partants » sont majoritaires parmi les 15-24 ans, 35-49 ans, les professions libérales, cadres supérieurs, professions intermédiaires, les Franciliens. En moyenne les personnes envisagent d'effectuer environ 1.5 séjours d'au moins 4 nuits cet été (statistique identique à la mesure de 2006), mais dans deux tiers des cas, ils n'en effectueront qu'un seul. Les 65 ans et plus ainsi que les habitants du bassin Méditerranéen déclarent avoir l'intention d'en effectuer sensiblement plus, à savoir environ 1,8 longs séjours au cours de l'été.

La France métropolitaine accueillera 71 % des vacanciers de l'été 2007 (vs 74 % en 2006) et 1 sur 4 partira en vacances à l'étranger (26 % vs 22 % en 2006). Les façades « littoral » demeurent des destinations privilégiées, la structure des régions d'accueil restant très similaire par rapport à celle observée en 2006. La région PACA conserve son engouement. Viennent ensuite les régions : Languedoc-Roussillon, L'Aquitaine, La Bretagne, Rhône Alpes et Pays de la Loire.

Les Français qui ont l'intention de partir à l'étranger en été 2007 préfèrent l'Europe pour près de 70 % d'entre eux. Leurs pays de prédilection sont pour la plupart les mêmes qu'en 2006 à savoir : l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Grande-Bretagne. A noter cependant le recul du Portugal (- 3 points par rapport à 2006). Le Maroc, quant à lui, gagne 6 points.

A l'instar des courts séjours, les vacances se dérouleront sur le littoral (pour les séjours en France ou à l'étranger), ou en « ville » (pour l'étranger). Ces séjours auront en moyenne une durée de 15 jours (durée similaire à celle relevée en 2006) ceux à l'étranger étant plus longs avec 17 jours en moyenne. Les personnes envisageant les séjours les plus longs sont : les franciliens avec 18 jours ou les habitants du bassin Méditerranéen avec 18 jours, les 65 ans et plus avec 22 jours.

## Raisons de choix de la destination

Que cela soit pour des séjours en France ou à l'étranger, les raisons affinitaires (attaches, présence de la famille...) justifient le choix de la destination de vacances. Au-delà de ce premier constat, pour les séjours en France sont plutôt mis en avant le climat, l'habitude et la présence de la mer, pour les séjours à l'étranger : la découverte d'une nouvelle destination, le climat – le soleil ou la richesse du patrimoine naturel et culturel.

Des significativités concernant les raisons du choix de la destination se retrouvent parmi les principales destinations : la mer est plus souvent citée pour l'Espagne ou pour les Pays de la Loire et la Bretagne, le climat et le soleil sont plus cités pour l'Espagne ou le Maroc et les raisons affinitaires pour le Portugal et le Maroc.

### **Mode d'hébergement**

1 séjour sur 2 se déroulera au sein d'un hébergement marchand, et plus particulièrement en location, hôtellerie de plein air (y compris mobil home) ou dans un hôtel. On notera toutefois que le mode d'hébergement le plus usité est « chez parents ou amis ».

### **Type de groupe**

4 séjours sur 10 s'effectueront en famille et 1 sur 4 en couple (plus particulièrement pour les 50 ans et plus). Les destinations familles sont plutôt : préférées par les 35-49 ans, les professions intermédiaires ou les PCS +, françaises, avec comme mode d'hébergement une location.

### **Vecteurs d'information et mode d'intervention**

Pour les séjours en France ou à l'étranger, la bouche-a-oreille demeure incontournable. Internet est le second vecteur d'information. Pour les séjours à l'étranger, une part non négligeable de partants s'est informée par une agence de voyage, un tour opérateur. Une forte proportion de partants déclare ne rien organiser à l'avance, tendance plus particulièrement notée pour les vacances en France (31 % des partants et 35 % des partants en France). Pour les séjours en hébergement marchand, ce taux est seulement de 12 %. Parallèlement, que cela soit en France ou à l'étranger on constate une forte proportion à « l'auto organisation » ou à Internet (un partant sur quatre pour chaque mode de réservation). On relève la part importante des partants vers l'étranger réservant via une agence de voyages (19 %). Deux personnes interrogées sur cinq ont déjà réservé leur séjour alors qu'un tiers ne réservera pas avant le départ. A l'inverse, plus de la moitié des personnes séjournant en hébergement marchand a déjà réservé pour seulement 12 % qui ne réserveront pas.

### **Le tourisme des Français et la météo**

Concernant l'influence de la météo, on relèvera que : plus de la moitié des partants se déclare influencée par la météo lors du choix de la destination de vacances. Il s'agit plus particulièrement des 15-24 ans ainsi que les personnes envisageant un séjour à l'étranger. L'impérieuse nécessité du soleil et de la chaleur lors du choix de la destination n'est pas une évidence. Les avis sont quasiment équitablement partagés en la matière. Ceux qui sont pour la chaleur sont significativement plus nombreux parmi les 15-24 ans, les employés et parmi les personnes optant pour un séjour à l'étranger, en région Languedoc-Roussillon ou en région PACA. Ceux qui ne la recherchent pas forcément sont significativement plus nombreux parmi les personnes envisageant un séjour en France (particulièrement en Bretagne). Quelles que soient les conditions climatiques, elles ne conduiront pas à changer au dernier moment de destination. En effet un tiers des personnes interrogées y seraient favorables. Et enfin le mauvais temps sur place serait susceptible de faire écourter les vacances à près de 2 personnes sur 5. La proportion des Météo Addict (personnes influencées sur les facteurs testés) est de 12 % sur l'ensemble des interrogés et 11 % sur les partants. Parmi les partants, ce sont plutôt des employés.

### **Comparaison 2006 sur les déplacements réalisés**

Comparativement à l'année précédente, cette année les personnes interrogées estiment majoritairement qu'elles effectueront : autant d'excursions et autant de courts et longs séjours.

### **En matière de protection de l'environnement**

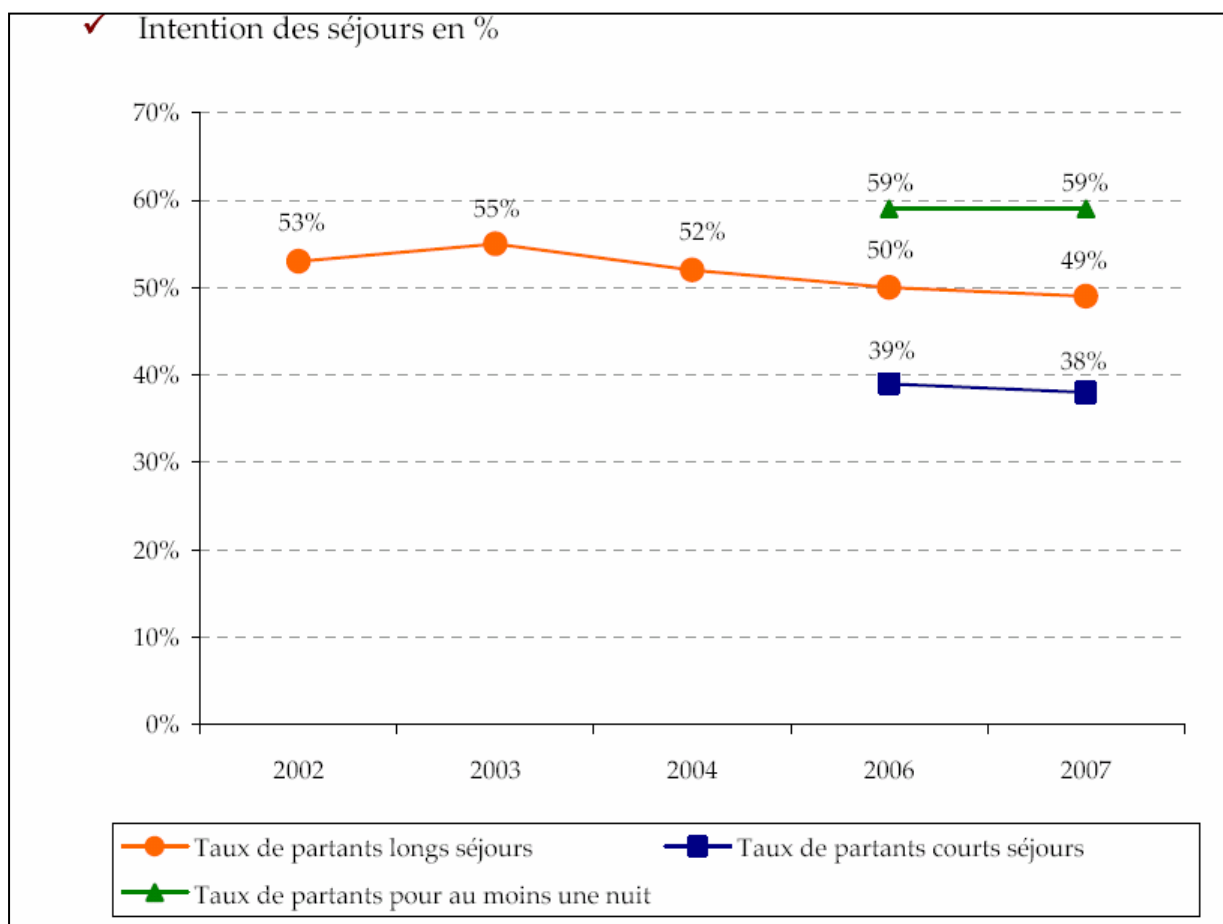
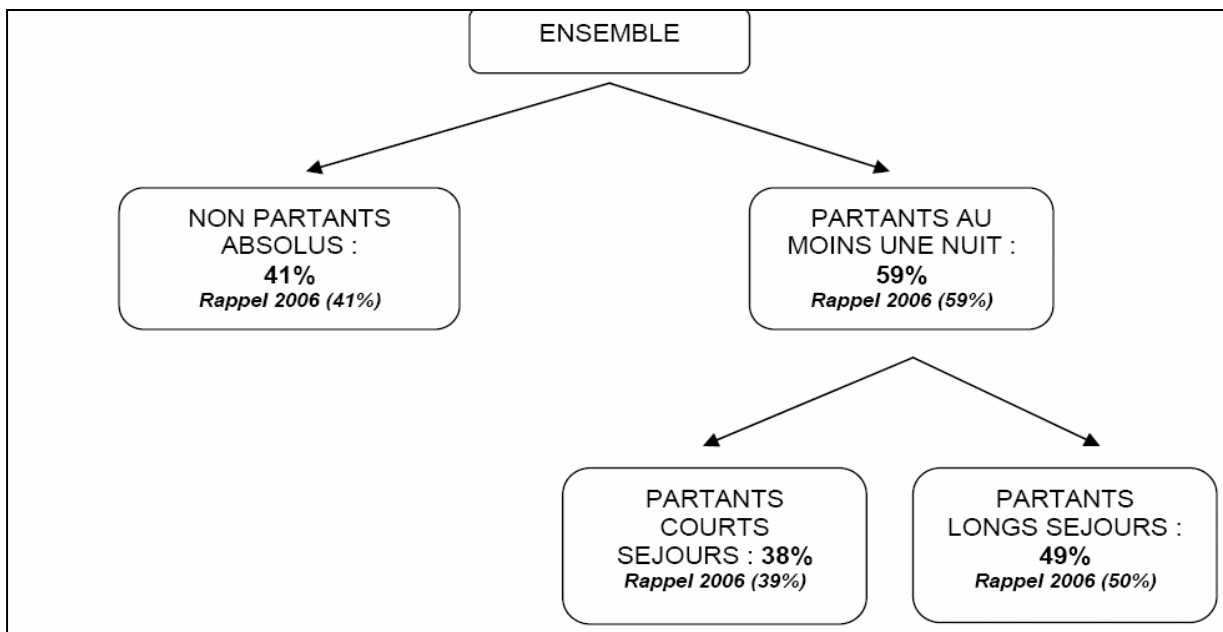
En matière d'environnement, une large majorité des personnes interrogées (86 %) est prête à adopter un comportement d'éco-consommateur sur leur lieu de séjour. Les déclarations sont très homogènes selon les profils. Plus des deux tiers se disent prêts à privilégier une destination agissant en faveur de l'écologie (particulièrement les 25-34 ans ou les professions intermédiaires) et la même proportion à opter pour un mode de transport moins polluant voire moins rapide pour se rendre sur leur lieu de séjour.

Enfin, dans des proportions comparables (plus de la moitié de l'échantillon), les personnes interrogées seraient prêtes à payer plus cher leurs vacances, à payer une éco-taxe sur leur lieu de séjour ou encore à privilégier un hébergement disposant d'un éco label même s'il est plus cher.

### **Résidence secondaire**

Pour ceux qui possèdent une résidence secondaire (16 %), ils y séjourneront en moyenne 25 jours cet été.

## Les intentions de départ en vacances d'été (récapitulatif)



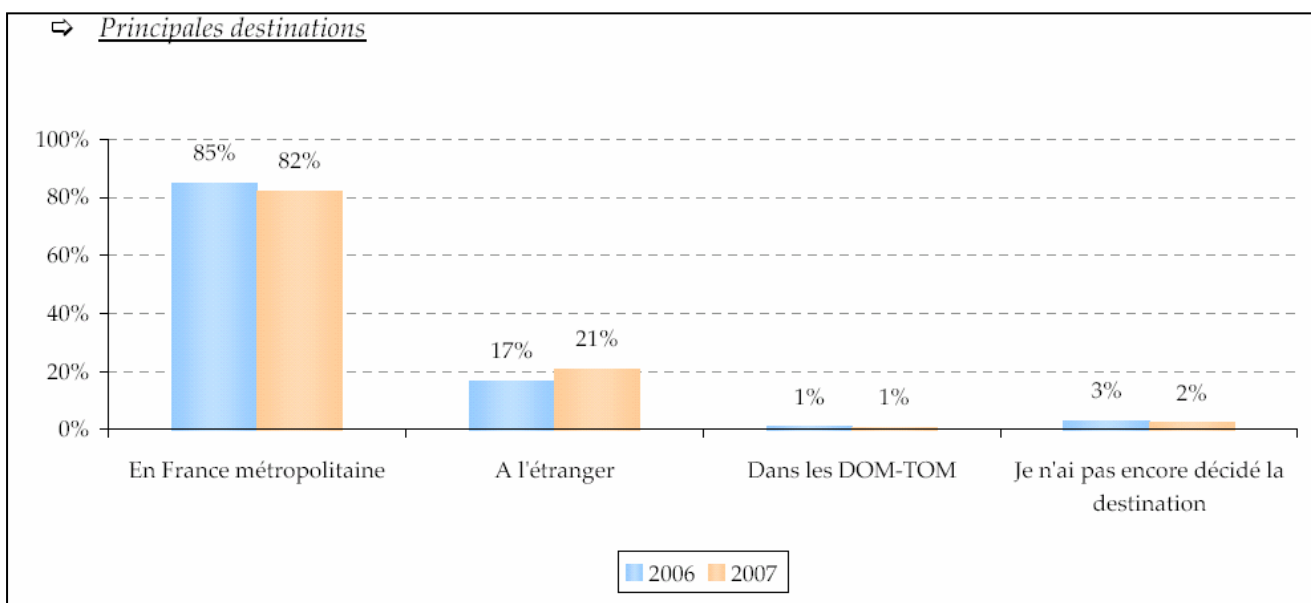
- Cet été du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août, allez-vous partir hors de votre résidence principale, pour motif d'agrément, tourisme, loisirs, famille, amis,... ? Pour un séjour de 1 à 3 nuits ?...pour des séjours de 4 nuits ou plus ? (Base : ensemble)

BASE	Séjours de 1 à 3 nuits	Séjours de 1 à 3 nuits	Séjours de 4 nuits et plus	Séjours de 4 nuits et plus
	2007	Rappel 2006	2007	Rappel 2006
	2011	2011	2011	2011
	%	%	%	%
▪ Oui, certainement .....	25	25	38	39
▪ Oui, probablement.....	14	14	11	11
<b>ST OUI</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>49</b>	<b>50</b>
▪ Non, probablement pas .....	10	10	9	9
▪ Non, certainement pas .....	49	48	39	38
<b>ST NON</b>	<b>59</b>	<b>58</b>	<b>48</b>	<b>47</b>
▪ (NSP).....	3	3	3	3

### Les courts séjours (moins de 3 nuits)

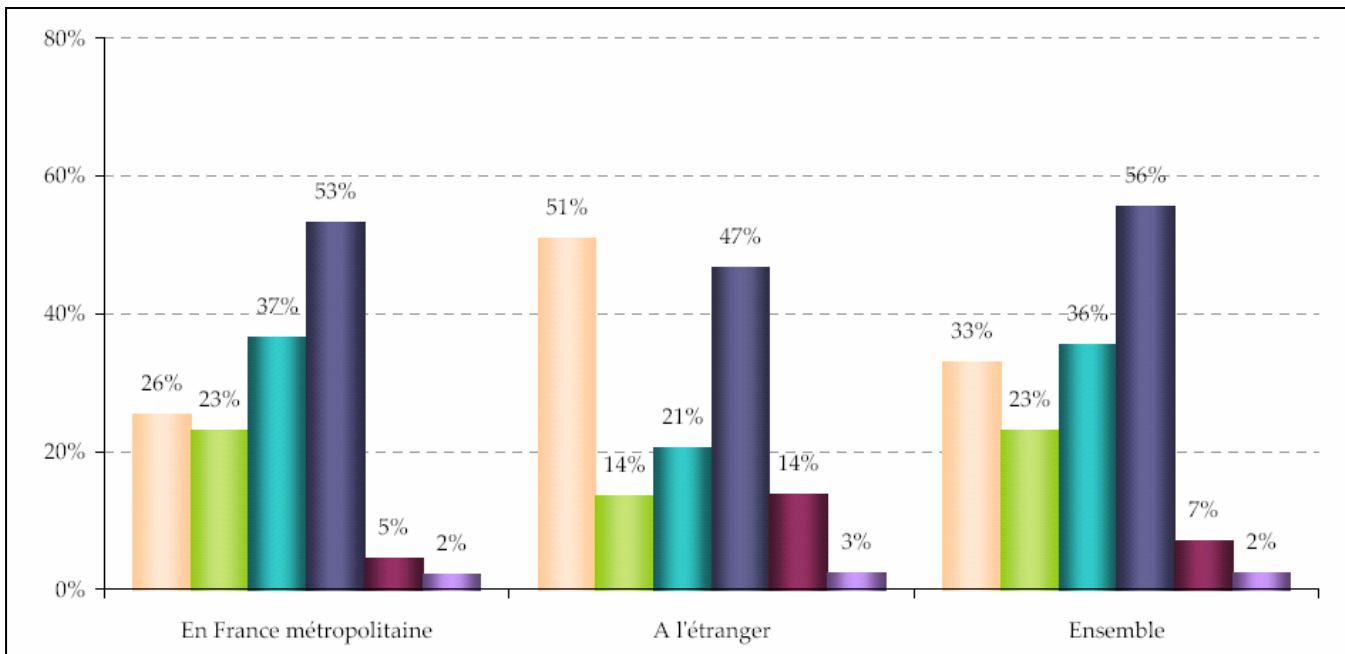
- Est-ce que vous allez partir en ... ?

Plusieurs réponses possibles (base : personnes ayant l'intention de partir cet été en courts séjours)





- Et plus précisément, pour ce(s) séjour(s) en..., vous irez plutôt... ? Plusieurs réponses possibles  
(Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en courts séjours)



- Combien de courts séjours envisagez-vous d'effectuer cet été ?  
(Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en courts séjours)

	2007	2006
<b>BASE</b>	743	262
	%	%
▪ 1 séjour.....	34	29
▪ 2 séjours.....	30	33
▪ 3 séjours.....	15	13
▪ 4 séjours.....	5	6
▪ 5 séjours ou plus.....	5	4
▪ (NSP).....	10	15
<b>Nombre moyen de courts séjours envisagés</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>

- Combien de séjours de 4 nuits et plus envisagez-vous d'effectuer cet été ?  
(Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en longs séjours)

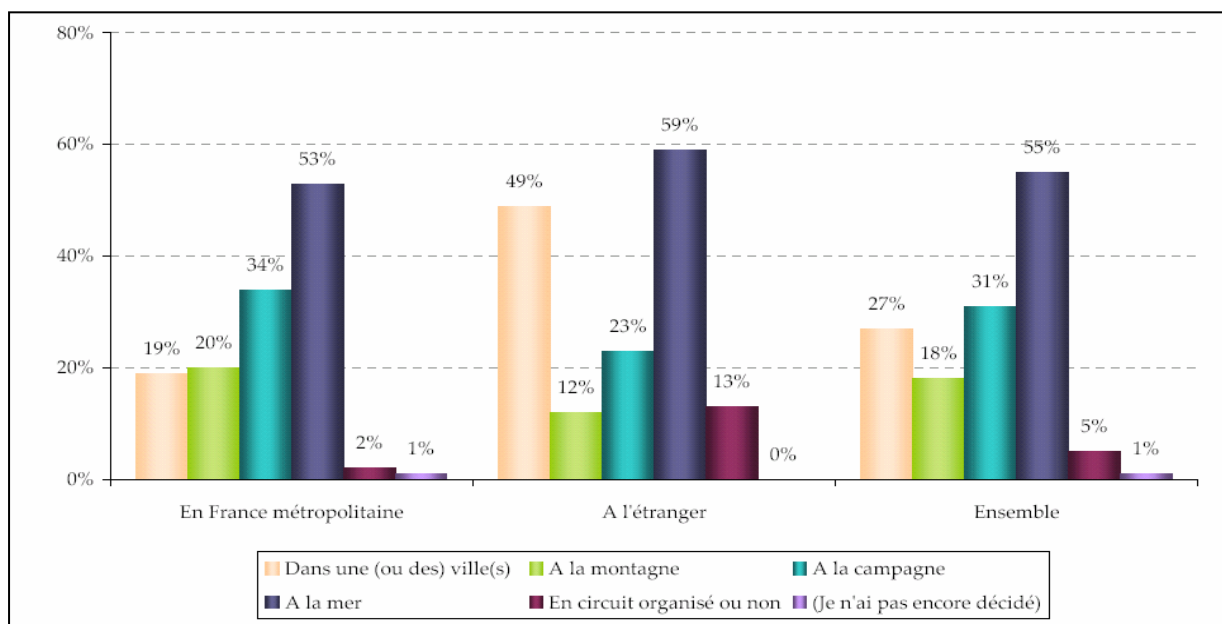
BASE	2007	2006
	897 %	1013 %
▪ 1 séjour .....	63	55
▪ 2 séjours .....	20	21
▪ 3 séjours .....	4	8
▪ 4 séjours .....	3	3
▪ 5 séjours ou plus .....	2	3
▪ (NSP) .....	7	11
<b>Nombre moyen de séjours envisagés</b>	<b>1,5 séjour</b>	<b>1,7 séjour</b>

### Lieu du séjour

- Au cours de ces vacances, pensez-vous séjourner ? Une seule réponse possible  
(Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en longs séjours)

BASE	2007	2006
	897 %	1013 %
▪ En France Métropolitaine .....	71	74
▪ A l'étranger .....	26	22
▪ Dans les DOM-TOM .....	2	2
▪ (Je n'ai pas encore décidé la destination) .....	2	2

- Et plus précisément, pour ce séjour, vous irez plutôt... ? Plusieurs réponses possibles  
(Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en longs séjours)



### Raisons de choix de la destination

- Pour quelles raisons avez-vous choisi cette destination de vacances ? Plusieurs réponses possibles (Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en longs séjours)

	Ensemble	Départ en France	Départ à l'étranger	Séjour en hébergement marchand
	881	230	634	468
	%	%	%	%
▪ J'en suis originaire, présence de la famille.....	34	33	38	<u>11</u>
▪ Le climat, le soleil.....	17	16	20	<u>25</u>
▪ Par habitude, j'y vais régulièrement.....	15	16	10	15
▪ La mer.....	15	15	14	<u>22</u>
▪ La richesse du patrimoine naturel et culturel.....	13	12	16	<u>20</u>
▪ La découverte d'une nouvelle destination.....	11	7	20	<u>17</u>
▪ C'est une destination propice pour les vacances en famille, avec les enfants.....	8	9	5	10
▪ La diversité des activités sportives possibles de pratiquer..	7	8	4	11
▪ Sur conseils d'amis / famille.....	5	5	6	5
▪ Le bon rapport qualité/prix de la destination.....	5	4	9	7
▪ Résidence secondaire, pied à terre.....	4	5	1	1
▪ Le calme, la tranquillité.....	3	4	1	4
▪ La proximité.....	2	2	2	4
▪ Charme de la région.....	2	3	2	4
▪ Voir des amis.....	4	4	4	2
<i>Dont Invité par des amis.....</i>	1	1	1	-
▪ Pour travailler / activité associative.....	1	1	3	2
▪ Les initiatives prises sur le lieu de séjour en matière de valorisation de l'environnement.....	1	1	1	2
▪ C'est une destination sûre : par rapport aux risques sanitaires, attentats.....	1	1	-	1
▪ Dépaysement.....	1	1	2	1
▪ ....				

### Durée du séjour

- Quelle sera la durée du séjour... ? (Base : personnes ayant l'intention de partir cet été en longs séjours)

	2007	2006
<b>BASE</b>	881	992
	%	%
▪ Moins de 7 jours.....	32	31
▪ De 8 à 15 jours.....	40	41
▪ De 16 à 21 jours.....	10	11
▪ De 22 à 31 jours.....	9	6
▪ Plus de 32 jours.....	6	5
▪ (NSP).....	4	6
<b>Durée moyenne du séjour (hors NSP)</b>	<b>15 jours</b>	<i>15 jours</i>
<b>A l'étranger</b>	<b>17 jours</b>	<i>16 jours</i>

### Raisons de non-départ

- Pourquoi n'envisagez-vous pas de partir cette année ? Plusieurs réponses possibles.

(Base : non partants pour un séjour de 4 nuits et plus).

Taux de non-départ (pour un séjour de 4 nuits et plus) en 2007 : 51 % - Rappel de non départ 2006 : 50 %

BASE	2007
	1029
	%
▪ Parce que vous n'en avez pas les moyens financiers.....	30
<i>Dont « N'a pas d'emploi actuellement » .....</i>	2
▪ Parce que votre travail ne vous permet pas de prendre des congés à cette période.....	18
▪ Parce que je n'en éprouve pas le besoin.....	16
▪ Pour des raisons de santé vous concernant, en raison d'une incapacité physique.....	11
▪ Parce que je travaille spécifiquement / uniquement pendant l'été : travailleur saisonnier.....	10
▪ Ne part pas pendant cette saison.....	8
▪ En raison de contraintes familiales (enfants, parents âgés...).....	7
▪ Travaux dans la maison.....	3
▪ Ne part jamais en vacances.....	1
▪ Ce n'est pas prévu.....	1
▪ Impératif à la maison (animaux, garder la maison).....	1
▪ Déjà parti cette année ou l'année dernière.....	1
▪ Reçoit de la famille.....	1
▪ Déménagement / construction maison.....	1
▪ En raison des risques touchant le contexte sanitaire.....	0
▪ Autres raisons.....	5
▪ (NSP).....	1

## Protection de l'environnement

- En matière de lutte contre la pollution ou de protection de l'environnement, seriez-vous prêt dans le cadre de vos vacances ? (Base : 1910 interviewés)

BASE	Global	Partants en longs séjours
	1910	881
	%	%
<b>... A payer plus cher vos vacances</b>		
▪ OUI.....	56	60
▪ NON.....	40	37
▪ (NSP).....	4	3
<b>... A privilégier une destination agissant en faveur de l'écologie</b>		
▪ OUI.....	68	67
▪ NON.....	29	31
▪ (NSP).....	3	2
<b>... A opter pour un mode de transport moins polluant voire moins rapide pour vous rendre sur votre lieu de séjour</b>		
▪ OUI.....	69	68
▪ NON.....	28	30
▪ (NSP).....	3	2
<b>... A adopter un comportement « d'éco consommateur » sur votre lieu de séjour : mode de transport non polluant, tri des déchets, économies d'énergie...</b>		
▪ OUI.....	86	89
▪ NON.....	11	9
▪ (NSP).....	3	2
<b>... A payer une éco taxe sur le lieu du séjour</b>		
▪ OUI.....	57	61
▪ NON.....	39	37
▪ (NSP).....	4	2
<b>... A privilégier un hébergement disposant d'un éco label même s'il est plus cher</b>		
▪ OUI.....	56	58
▪ NON.....	39	39
▪ (NSP).....	4	3

### Fiche Technique

A la demande du Ministère Délégué au Tourisme, BVA a réalisé, dans le cadre de son enquête périodique OMNITELÒ, un sondage par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif des hommes et des femmes âgés de 15 ans et plus. Ce document présente l'ensemble des résultats ventilés selon les critères suivants : le sexe, l'âge, la catégorie socio - professionnelle du chef de famille, l'activité de la personne interrogée, la région, la catégorie de commune, les revenus mensuels du foyer. Dates de terrain 2007 : du 18 au 22 mai 2007 – du 25 au 26 mai 2007 ; dates de terrain 2006 : du 12 au 13 mai 2006 – du 19 au 20 mai 2006 ; du 14 au 15 mai 2004 – du 28 au 29 mai 2004. Les questions traitées dans ce rapport portent sur 2 011 hommes et femmes âgés de 15 ans et plus.

Vieillesse de la population, fragilisation de la classe moyenne, jeunesse en quête de repères, contestation de l'héritage de mai 68, émergence d'une nouvelle génération politique... Les événements récents comme les tendances lourdes de notre société font des relations entre les générations une question récurrente dans le débat social aujourd'hui. Assistera-t-on, comme certains le prédisent, à un « papy-krach » qui verra les jeunes se révolter contre leurs aînés ? Les difficultés liées au financement des retraites vont-elles durcir à terme les relations entre des générations obligées de « payer la facture » et une génération dorée jouissant du repos de la retraite ? La guerre des générations aura-t-elle lieu ? Rien n'est moins sûr quand on regarde attentivement les dernières données désormais disponibles, issues des 4 500, l'Observatoire des Consommateurs Français.

## Des générations indépendantes mais complices

Premier enseignement : les générations ont aujourd'hui des relations apaisées. Elles partagent de nombreuses convictions. En matière de relations enfants/parents, il est établi que chaque génération garde son indépendance. 72 % des 15-30 ans comme 72 % des parents estiment que ni les enfants ni les parents n'ont à intervenir dans leur vie privée respective. Mais cette protection de son propre territoire n'empêche pas une forte proximité. Les deux générations se parlent beaucoup. Elles se déclarent même complices. 75 % des 15-30 ans avouent avoir de la complicité avec leurs parents et 90 % des parents déclarent avoir beaucoup de complicité avec leurs enfants. Si 81 % des parents, lorsqu'un sujet les préoccupe, reconnaissent en parler avec leurs enfants ; 59 % des 15-30 ans avouent faire de même. Une majorité mais avec un écart de 22 points entre les deux. Seraient-ce les 22 points du secret qui séparera toujours, qu'on le veuille ou non, les enfants de leurs propres parents ?

## Convergence des valeurs

Cette complicité se retrouve dans les valeurs que partagent les générations. Sur des registres parfois surprenants, on observe une vraie convergence des valeurs. Par exemple, la demande d'autorité aujourd'hui traverse les générations. Ainsi 73 % des 15-17 ans estiment-ils qu'il faut « remettre de l'ordre en France ». Ils sont 75 % après 65 ans à penser de la même manière ! Autant dire qu'il n'y a pas de différence d'appréciation sur ce thème... Autre exemple qui s'inscrit dans le même registre : quand, dans la même étude, on analyse les attitudes des internautes, on s'aperçoit que le clivage des générations est faible sur certains points. Une majorité, quelque soit l'âge, pense qu'il « serait bien de contrôler davantage le contenu de ce qui circule sur Internet ». 71 % des adolescents sont d'accord, un chiffre qui grimpe à 81 % parmi les internautes de plus de 65 ans.

Dans d'autres domaines, les plus jeunes se déclarent même plus moralistes que leurs aînés. Ainsi 75 % des ados trouvent-ils agaçant de « voir les gens jeter l'argent par la fenêtre ». Ils sont seulement 66 % entre 50 et 65 ans à être d'accord avec cette appréciation et 63 % après 65 ans...

Sur de grands thèmes de société, il n'est pas rare que les générations se retrouvent. C'est le cas pour la protection de l'environnement. 61 % des Français se déclarent très préoccupés par la dégradation de la planète, une proportion qui ne varie pas de manière significative entre les générations. De même, la philosophie hédoniste qui prévaut aujourd'hui dans la société française est-elle largement consensuelle. 81 % des Français pensent que « dans la vie, le plus important, c'est de se faire plaisir ». Une proportion qui atteint 86 % chez les 15-17 ans et 73 % chez les 50 ans et plus. L'enthousiasme des plus jeunes ne doit pas dissimuler ce fait massif : le principe de plaisir est aujourd'hui la chose au monde la mieux partagée.

## Des générations qui se fréquentent et s'entraident

Cette convergence s'observe également dans les relations au quotidien. De fait, les générations s'entraident. Les grands parents aident de plus en plus. Par ordre décroissant : aide financière (38 %), achat de vêtements (32 %), cuisine (28 %) hébergement (18 %), etc. Les petits-enfants sont bien entourés. Le succès de sites tels que cyberpapy.com qui mettent en relation des seniors et des jeunes l'illustre bien. Ces « papys » et « mamy » bénévoles se mettent au service des enfants et les aident à faire leurs devoirs. Cette entraide se retrouve naturellement chez les aînés vis-à-vis de leur progéniture. Fait nouveau : cela se passe de plus en plus tard. L'étude confirme qu'un quart des 28-30 ans continue à recevoir de l'argent des parents. Autre type d'entraide, l'hébergement : 10 % des jeunes de 29 ans vivent chez leurs parents dans la semaine. 49 % des jeunes habitant chez leurs parents le font car ils n'ont pas les moyens d'avoir leur propre toit mais 41 % d'entre eux déclarent que le bien-être chez papa-maman motive leur choix. Les jeunes ont de plus en plus de mal à couper le cordon : 56 % des 28-30 ans qui habitent toujours chez leurs parents ont choisi cette solution parce qu'ils se sentent bien chez eux...

En outre, les générations se fréquentent, et ce de plus en plus, comme en témoigne la fréquence de visite familiale. En visitant un membre de leur famille au moins une fois par semaine et pour environ 85 % des personnes interrogées (du lycéen au retraité) en ayant, au moins une fois par semaine, un contact par téléphone, mail ou courrier avec un membre de leur famille, la proximité entre les générations est un fait bien réel.

### **Convergence des générations**

En résumé, ces générations entretiennent une grande complicité et adhèrent à des valeurs convergentes. On a assisté au cours des dernières décennies à un rapprochement des générations qui rend hypothétique le déclenchement des hostilités...Même s'il est vrai que les raisons objectives ne manquent pas (financement des retraites, baisse significative du niveau de vie au même âge, difficultés d'intégration au sein du monde du travail...), la tendance est plutôt à l'entente solidaire plutôt qu'à la « guerre ». Une étude récente de l'Insee confirmait que les donations des parents vers leurs enfants ne cessaient d'augmenter. Plutôt qu'à un conflit, c'est à l'émergence de nouvelles formes de solidarités qu'on assiste. L'augmentation constante de l'espérance de vie devrait d'ailleurs favoriser dans les années qui viennent de nombreuses innovations dans les relations intergénérationnelles. Le champ prometteur des services à la personne devrait se faire dans plusieurs sens et pas dans un seul comme souvent annoncé...

#### **Fiche Technique**

Dans cette étude, 4500 personnes âgées de 15 à 75 ans, représentatives de la population française, ont été interrogées. Chaque individu a pris le temps de répondre à plus de 45 pages de questions ayant trait à ses valeurs, à son mode de vie, à ses comportements de consommation, à ses attitudes alimentaires, à sa santé, à ses loisirs, à son degré de mobilité, etc. L'étude comportait un volet spécifique sur les relations entre les générations et sur les liens familiaux.

## La rentrée vue par l'ensemble des Français

- Le mois de septembre est pour les enfants le mois de la rentrée des classes. Vous-même, indépendamment de la rentrée scolaire, avez-vous personnellement le sentiment de vivre une rentrée au mois de septembre...?

En %	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
<b>Oui</b>	62	75
Oui, tout à fait	36	49
Oui, plutôt	26	26
<b>Non</b>	37	25
Non, plutôt pas	9	7
Non, pas du tout	28	18
Ne se prononcent pas	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- En pensant à la rentrée de septembre, de façon générale, êtes-vous...?

En %	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
... plutôt heureux	62	63
... plutôt triste	27	28
Ne se prononcent pas	11	9
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
... plutôt stressé	28	35
... plutôt détendu	67	62
Ne se prononcent pas	5	3
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- Pour vous la rentrée est-ce un moment où vous effectuez... ?

En %	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
... plus d'achats que pendant le reste de l'année	25	46
... moins d'achats que pendant le reste de l'année	4	3
... ni plus ni moins d'achats	70	51
Ne se prononcent pas	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>



- Pour vous la rentrée est-ce un moment financièrement... ?

En %	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
... plus difficile que le reste de l'année	30	42
... moins difficile que le reste de l'année	2	1
... ni plus ni moins difficile que le reste de l'année	67	57
Ne se prononcent pas	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- En prévision de la rentrée, est-ce que vous...?

	%	Ensemble des Français		
		Oui	Non	Ne se prononcent pas
... préparez un budget en prévoyant une somme maximale à dépenser	100	22	77	1
... économisez de l'argent	100	21	78	1
... pensez prendre un crédit	100	3	97	-

	%	Parents d'enfants scolarisés		
		Oui	Non	Ne se prononcent pas
... préparez un budget en prévoyant une somme maximale à dépenser	100	25	74	1
... économisez de l'argent	100	22	78	-
... pensez prendre un crédit	100	2	98	-

- La rentrée, est-ce l'occasion pour vous de...?

	%	Ensemble des Français		
		Oui	Non	NSPP
... s'organiser mieux de façon générale	100	47	52	1
... prendre de bonnes résolutions	100	47	52	1
... prévoir de passer plus de temps en famille	100	39	61	-
... se remettre à faire du sport	100	36	64	-
... penser aller voir plus souvent vos amis	100	32	68	-
... faire plus attention à votre alimentation	100	32	68	-
... penser à changer de travail	100	12	87	1

	%	Parents d'enfants scolarisés		
		Oui	Non	NSPP
... s'organiser mieux de façon générale	100	50	49	1
... prendre de bonnes résolutions	100	43	57	-
... prévoir de passer plus de temps en famille	100	39	61	-
... se remettre à faire du sport	100	39	61	-
... penser aller voir plus souvent vos amis	100	23	77	-
... faire plus attention à votre alimentation	100	28	72	-
... penser à changer de travail	100	13	87	-

- Cette année, à la rentrée de septembre 2007, allez-vous...?

	%	Ensemble des Français						NSPP
		Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	
... acheter des vêtements, des chaussures	100	<b>60</b>	33	27	<b>39</b>	15	24	<b>1</b>
... acheter des livres, des CD, des DVD	100	<b>49</b>	25	24	<b>50</b>	19	31	<b>1</b>
... vous inscrire ou inscrire quelqu'un de votre foyer à des activités culturelles ou sportives	100	<b>49</b>	35	14	<b>51</b>	14	37	-
... souscrire des abonnements à des magazines, journaux	100	<b>18</b>	10	8	<b>82</b>	23	59	-
... acheter un ordinateur pour le foyer	100	<b>8</b>	4	4	<b>92</b>	14	78	-

	%	Parents d'enfants scolarisés						
		Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSPP
... vous inscrire ou inscrire quelqu'un de votre foyer à des activités culturelles ou sportives	100	78	63	15	22	7	15	-
... acheter des vêtements, des chaussures	100	75	52	23	24	12	12	1
... acheter des livres, des CD, des DVD	100	53	31	22	46	23	23	1
... souscrire des abonnements à des magazines, journaux	100	22	13	9	78	25	53	-
... acheter un ordinateur pour le foyer	100	8	5	3	92	13	79	-

### Budget moyen consacré à la rentrée du foyer (hors scolaire)

<i>(Réponses données en euros)</i>	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
A l'ordinateur pour le foyer	967	967
Aux vêtements, aux chaussures	320	306
Aux inscriptions à des activités	293	298
Aux livres, CD, DVD (hors livres scolaires)	133	119
Aux abonnements à des magazines, journaux	111	76

### Budget global consacré à la rentrée du foyer (hors scolaire)

En %	Ensemble des Français	Parents d'enfants scolarisés
Aucun budget	19	6
De 1 à moins de 100	6	1
De 100 à moins de 150	5	5
De 150 à moins de 200	6	7
De 200 à moins de 300	11	12
De 300 à moins de 400	9	11
De 400 à moins de 600	12	18
De 600 à moins de 1 000	10	17
1 000 et plus	12	13
Ne se prononcent pas	10	10
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<i>Moyenne</i>	<i>588</i>	<i>632</i>
<i>Ecart-type</i>	<i>786</i>	<i>809</i>
<i>Médiane</i>	<i>348</i>	<i>442</i>

### Focus sur la rentrée vue par les parents

- La rentrée scolaire de cet enfant, est-elle pour vous...?

*Pour chaque enfant, la gestion de la rentrée est différente (le stress que cela occasionne par exemple). Nous avons donc fait choisir aux parents un enfant de façon aléatoire pour que le recueil de l'information soit plus précis et puisse être associé à des caractéristiques précises.*

En %	Parents d'enfants scolarisés
<b>Stressante</b>	<b>29</b>
... très stressante	7
... plutôt stressante	22
<b>Pas stressante</b>	<b>71</b>
... plutôt pas stressante	16
... pas du tout stressante	55
Ne se prononcent pas	-
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Selon vous, cet enfant sera-t-il très heureux, plutôt heureux, plutôt malheureux ou très malheureux de rentrer à l'école (ou l'université) en septembre (ou en octobre) ?

*Pour chaque enfant, la gestion de la rentrée est différente (le stress que cela occasionne par exemple). Nous avons donc fait choisir aux parents un enfant de façon aléatoire pour que le recueil de l'information soit plus précis et puisse être associé à des caractéristiques précises.*

En %	Parents d'enfants scolarisés
<b>Heureux</b>	<b>90</b>
Très heureux	39
Plutôt heureux	51
<b>Pas heureux</b>	<b>9</b>
Plutôt pas heureux	8
Pas du tout heureux	1
Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- Pour la rentrée scolaire, votre enfant demande-t-il souvent, de temps en temps, rarement, jamais de lui acheter des vêtements ou accessoires de marques ?

*Pour chaque enfant, la gestion de la rentrée est différente (le stress que cela occasionne par exemple). Nous avons donc fait choisir aux parents un enfant de façon aléatoire pour que le recueil de l'information soit plus précis et puisse être associé à des caractéristiques précises.*

En %	Parents d'enfants scolarisés
<b>Souvent / De temps en temps</b>	<b>38</b>
Souvent	16
De temps en temps	22
<b>Rarement / Jamais</b>	<b>61</b>
Rarement	21
Jamais	40
Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- En général, comment se passe le choix final des vêtements et des chaussures pour la rentrée ?

*Pour chaque enfant, la gestion de la rentrée est différente (le stress que cela occasionne par exemple). Nous avons donc fait choisir aux parents un enfant de façon aléatoire pour que le recueil de l'information soit plus précis et puisse être associé à des caractéristiques précises.*

En %	Parents d'enfants scolarisés
C'est votre enfant qui choisit ce qu'il a envie d'acheter	26
C'est vous qui choisissez	22
Vous arrivez à un compromis avec votre enfant	51
Ne se prononcent pas	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- En général, comment se passe le choix final des fournitures scolaires ?

*Pour chaque enfant, la gestion de la rentrée est différente (le stress que cela occasionne par exemple). Nous avons donc fait choisir aux parents un enfant de façon aléatoire pour que le recueil de l'information soit plus précis et puisse être associé à des caractéristiques précises.*

En %	Parents d'enfants scolarisés
C'est votre enfant qui choisit les fournitures qu'il a envie d'acheter	22
C'est vous qui choisissez les fournitures	28
Vous arrivez à un compromis avec votre enfant	47
Ne se prononcent pas	3
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

- En pensant maintenant à l'ensemble du budget de rentrée scolaire pour tous vos enfants scolarisés, allez-vous cette année en septembre 2007...?

	%	Parents d'enfants scolarisés						
		Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSPP
... acheter des chaussures pour la rentrée de vos enfants	100	78	57	21	21	7	14	1
... acheter des vêtements pour la rentrée de vos enfants	100	78	54	24	22	9	13	-
... acheter des fournitures scolaires en dehors du cartable ou sac à dos	100	78	60	18	22	6	16	-
... acheter un ou plusieurs cartables ou sacs à dos	100	55	37	18	45	10	35	-
... acheter des livres scolaires	100	53	38	15	46	14	32	1
... louer ou acheter une chambre ou un logement pour que vos enfants se logent là où ils étudient	100	9	7	2	91	4	87	-
... acheter un ou plusieurs téléphones portables pour vos enfants	100	6	4	2	94	5	89	-
... acheter un ou plusieurs ordinateurs pour vos enfants	100	6	4	2	94	6	88	-
... acheter un véhicule pour que vos enfants se déplacent pendant cette nouvelle année scolaire	100	2	1	1	98	9	89	-

#### Budget moyen consacré à la rentrée des enfants scolarisés (par foyer)

	Réponses données en euros
Aux véhicules pour vos enfants	5 402
Aux ordinateurs pour vos enfants	806
Au logement pour vos enfants	405
Aux vêtements pour la rentrée de vos enfants	204
Aux fournitures scolaires en dehors du cartable ou sacs à dos	128
Aux livres scolaires	127
Aux chaussures pour la rentrée de vos enfants	113
Aux téléphones portables pour vos enfants	64
Aux cartables ou sacs à dos	62

### Budget moyen consacré à la rentrée des enfants scolarisés (par enfant)

	Réponses données en euros
Aux vêtements pour la rentrée de vos enfants	126
Aux livres scolaires	85
Aux fournitures scolaires en dehors du cartable ou sacs à dos	75
Aux chaussures pour la rentrée de vos enfants	67
Aux cartables ou sacs à dos	38
Aux téléphones portables pour vos enfants	37

*Nous ne renseignons pas le budget moyen des parents par enfant pour les véhicules, ordinateurs ou logement, car il s'agit de biens à fort engagement financier, utilisables à plusieurs ou qui ne concerne a priori qu'un seul enfant.*

### Budget global pour la rentrée scolaire des enfants (par foyer)

En %	Parents d'enfants scolarisés
Aucun budget	4
De 1 à moins de 100	6
De 100 à moins de 150	7
De 150 à moins de 200	8
De 200 à moins de 300	14
De 300 à moins de 400	10
De 400 à moins de 600	17
De 600 à moins de 1 000	15
1 000 et plus	10
Ne se prononcent pas	9
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<i>Moyenne</i>	<i>603</i>
<i>Ecart-type</i>	<i>1188</i>
<i>Médiane</i>	<i>383</i>

### Budget global pour la rentrée scolaire (par enfant)

En %	Parents d'enfants scolarisés
Aucun budget	4
De 1 à moins de 100	15
De 100 à moins de 150	12
De 150 à moins de 200	11
De 200 à moins de 300	19
De 300 à moins de 400	9
De 400 à moins de 600	10
De 600 à moins de 1 000	7
1 000 et plus	4
Ne se prononcent pas	9
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<i>Moyenne</i>	<i>368</i>
<i>Ecart-type</i>	<i>795</i>
<i>Médiane</i>	<i>225</i>

#### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / LCL réalisé par téléphone au domicile des personnes interviewées les 10 et 11 juillet 2007, auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération. Un sur-échantillon de 152 parents d'enfants scolarisés a été interrogé afin de disposer au total de 475 interviews de parents d'enfants scolarisés.



## Des Français de plus en plus nombreux à accepter de dépenser plus pour leur santé

Le financement des dépenses de santé est un enjeu crucial et sensible parce qu'il impose d'arbitrer entre l'exigence de la santé et celle du pouvoir d'achat, et parce qu'il nécessite des choix sur la nature de financement. Dans cette perspective, et face aux débats actuels concernant l'avenir du financement du système de santé, cette deuxième livraison du baromètre LH2-AG2R révèle :

- L'importance confirmée de la santé pour les Français ;
- L'attachement croissant des Français à leur système de soins ;
- L'existence d'une proportion croissante de Français, prêts à accroître leurs dépenses de santé.

## L'affirmation de la santé comme enjeu central pour les Français

Les Français estiment que la santé constitue l'un des facteurs les plus essentiels pour leur qualité de vie : 71 % d'entre eux (soit une progression de 2 points par rapport au mois de septembre 2006) déclarent que cette dernière est associée à une longue vie en bonne santé. Les considérations matérielles ne sont citées que dans un second temps (57 % concernant les ressources financières, + 1) de même que la qualité de l'environnement (38 %, + 2). L'âge constitue la variable essentielle sur ce registre : plus il est avancé et plus la santé est considérée comme prioritaire (87 % pour les 65 ans et plus, contre 54 % pour les 18-24 ans).

Cette préoccupation pour la santé est encore confirmée lorsque l'on recentre sur les 18-65 ans la question des peurs liées à la vieillesse : 61 % des interviewés, soit une large majorité, déclare craindre d'abord une maladie pouvant conduire à un état de dépendance, devant les problèmes financiers (13 % concernant le niveau de revenu, et également 13 % concernant le manque d'argent pour se soigner) mais aussi devant la solitude (10 %). Et, ici encore, les plus âgés sont plus catégoriques (71 % des 50-64 ans citent la peur de la dépendance, contre 51 % des 18-24 ans).

Enfin, pour 74 % de personnes interrogées, la santé découle principalement du mode de vie tandis que 24 % la font prioritairement dépendre de la médecine et de ses progrès. Le principe « mieux vaut prévenir que guérir » est consacré ; et très logiquement les plus âgés se démarquent en mettant davantage l'accent sur les moyens de guérison, *via* la médecine alors que les plus jeunes accordent particulièrement d'importance aux modes de prévention (84 % des 18-24 ans contre 69 % des 65 ans et plus font du mode de vie le premier garant de l'état de santé).

L'attachement des Français à la santé a pour corollaire le satisfecit qu'ils adressent au système de soins. Le sentiment que ce dernier est meilleur en France que dans d'autres pays, déjà très important en octobre 2006, s'est encore accentué depuis (86 %, +3). Et si la détérioration du système de soins français se fait sentir auprès d'une majorité de Français, sa perception est cependant en assez net reflux (61 %, - 5). Plus précisément, cette détérioration est perçue différemment selon, non plus la tranche d'âge, mais la catégorie sociale. Ainsi, les cadres sont minoritaires (49 %) à estimer que la qualité des soins se détériore, alors que les deux tiers des catégories modestes appuient cette idée. De même, les Franciliens sont moins critiques que les habitants des autres régions (51 % contre 63 %).

## Une proportion croissante de Français, prêts à augmenter leurs dépenses de santé

Dans ce double contexte, les Français sont désormais majoritairement prêts à prendre personnellement plus en charge certains soins médicaux (57 %), et dans une proportion en forte augmentation par rapport à septembre 2006 (50 %).

Cependant, cette évolution ne signifie pas que les Français souhaitent désormais l'abandon de notre système de santé, au profit d'une individualisation des dépenses de santé :

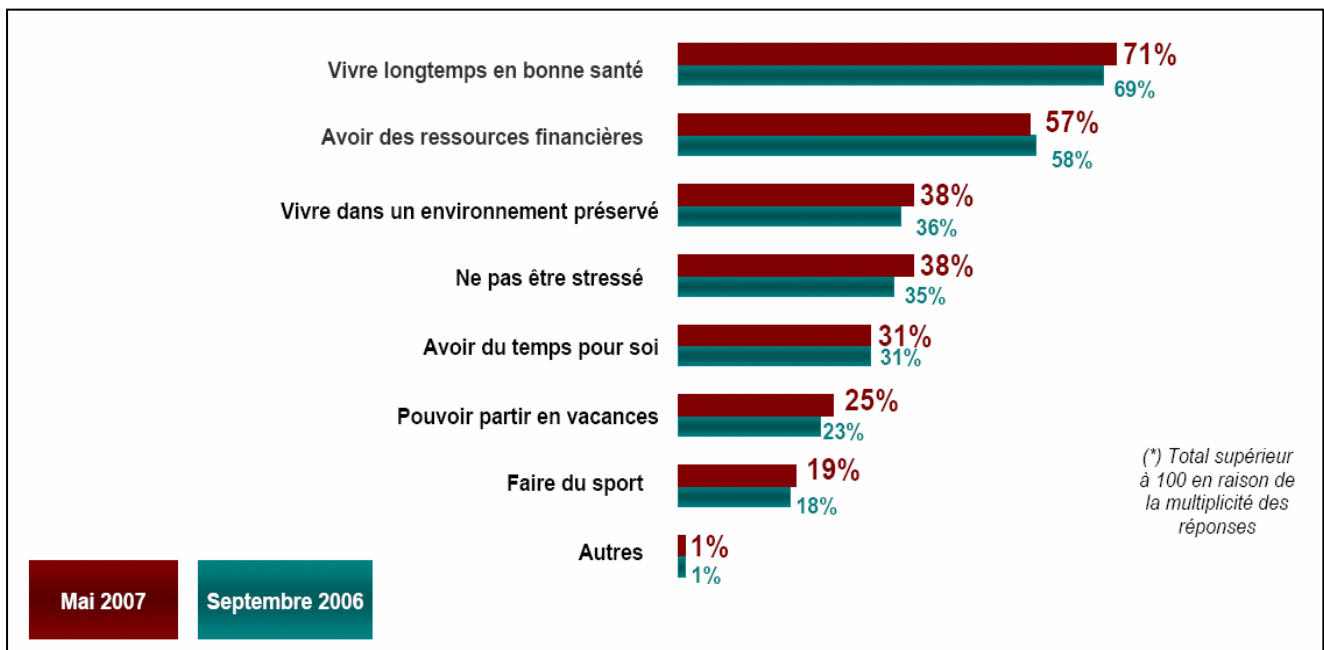
- Une majorité d'interviewés se déclarent prêts à augmenter leur contribution financière, mais pour un système de soins accessible à tous (51 %, soit une progression de 6 points par rapport au mois de septembre 2006) ;
- Le mode de financement privilégié demeure l'augmentation des cotisations sociales (41 %) ; néanmoins cette solution apparaît désormais en repli (- 4 points par rapport à septembre 2006), alors que l'augmentation des cotisations de la complémentaire santé est en légère progression (27 %, + 2 points), ainsi que l'augmentation du reste-à-charge (19 %, + 2 points également).

Sur le fond, cette acceptation croissante d'une augmentation des dépenses de santé ne s'explique pas uniquement par la prépondérance accordée à la santé, ou par l'attachement croissant au système de soins à la française, mais également par le sentiment d'une baisse relative des dépenses de santé au cours des derniers mois : un Français sur deux estime désormais que les dépenses de santé occupent une place importante dans la vie quotidienne, contre 56 % en septembre.

Enfin, très concrètement, les Français sont prêts à dépenser davantage pour des problèmes de vue (69 %) ou des problèmes dentaires (65 %) mais leur proportion baisse fortement (respectivement de 7 et de 12 points). Les Français s'orientent apparemment donc vers une priorisation des dépenses, distinguant de plus en plus celles, essentielles, de celles, plus secondaires. Dans un contexte de prise de conscience des déficits publics et de vieillissement de la population, on assiste à une certaine mobilisation en faveur du système de santé auquel les Français sont très attachés tandis que la santé apparaît comme plus sacralisée que jamais.

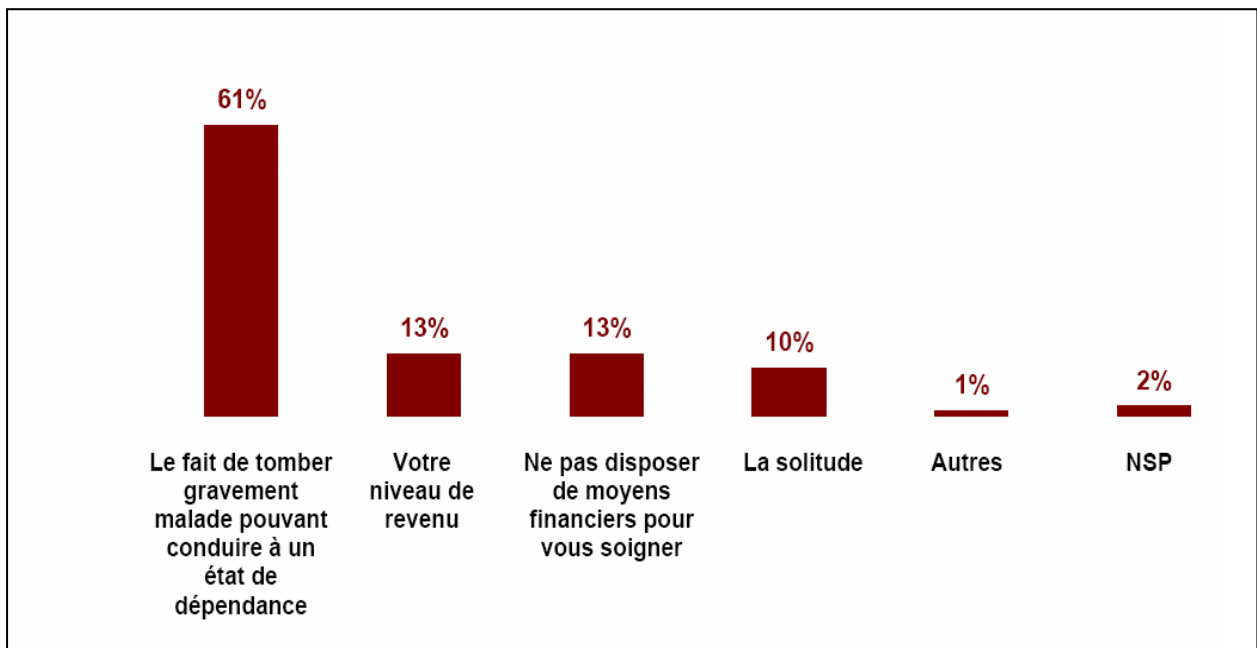
### Santé et qualité de vie

- D'après vous, avoir une bonne qualité de vie, c'est d'abord...



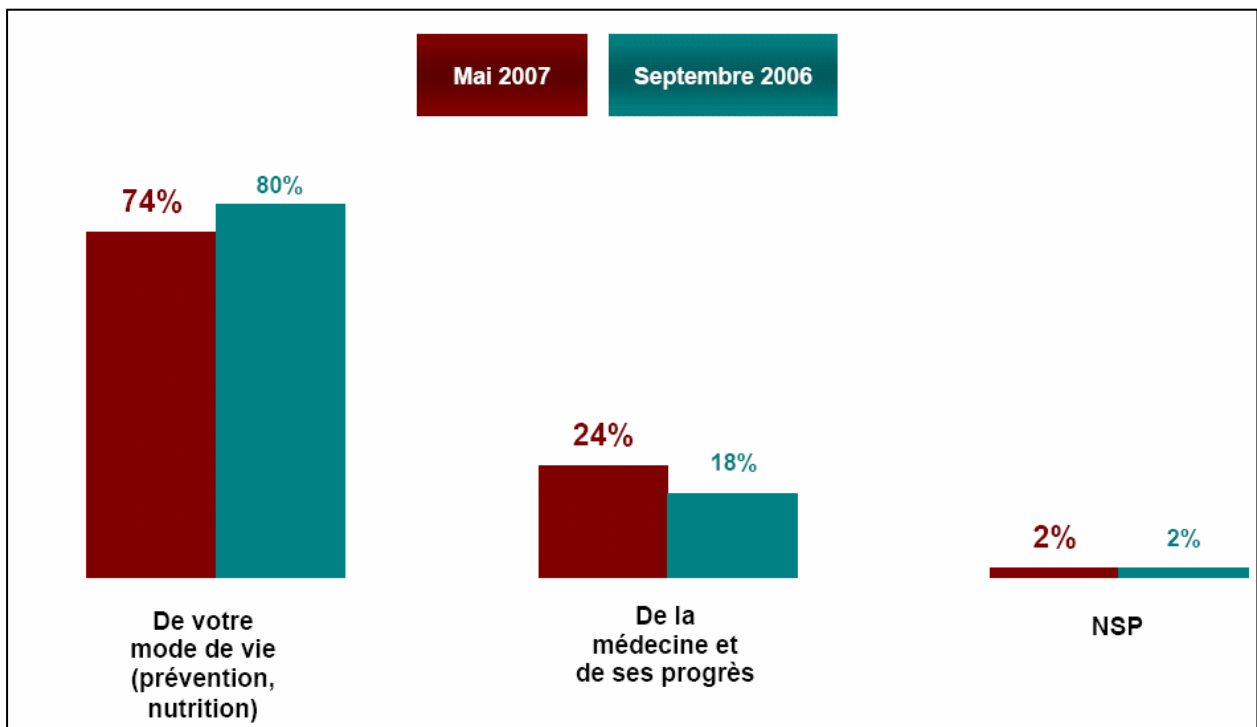
### Les préoccupations liées à la vieillesse

- En pensant à votre situation personnelle quand vous serez âgé, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?



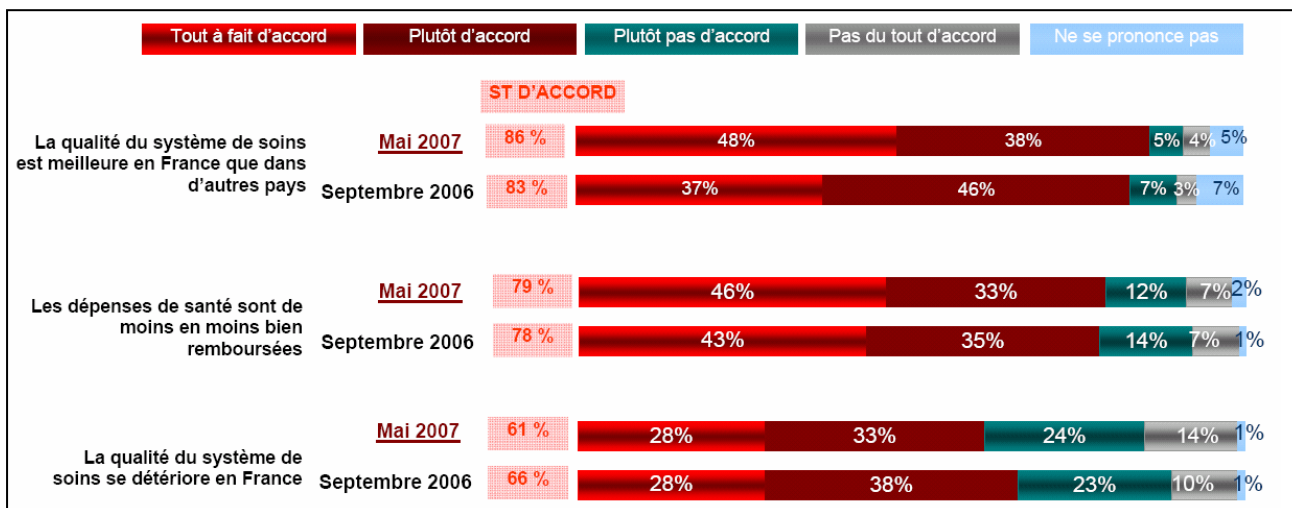
### Les facteurs de la santé

- Pensez-vous que votre santé dépend principalement...



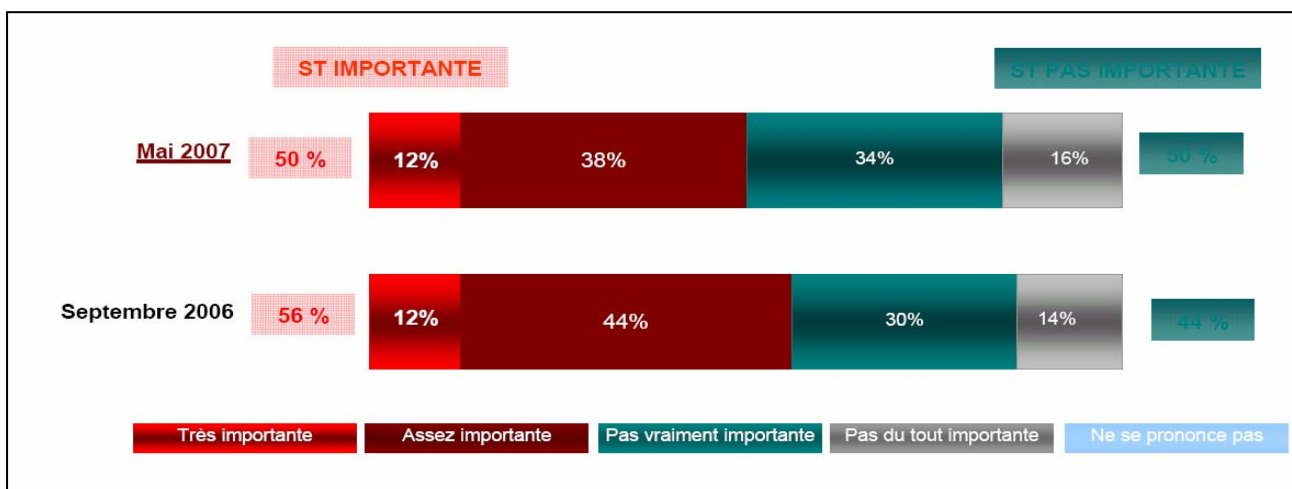
## Qualité du système de soins en France

- Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des opinions suivantes ?



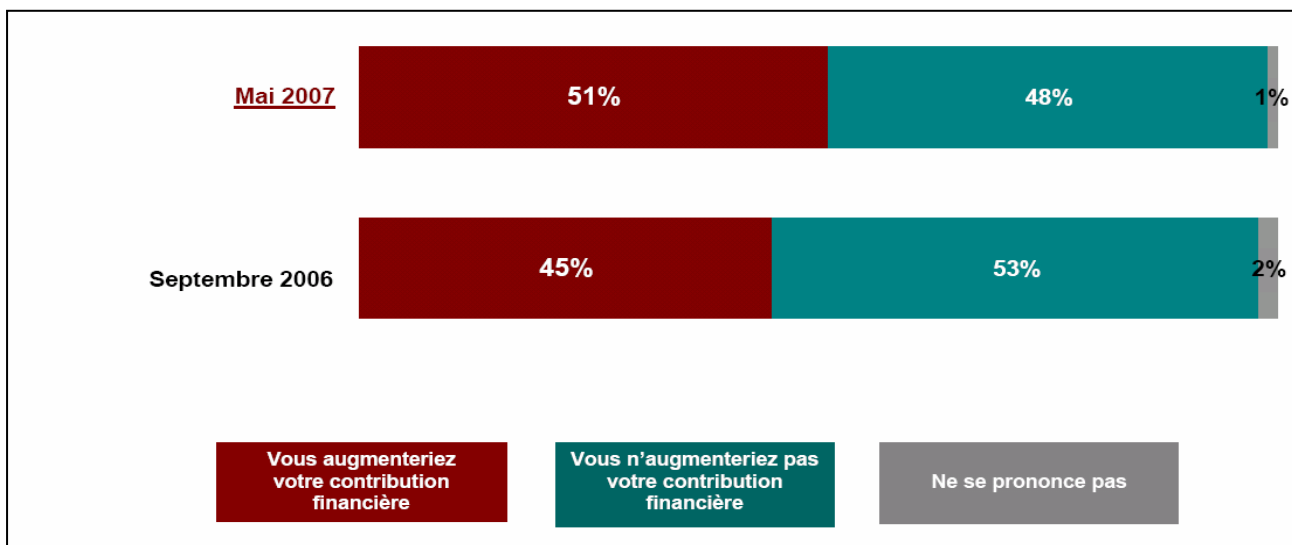
## Le coût des soins

- Par rapport à l'ensemble de vos dépenses de la vie quotidienne, diriez-vous que les dépenses de santé occupent aujourd'hui une place...



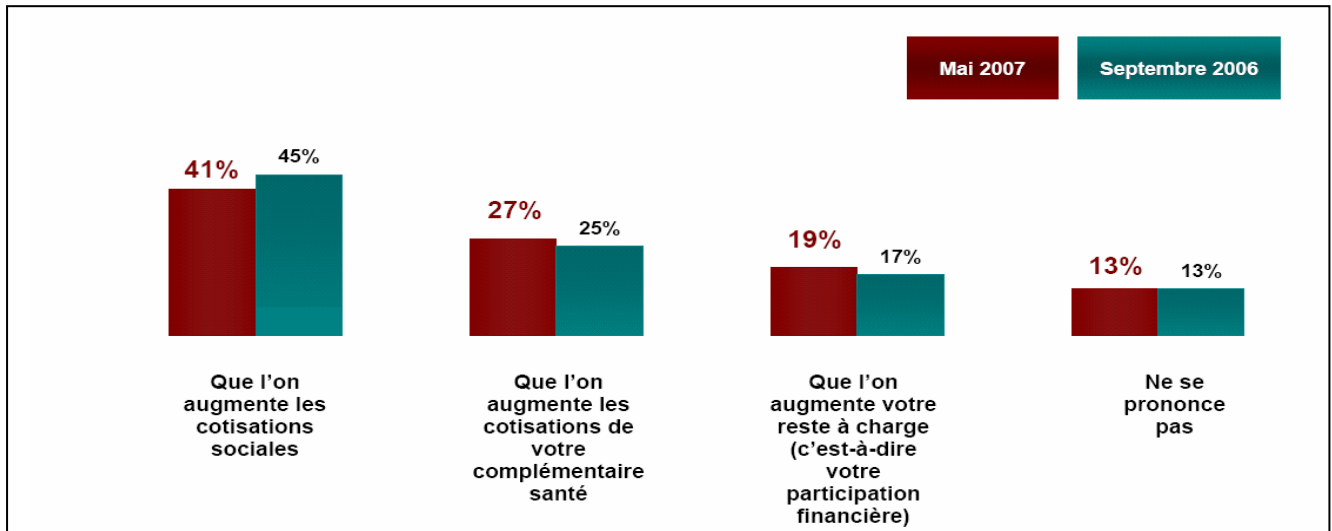
## Accessibilité des soins et dépenses financières

- Pour un système de soins accessible à tous, est-ce que... ?



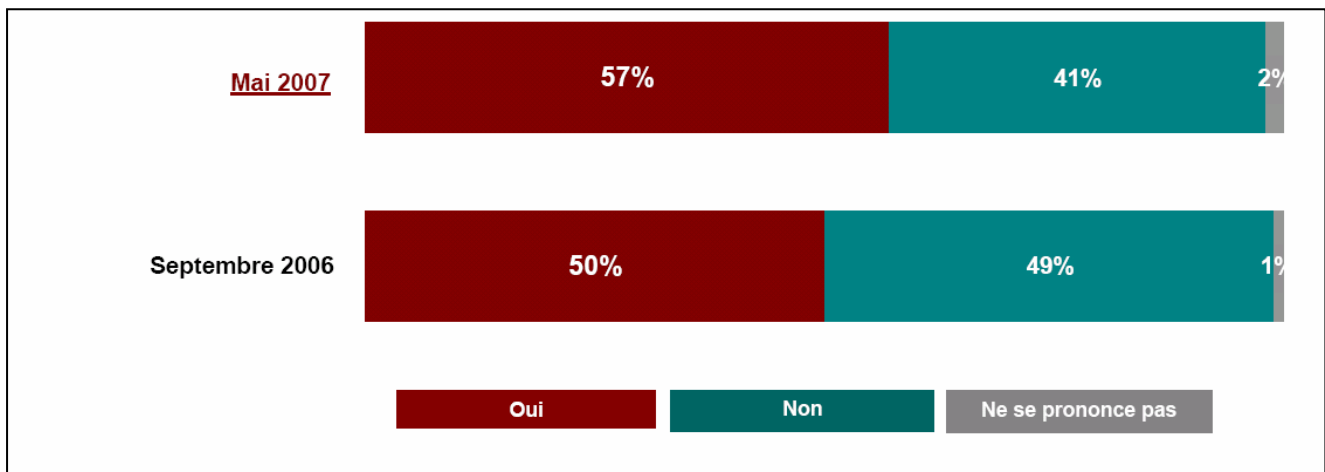
## Cotisations sociales, complémentaires et reste-à-charge

- A l'avenir, pour financer vos dépenses de santé, préférez-vous :



## L'augmentation des dépenses de santé

- Etes-vous prêt à prendre personnellement plus en charge certains soins médicaux ?



### Fiche Technique

Sondage réalisé par l'institut LH2 pour AG2R Prévoyance - Dates de réalisation : les 25 et 26 mai 2007. Sondage réalisé par téléphone, auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, région de résidence et catégorie d'agglomération de résidence.

## Adhésion à différentes propositions de réforme des institutions

- Pour chacune des propositions suivantes dites-moi si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, pas vraiment favorable ou pas favorable du tout ?

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	S/T Favorable	Pas vraiment favorable	Pas favorable du tout	S/T Défavorable	(NSP)
Donner davantage de possibilités au Parlement de contrôler les textes issus des institutions européennes	31	50	81	7	7	14	5
<i>Sympathisants de gauche</i>	33	48	81	11	5	16	3
<i>Sympathisants de droite</i>	32	53	85	6	7	13	2
La possibilité pour le Président de la République de venir parler devant le Parlement	33	48	81	6	9	15	4
<i>Sympathisants de gauche</i>	25	47	72	12	15	27	1
<i>Sympathisants de droite</i>	38	51	89	4	5	9	2
Créer un organisme de contrôle parlementaire chargé de contrôler l'exécution des politiques publiques	31	48	79	8	8	16	5
<i>Sympathisants de gauche</i>	30	51	81	7	8	15	4
<i>Sympathisants de droite</i>	32	49	81	9	8	17	2
L'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives	28	49	77	8	8	16	7
<i>Sympathisants de gauche</i>	31	48	79	6	9	15	6
<i>Sympathisants de droite</i>	27	51	78	11	7	18	4
Donner au Parlement un droit de contrôle sur les nominations faites par le Président de la République	30	47	77	9	9	18	5
<i>Sympathisants de gauche</i>	34	49	83	7	7	14	3
<i>Sympathisants de droite</i>	29	47	76	11	10	21	3
Le recours à un « droit de pétition » des citoyens qui permettrait de réexaminer un texte déjà adopté par l'Assemblée Nationale	31	42	73	11	12	23	4
<i>Sympathisants de gauche</i>	39	41	80	10	7	17	3
<i>Sympathisants de droite</i>	24	43	67	13	17	30	3

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	S/T Favorable	Pas vraiment favorable	Pas favorable du tout	S/T Défavorable	(NSP)
Garantir à l'opposition parlementaire la possibilité d'occuper davantage de postes dans les commissions parlementaires	22	49	71	12	11	23	6
<i>Sympathisants de gauche</i>	30	50	80	7	9	16	4
<i>Sympathisants de droite</i>	19	50	69	16	10	26	5
Limiter la possibilité d'exercer la fonction présidentielle à deux quinquennats	33	37	70	11	15	26	4
<i>Sympathisants de gauche</i>	34	37	71	11	16	27	2
<i>Sympathisants de droite</i>	33	38	71	13	14	27	2
Le référendum d'initiative populaire, qui pourrait être demandé par 500 000 signatures de citoyens	23	45	68	12	14	26	6
<i>Sympathisants de gauche</i>	28	50	78	8	9	16	5
<i>Sympathisants de droite</i>	20	44	64	16	16	32	4
La saisine directe du Conseil constitutionnel par les citoyens	17	47	64	12	13	25	11
<i>Sympathisants de gauche</i>	23	48	71	11	9	20	9
<i>Sympathisants de droite</i>	15	46	61	13	16	29	10
Obliger les fonctionnaires à démissionner de la fonction publique quand ils sont élus pour un deuxième mandat	24	36	60	17	17	34	6
<i>Sympathisants de gauche</i>	24	34	58	15	21	36	6
<i>Sympathisants de droite</i>	25	37	62	19	15	34	4

### Perception de la répartition du rôle entre Nicolas Sarkozy et François Fillon

- Vous personnellement, la répartition des rôles entre Nicolas Sarkozy et François Fillon vous semble-t-elle plutôt bonne ou pas vraiment bonne ?

	Ensemble	Sympathisants de	
		gauche	droite
Plutôt bonne	55	36	70
Pas vraiment bonne	35	56	24
(NSP)	10	8	6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- Etes-vous satisfait ou pas satisfait de la manière dont Nicolas Sarkozy exerce la fonction présidentielle ?

	Ensemble	Sympathisants de	
		gauche	droite
Tout à fait satisfait	26	9	37
Assez satisfait	42	37	46
<i>S/T Satisfait</i>	<i>68</i>	<i>46</i>	<i>83</i>
Pas vraiment satisfait	14	27	7
Pas satisfait du tout	13	23	7
<i>S/T Pas satisfait</i>	<i>27</i>	<i>50</i>	<i>14</i>
(NSP)	5	4	3
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Parlement ou citoyens : à qui accorder prioritairement de nouveaux pouvoirs

- Entre les deux directions suivantes, quelle est selon vous la priorité ?

	Ensemble	Sympathisants de	
		gauche	droite
Accorder de nouveaux pouvoirs pour les citoyens	66	79	59
Accorder de nouveaux pouvoirs pour le Parlement	28	18	36
(NSP)	6	3	5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## Préférence quant au rôle du Président de la république

- Préférez-vous...

	Ensemble	Sympathisants de	
		gauche	droite
<b>Un Président de la République qui fixe les grandes orientations et prend la responsabilité de s'impliquer dans l'action</b>	64	53	74
<b>Un Président de la République qui fixe les grandes orientations et qui se considère avant tout comme un arbitre</b>	31	43	24
<b>(NSP)</b>	5	4	2
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Fiche technique

Sondage réalisé par l'Institut BVA par téléphone les 6, 7 et 9 juillet 2007 auprès d'un échantillon de 950 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par régions et catégories d'agglomération.



# L'opinion des Français sur le travail après 65 ans

CSA – Août 2007

*Le Parisien/Aujourd'hui en France*

- Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à ce qu'un salarié puisse travailler après 65 ans s'il le souhaite ?

	Ensemble des Français %
<b>Favorable</b> .....	<b>63</b>
Tout à fait favorable .....	26
Plutôt favorable .....	37
<b>Pas favorable</b> .....	<b>36</b>
Plutôt pas favorable .....	10
Pas favorable du tout .....	26
- Ne se prononcent pas .....	1
<b>Total</b> .....	<b>100</b>

	Catégorie socio-professionnelle			Statut		Sympathie partisane		
	Ouvrier %	Employés %	Cadre et profession libérale %	Secteur public %	Secteur privé %	Parti socialiste %	Mouve- ment démocrate %	l'UMP %
<b>Favorable</b> .....	<b>56</b>	<b>53</b>	<b>82</b>	<b>55</b>	<b>63</b>	<b>48</b>	<b>64</b>	<b>82</b>
Tout à fait favorable .....	25	18	42	14	27	15	26	38
Plutôt favorable .....	31	35	40	41	36	33	38	44
<b>Pas favorable</b> .....	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>18</b>	<b>44</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>36</b>	<b>18</b>
Plutôt pas favorable .....	9	10	9	12	8	12	11	4
Pas favorable du tout .....	34	35	9	32	27	39	25	14
- Ne se prononcent pas .....	1	2	-	1	2	1	-	-
<b>Total</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Le Parisien / Aujourd'hui en France réalisé par téléphone les 1er et 2 août 2007. Echantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

## Le rapport au travail

- Selon vous, parmi les mots suivants, quels sont ceux qui décrivent le mieux la façon dont la plupart des gens vivent leur travail aujourd'hui ? (1)

	Ensemble des Français	Ensemble des actifs
Stress	75	78
Intérêt	39	43
Corvée	28	30
Ennui	18	19
Plaisir	18	20
Souffrance	16	16
Dynamisme	16	19
Sans opinion	2	1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

## Les problèmes liés au travail

- Parmi les problèmes suivants, quels sont les trois qui vous semblent aujourd'hui les plus difficile à supporter dans le travail ?

	Ensemble des Français	Ensemble des actifs
L'incertitude face à l'avenir professionnel	54	53
Le manque de reconnaissance	45	49
La surcharge de travail	36	38
Les conditions de travail	36	36
Les relations avec la hiérarchie	27	28
Les changements fréquents de façon de travailler	18	17
Le manque d'intérêt	13	14
Les relations avec les collègues	12	11
Les responsabilités trop lourdes	9	10
Les relations avec les clients	6	8
Sans opinion	4	2

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

### L'évolution des conditions de travail en France

- Par rapport à il y a quelques années, diriez-vous qu'en France, en ce qui concerne les conditions de travail, les choses se sont nettement améliorées, plutôt améliorées, plutôt dégradées ou nettement dégradées ?

	<b>Ensemble des Français</b>	Ensemble des actifs
Nettement améliorées	4	4
Plutôt améliorées	28	30
<b>ST Amélioration</b>	<b>32</b>	<b>34</b>
Plutôt dégradées	44	44
Nettement dégradées	17	14
<b>ST Dégradation</b>	<b>61</b>	<b>58</b>
Sans opinion	7	8

### L'évolution du stress au travail

- Toujours par rapport à il y a quelques années, avez-vous le sentiment que dans votre entourage, au travail, les gens souffrent du stress :

	<b>Ensemble des Français</b>	Ensemble des actifs
Beaucoup plus	53	53
Un peu plus	38	39
Un peu moins	5	5
Beaucoup moins	0	0
Sans opinion	4	3

#### Fiche Technique

Enquête réalisée les 11 et 12 juillet 2007 pour Pèlerin auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Notre étude, réalisée pour Capgemini Consulting, pour la sixième année consécutive, vise à mieux connaître les comportements actuels des Français vis-à-vis de l'e-administration. Les questions portent sur le profil des utilisateurs des sites internet publics, l'attractivité de ces sites, les motivations et les freins à l'usage des e-services, la satisfaction des usagers ainsi que leurs attentes.

## **1 Français sur 2 utilise les services publics en ligne**

Avec un taux de connexion de 56 % en 2007, la France a vu l'utilisation globale d'Internet progresser à un rythme soutenu (+18 % depuis 2003) pour se rapprocher des pays les plus connectés.

Le taux de connexion aux sites de l'administration se stabilise depuis 2 ans à un niveau élevé (75 %). Au total, près d'un Français sur deux ont utilisé les services publics en ligne en 2007.

## **Les sites publics sont parvenus à fidéliser les usagers**

L'éventail des sites publics visités en 2007 est plus diversifié et leurs niveaux de visibilité et d'usage plus élevés : en 2007, seulement 13 % des internautes n'évoquent spontanément aucun des sites du panel (ils étaient 24 % 6 ans auparavant).

Les sites des services sociaux et de l'ANPE conservent leur place en tête du palmarès des sites les plus fréquentés (respectivement 37 % et 36 % de fréquentation). Viennent ensuite les sites des mairies et organismes publics locaux (31 %). Ces sites de service public de proximité comme ceux des préfectures (+ 8 %) ont connu entre 2002 et 2007 les plus fortes hausses de taux de fréquentation.

Avec un taux de « fréquentation régulière » de 28 % (+5 % par rapport à 2006), la France devance la Grande-Bretagne (22 %) et l'Allemagne (10 %). Les sites publics fidélisent : 85 % des usagers prévoient de réutiliser Internet pour effectuer leurs démarches administratives (ce taux élevé est stable depuis 2005). Ils touchent également une audience plus large et plus diversifiée que le public internaute en général.

## **La qualité du service est au coeur de cette fidélisation**

La France a franchi un cap en matière de satisfaction des usagers des services publics en ligne, se positionnant en tête des 3 pays étudiés : 48 % des internautes français sont satisfaits de la quantité de sites publics disponibles sur Internet (42 % en Grande-Bretagne, 23 % en Allemagne). Le taux de satisfaction globale des internautes français dépasse les trois quarts, quel que soit le critère de qualité retenu.

Après 3 ans d'évolution, 80 % des utilisateurs des sites publics en ligne sont toujours satisfaits de la qualité de l'information et de la facilité avec laquelle on peut effectuer les démarches. 78 % apprécient l'étendue des services disponibles et le bon fonctionnement des sites.

La relative insatisfaction des jeunes constatée en 2006 (15% chez les 18-24 ans) baisse : - 4 points sur la qualité de l'information.

## **La bonne gestion de son temps est le premier motif des usagers**

Pour la grande majorité des internautes, Internet règle d'abord et avant tout la question du temps : gains de temps en termes de déplacement (79 %) et de délais postaux (44 %). Internet change le rapport des usagers au service public, réduit certaines contraintes associées à l'administration (horaires, disponibilité) et permet à l'usager de bénéficier d'un fonctionnement « à la carte ».

## **Les sites publics sont perçus désormais comme autant de guichets électroniques**

Plus assidus des services publics sur Internet, plus matures et attentifs à la qualité des services fournis, les Français ont une idée plus précise des domaines dans lesquels l'administration électronique peut leur être utile : 66 % confirment qu'Internet peut rapprocher les services publics des citoyens. L'offre de services peut encore s'améliorer, grâce à Internet, dans certains secteurs : emploi, santé, fiscalité, logement.

L'Internet public est perçu comme un guichet électronique : au-delà de la recherche d'information - principale utilisation pour 44 % des internautes -, les usages plus interactifs, à des fins de prestation, confirment leur percée : impôts en ligne, obtention de formulaires...

La richesse croissante des offres disponibles renforce chez les internautes un comportement de «consommateurs de services publics», sensibles à la qualité du service et à ses évolutions. Le succès d'Internet doit maintenant être complété par le développement d'un contact personnalisé : cela reste une préoccupation majeure et croissante depuis 2004 pour 28 % des internautes. Pour 19 % d'entre eux, elle doit s'accompagner d'un niveau de sécurité et de confidentialité accru des sites publics.

Reste à explorer les solutions à mettre en oeuvre pour personnaliser davantage la relation électronique administration/usager. Solution parmi d'autres, la création d'un compte administratif personnalisé recueille 54 % d'avis favorables, un résultat en baisse de 3 points par rapport à 2003, mais qui reste supérieur à ceux de la Grande-Bretagne (50 %) et de l'Allemagne (33 %).

Qualité, accessibilité (développement des centres d'accès gratuits, formation) et simplification sont les exigences qui doivent accompagner le développement de l'administration électronique, pour plus d'un tiers des interviewés.

#### **Fiche Technique**

Enquête réalisée en face-à-face, pour Captergemini Consulting, les 11 et 12 juillet en France, du 11 au 15 juillet en Grande-Bretagne, du 13 au 16 juillet en Allemagne, auprès d'échantillons représentatifs des populations nationales âgées de 18 ans et plus en France (1000 personnes), en Grande-Bretagne (600 personnes) et en Allemagne (550 personnes). Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage en France ou classe sociale en Grande-Bretagne) et stratification par région (tous pays) et catégorie d'agglomération (France, Allemagne).

# Les Français et la réforme de la fonction publique

SOFRES – Septembre 2007

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi

## L'opinion à l'égard de la fonction publique

- Avez-vous une très bonne, une assez bonne, une assez mauvaise ou une très mauvaise opinion de la fonction publique ?

	%
Très bonne	13
Assez bonne	67
<b>ST Bonne</b>	<b>80</b>
Assez mauvaise	15
Très mauvaise	3
<b>ST Mauvaise</b>	<b>18</b>
Sans opinion	2

## L'opinion à l'égard des fonctionnaires

- Avez-vous une très bonne, une assez bonne, une assez mauvaise ou une très mauvaise opinion des fonctionnaires ?

	%
Très bonne	12
Assez bonne	65
<b>ST Bonne</b>	<b>77</b>
Assez mauvaise	17
Très mauvaise	3
<b>ST Mauvaise</b>	<b>20</b>
Sans opinion	3

## L'importance accordée par le chef de l'État et par le Gouvernement à la réforme de la fonction publique

- D'après ce que vous en savez, la réforme de la fonction publique est pour le chef de l'État et le Gouvernement un sujet :

	%
Prioritaire	20
Très important	36
Important mais sans plus	30
Secondaire	10
Sans opinion	4

## L'image de la fonction publique

Pour chacun des qualificatifs suivants, diriez-vous qu'il s'applique très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal à la fonction publique en général ?

	Très bien	Plutôt bien	ST Bien	Plutôt mal	Très mal	ST Mal	Sans opinion
Utile	29	61	<b>90</b>	7	2	<b>9</b>	1
Compétente	9	68	<b>77</b>	18	2	<b>20</b>	3
Qui répond aux attentes des usagers	8	58	<b>66</b>	29	4	<b>33</b>	1
Lente	18	46	<b>64</b>	26	7	<b>33</b>	3
Qui coûte cher au contribuable	18	43	<b>61</b>	26	8	<b>34</b>	5
Qui bénéficie de privilèges trop nombreux	20	41	<b>61</b>	28	7	<b>35</b>	4
Adaptée au mode de vie des usagers	6	50	<b>56</b>	33	8	<b>41</b>	3
Moderne	8	47	<b>55</b>	36	7	<b>43</b>	2

### Les valeurs associées à la fonction publique

- Pour chacun des mots suivants pouvez-vous me dire s'il correspond très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal à l'idée que vous vous faites de la fonction publique aujourd'hui ?

	Très bien	Plutôt bien	ST Bien	Plutôt mal	Très mal	ST Mal	Sans opinion
Respect de la laïcité	24	59	<b>83</b>	13	2	<b>15</b>	2
Professionnalisme	11	61	<b>72</b>	22	4	<b>26</b>	2
Sens de l'éthique	9	62	<b>71</b>	19	4	<b>23</b>	6
Respect de l'égalité	11	52	<b>63</b>	28	7	<b>35</b>	2
Continuité du service	9	54	<b>63</b>	31	4	<b>35</b>	2
Performance	6	50	<b>56</b>	37	5	<b>42</b>	2
Modernité	8	47	<b>55</b>	40	4	<b>44</b>	1
Faculté d'adaptation	6	45	<b>51</b>	41	6	<b>47</b>	2
Innovation	6	43	<b>49</b>	44	5	<b>49</b>	2
Réactivité	5	43	<b>48</b>	42	7	<b>49</b>	3

### Le degré d'urgence ressenti pour la réforme de la fonction publique

- On parle beaucoup de la réforme de la fonction publique. En ce qui vous concerne personnellement, pensez-vous qu'en France :

	%
Il est urgent de réformer la fonction publique	66
Il n'y a pas d'urgence à réformer la fonction publique	32
Sans opinion	2

### Les mesures prioritaires de la réforme de la fonction publique

- Pour chacun des qualificatifs suivants, diriez-vous qu'il s'applique très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal à la fonction publique en général ? (1)

	Réponse citée en premier		Total des réponses	
	%	Rang	%	Rang
Mieux affecter les effectifs de la fonction publique selon les besoins des différents services	<b>26</b>	1	<b>50</b>	1
Améliorer la gestion du personnel de la fonction publique (formation, mobilité interne...)	<b>11</b>	3	<b>34</b>	2
Fixer des objectifs précis aux différents services de l'État et publier les résultats obtenus	<b>11</b>	3	<b>28</b>	3
Modifier les méthodes de travail dans la fonction publique	<b>13</b>	2	<b>27</b>	4
Mesurer régulièrement la satisfaction des usagers	<b>8</b>	5	<b>27</b>	4
Récompenser financièrement les fonctionnaires selon leurs résultats obtenus	<b>8</b>	5	<b>23</b>	6
Redéfinir les missions de la fonction publique	<b>8</b>	5	<b>21</b>	7
Réduire le nombre de fonctionnaires	<b>8</b>	5	<b>15</b>	8
Fixer des objectifs individuels aux fonctionnaires	<b>4</b>	9	<b>13</b>	9
Aucune (réponse non suggérée)	<b>1</b>		<b>3</b>	
Sans opinion	<b>2</b>		<b>2</b>	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

### Les mesures prioritaires de la réforme de la fonction publique

- Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles, selon vous, qui sont prioritaires pour réformer la fonction publique ? En premier ? Et ensuite ? (1)

	Ensemble		Pensent qu'il est <b>urgent de réformer</b> la fonction publique (66% de l'échantillon)		Pensent qu'il n'y a <b>pas d'urgence à réformer</b> la fonction publique (32% de l'échantillon)	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Mieux affecter les effectifs de la fonction publique selon les besoins des différents services	50	1	49	1	51	1
Améliorer la gestion du personnel de la fonction publique (formation, mobilité interne...)	34	3	32	3	38	2
Fixer des objectifs précis aux différents services de l'État et publier les résultats obtenus	28	3	28	3	28	3
Modifier les méthodes de travail dans la fonction publique	27	2	24	2	33	4
Mesurer régulièrement la satisfaction des usagers	27	5	29	5	24	4
Récompenser financièrement les fonctionnaires selon leurs résultats obtenus	23	5	24	5	20	6
Redéfinir les missions de la fonction publique	21	5	22	5	21	7
Réduire le nombre de fonctionnaires	15	5	20	5	6	8
Fixer des objectifs individuels aux fonctionnaires	13	9	14	9	11	9
Aucune (réponse non suggérée)	3		3		5	
Sans opinion	2		2		2	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

#### Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone les 5 et 6 septembre 2007 pour le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.



## Réactions des Français à la proposition de François Fillon sur les régimes spéciaux des retraites

CSA – Septembre 2007

*Le Parisien /Aujourd'hui en France / i>Télé*

- Vous savez que François Fillon vient de proposer que les régimes spéciaux des retraites (par exemple ceux de la SNCF, de la RATP, d'EDF, de Gaz de France...) soient réformés. Ils pourraient être rapprochés du régime général. Vous personnellement êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à une telle réforme ?

Ensemble des Français	Dont salariés du public	Dont salariés du privé	
	%	%	%
<b>Favorable</b>	<b>68</b>	<b>62</b>	<b>68</b>
Tout à fait favorable	27	26	25
Plutôt favorable	41	36	43
<b>Pas favorable</b>	<b>23</b>	<b>30</b>	<b>25</b>
Plutôt opposé	14	19	16
Tout à fait opposé	9	11	9
Ne se prononcent pas	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Rappel Septembre 2006 <sup>1</sup>			
	Ensemble des Français	Dont salariés du public	Dont salariés du privé
	%	%	%
<b>Favorable</b>	<b>59</b>	<b>53</b>	<b>63</b>
Tout à fait favorable	24	25	26
Plutôt favorable	35	28	37
<b>Pas favorable</b>	<b>32</b>	<b>45</b>	<b>31</b>
Plutôt opposé	16	16	16
Tout à fait opposé	16	29	15
Ne se prononcent pas	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Sondage exclusif CSA/Le Parisien/Aujourd'hui en France/i>Télé réalisé par téléphone les 13 et 14 septembre 2006. Echantillon national représentatif de 950 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN FRANCE / i>TELE réalisé par téléphone les 12 et 13 septembre 2007 au domicile des personnes interrogées. Echantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

# Les Français et les régimes spéciaux de retraite

IFOP – Septembre 2007

*Le Journal du Dimanche*

## L'adhésion à l'alignement des régimes spéciaux de retraite

- Vous personnellement, êtes vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'alignement des régimes spéciaux de retraites (RATP, SNCF, EDF) sur le régime général des salariés de la fonction publique ?

	<b>Ensemble</b>	Salariés du secteur privé	Salariés du secteur public
	<b>(%)</b>	(%)	(%)
<b>TOTAL Favorable</b> .....	<b>75</b>	<b>82</b>	<b>67</b>
• Tout à fait favorable .....	35	41	28
• Plutôt favorable .....	40	41	39
<b>TOTAL Opposé</b> .....	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>32</b>
• Plutôt opposé .....	13	11	18
• Tout à fait opposé .....	9	4	14
- Ne se prononcent pas .....	3	3	1
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	100	100

### Fiche Technique

Etude réalisée par l'IFOP pour le Journal du Dimanche. Echantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates de terrain : du 13 au 14 septembre 2007.

## La hiérarchie des priorités du Gouvernement

- Parmi les priorités suivantes du Gouvernement, lesquelles vous paraissent les plus urgentes ?

	<b>Ensemble</b>	Sympathisants de Gauche	Sympathisants de Droite
	(%)	(%)	(%)
• L'emploi .....	<b>44</b>	47	42
• Le pouvoir d'achat .....	<b>34</b>	30	37
• L'éducation .....	<b>28</b>	30	27
• La santé .....	<b>24</b>	26	21
• L'environnement .....	<b>20</b>	23	17
• La sécurité .....	<b>20</b>	10	27
• Le logement .....	<b>19</b>	22	15
• La mondialisation .....	<b>6</b>	5	7
• Le cadre de vie .....	<b>4</b>	3	4
TOTAL.....	(*)	(*)	(*)

(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

## Le jugement sur la facilité d'accès au logement

- En France, aujourd'hui, diriez-vous que l'accès au logement est... ?

	<b>Ensemble</b>	Propriétaires	Locataires
	(%)	(%)	(%)
<b>TOTAL Difficile .....</b>	<b>91</b>	<b>88</b>	<b>97</b>
• Très difficile .....	44	38	60
• Assez difficile .....	47	50	37
<b>TOTAL Facile .....</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>3</b>
• Assez facile .....	8	11	3
• Très facile .....	1	1	-
- Ne se prononcent pas .....	-	-	-
TOTAL .....	<b>100</b>	100	100

### Fiche Technique

Echantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates du terrain : du 13 au 14 septembre 2007.

## Les Français et l'intercommunalité – vague 3

IFOP – septembre 2007

Assemblée des communautés de France

### L'opinion détaillée à l'égard de l'intercommunalité

- Voici une liste d'opinions que l'on peut entendre à propos de l'intercommunalité. Pour chacune d'entre elles, diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?  
L'intercommunalité...

	TOTAL d'accord (%)	Tout à fait d'accord (%)	Plutôt d'accord (%)	TOTAL pas d'accord (%)	Plutôt pas d'accord (%)	Pas du tout d'accord (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• a permis de mettre en commun les moyens des communes autour d'un projet de développement cohérent ....	83	32	51	17	10	7	-	100
• a permis d'offrir de nouveaux services et équipements collectifs aux habitants .....	82	36	46	18	10	8	-	100
• permet d'adapter la gestion publique à l'évolution des modes de vie et des besoins des habitants .....	77	22	55	23	14	9	-	100
• a permis de renforcer la solidarité financière entre communes riches et pauvres .....	60	20	40	38	20	18	2	100
• tend à complexifier la gestion locale et non à la simplifier .....	59	17	42	39	23	16	2	100
• se traduit par une hausse des impôts locaux .....	57	24	33	40	25	15	3	100
• éloigne les élus des citoyens .....	41	12	29	59	35	24	-	100

### La connaissance de l'appartenance de sa commune à une structure intercommunale

- Selon vous, votre commune appartient-elle à une structure intercommunale, c'est-à-dire une communauté de communes, une communauté urbaine ou une communauté d'agglomération ?

	Ensemble des Français (%)	Appartenance réelle de la commune à un EPCI	
		Oui (%)	Non (%)
• Oui .....	85	87	56
• Non .....	12	10	40
- Ne se prononcent pas .....	3	3	4
TOTAL .....	100	100	100

**La connaissance du nom du Président de la structure intercommunale**

- Savez-vous qui est le (la) président(e) de cette communauté ?

<u>Base</u> : personnes qui estiment que leur commune appartient à une structure intercommunale, soit 85% de l'échantillon.	(%)
• Oui .....	<b>38</b>
• Non .....	<b>62</b>
- Ne se prononcent pas .....	-
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

**La connaissance du nom du Président de la structure intercommunale**

- Savez-vous qui est le (la) président(e) de cette communauté ?

<u>Base</u> : personnes qui estiment que leur commune appartient à une structure intercommunale, soit 85% de l'échantillon.	(%)
• Oui .....	<b>38</b>
• Non .....	<b>62</b>
- Ne se prononcent pas .....	-
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

**L'impact de l'intercommunalité sur la commune**

- Globalement, diriez-vous que l'intercommunalité est une bonne chose ou une mauvaise chose pour votre commune ?

<u>Base</u> : personnes qui estiment que leur commune appartient à une structure intercommunale, soit 85% de l'échantillon.	(%)
• Une bonne chose .....	<b>89</b>
• Une mauvaise chose .....	<b>10</b>
- Ne se prononcent pas .....	<b>1</b>
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

### La connaissance du rôle de différents acteurs au niveau local

- Concernant le rôle et l'action de votre..., diriez vous que vous êtes...?

Base : personnes qui estiment que leur commune appartient à une structure intercommunale, soit 85% de l'échantillon.	Suffisamment informé	Pas suffisamment informé et vous souhaitez en savoir davantage	Pas suffisamment informé, mais ne vous souhaitez pas en savoir davantage	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
• Commune .....	<b>62</b>	31	7	100
• Communauté ou structure intercommunale ..	44	<b>46</b>	10	100
• Conseil général .....	38	<b>51</b>	11	100
• Conseil régional .....	35	<b>52</b>	13	100

### L'opinion sur la répartition des compétences entre communes et structures intercommunales

- Entre les communes et les structures intercommunales, quel échelon vous semble le plus adapté pour prendre en charge les principales décisions concernant... ?

	Plutôt les communes	Plutôt les structures intercommunales	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
• L'organisation des déplacements et des réseaux de transports en commun .....	25	<b>75</b>	-	100
• Le développement économique et l'emploi .....	32	<b>68</b>	-	100
• Les politiques de protection de l'environnement ..	33	<b>67</b>	-	100
• La collecte des déchets ménagers et l'assainissement des eaux usées .....	39	<b>61</b>	-	100
• La création et la gestion des équipements culturels et sportifs .....	46	<b>53</b>	1	100
• L'urbanisme et l'aménagement de l'espace .....	<b>58</b>	42	-	100
• Les services aux personnes tels que les crèches ou l'aide aux personnes âgées .....	<b>58</b>	42	-	100
• La politique du logement .....	<b>64</b>	36	-	100

### L'opinion sur les modalités de désignation des représentants au sein des structures intercommunales

- Les communautés sont aujourd'hui gérées par des élus désignés par les Maires et les Conseillers municipaux. Pour l'avenir, pensez-vous ?

	Ensemble des Français
	(%)
• Qu'il faut maintenir la formule actuelle .....	<b>36</b>
• Qu'il faudrait que les citoyens élisent directement à l'échelle de l'ensemble du territoire intercommunal les responsables de la communauté <sup>1</sup> .....	<b>15</b>
• Qu'il faudrait que les citoyens élisent directement dans chaque commune les responsables de la communauté <sup>2</sup> .....	<b>49</b>
- Ne se prononcent pas .....	-
TOTAL .....	<b>100</b>

### Les objectifs assignés à l'intercommunalité

- Quels sont les deux objectifs sur lesquels vous attendez que l'intercommunalité à laquelle appartient votre commune agisse en priorité ?

Base : personnes qui estiment que leur commune appartient à une structure intercommunale, soit 85% de l'échantillon.	Ensemble des Français (%)
• Le renforcement de l'offre de services rendus à la population dans des domaines comme l'aide aux personnes âgées ou l'accueil de la petite enfance .....	52
• Le soutien aux entreprises et aux activités économiques .....	34
• L'augmentation de l'offre des transports collectifs pour réduire les déplacements automobiles .....	31
• L'amélioration du cadre de vie et de l'environnement .....	22
• Un aménagement de l'espace et un urbanisme respectueux de l'environnement .....	22
• La construction de logements sociaux supplémentaires .....	21
• Une nouvelle offre d'équipements culturels et de loisirs .....	15
- Ne se prononcent pas .....	-
<b>TOTAL</b> .....	<b>(*)</b>

(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

### L'importance de la présence de l'intercommunalité dans le débat électoral des municipales

- Pensez-vous qu'il est très important, important ou peu important que les grands projets et les domaines de compétences de votre structure intercommunale soient placés au coeur des débats et des programmes des candidats lors des élections municipales de mars 2008 ?

	Ensemble des Français (%)
<b>TOTAL Important</b> .....	<b>92</b>
• Très important .....	43
• Important .....	49
• Peu important .....	8
- Ne se prononcent pas .....	-
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

#### Fiche technique

Echantillon de 960 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : les interviewés ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates du terrain : du 6 au 10 septembre 2007.

## Le niveau de l'échec scolaire en France

- Pensez-vous que l'échec scolaire en France aujourd'hui est à un niveau :

	Ensemble	Parents d'élèves
Inacceptable	38	38
Très élevé	27	30
<b>ST Inacceptable ou très élevé</b>	<b>65</b>	<b>68</b>
Normal	21	21
Plutôt faible	12	10
<b>ST Normal ou faible</b>	<b>33</b>	<b>31</b>
Sans opinion	2	1

## Les objectifs de l'école

- Pour chacun des aspects suivants, pensez-vous qu'il s'agit pour l'école d'un objectif prioritaire, très important, important ou secondaire ?

	Ensemble	Parents d'élèves
<b>Le respect de l'autorité</b>		
Prioritaire	45	49
Très important	34	31
Important	18	15
Secondaire	3	5
Sans opinion	0	0
<b>La transmission des savoirs</b>		
Prioritaire	43	45
Très important	36	36
Important	18	15
Secondaire	3	4
Sans opinion	0	0
<b>La préparation à la vie professionnelle</b>		
Prioritaire	42	45
Très important	35	35
Important	18	15
Secondaire	5	5
Sans opinion	0	0
<b>Le sens de l'effort et du mérite</b>		
Prioritaire	32	28
Très important	32	37
Important	28	27
Secondaire	8	7
Sans opinion	0	1

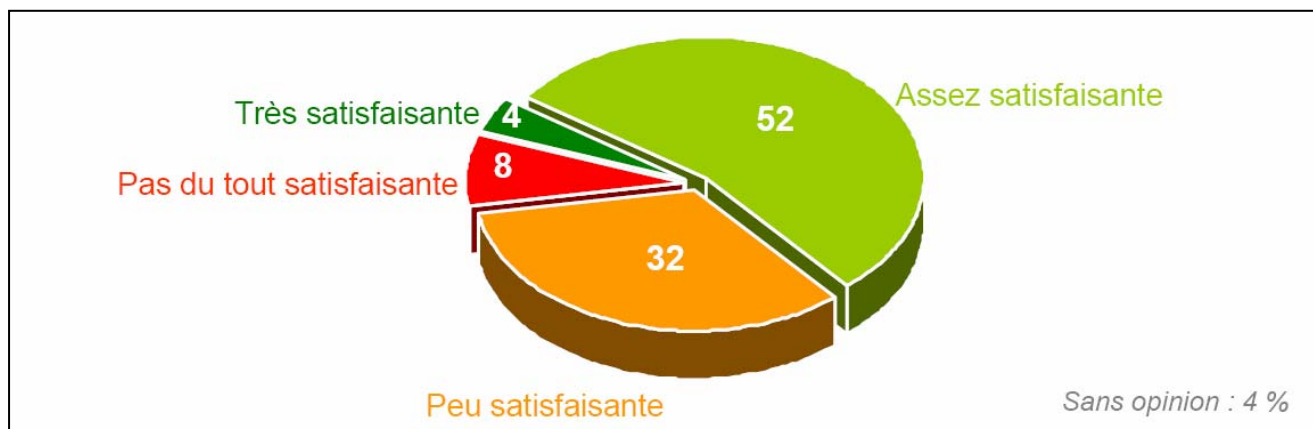
### Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone les 5 et 6 septembre 2007 pour le magazine Pèlerin auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.



## La satisfaction globale vis-à-vis de l'école en France

- Diriez-vous que la qualité de l'école en France est très satisfaisante, assez satisfaisante, peu satisfaisante ou pas du tout satisfaisante ?



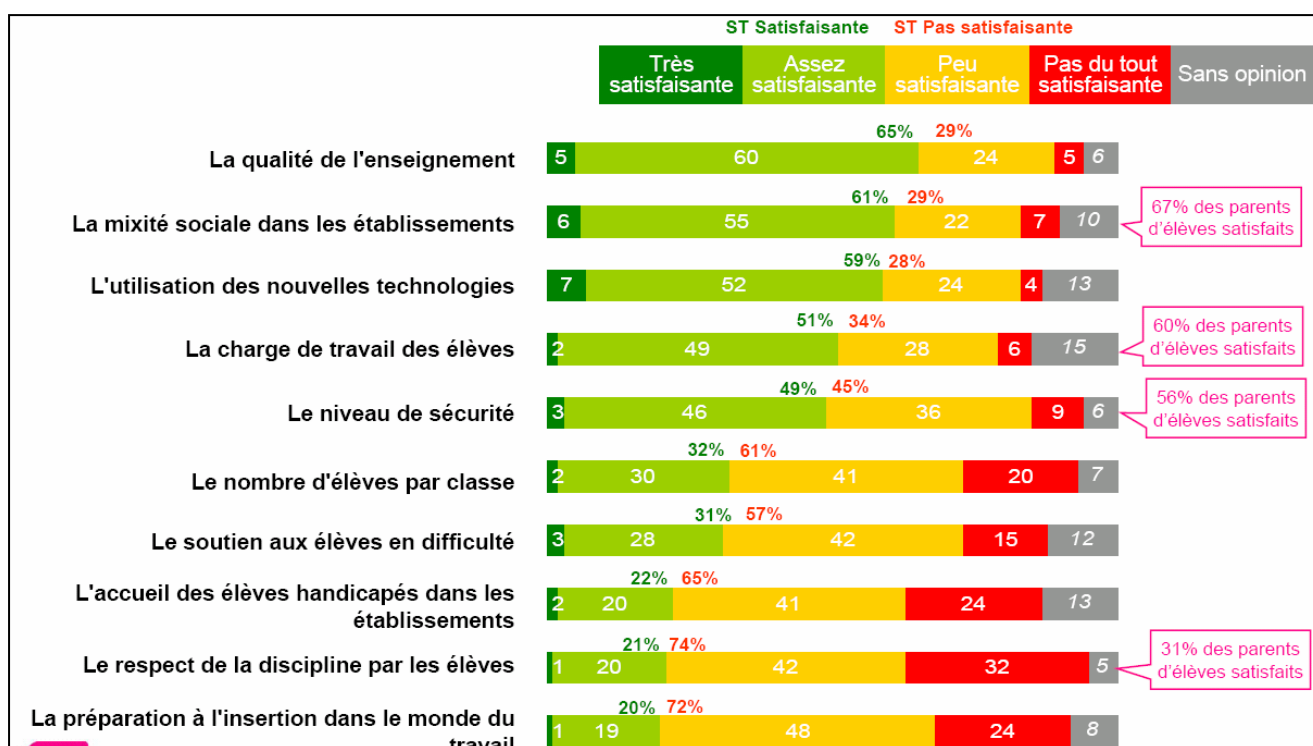
**ST Satisfaisante : 56 %**

**ST Pas satisfaisante : 40 %**

Les parents d'élèves du primaire plus satisfaits (59%) que ceux du secondaire (48%)

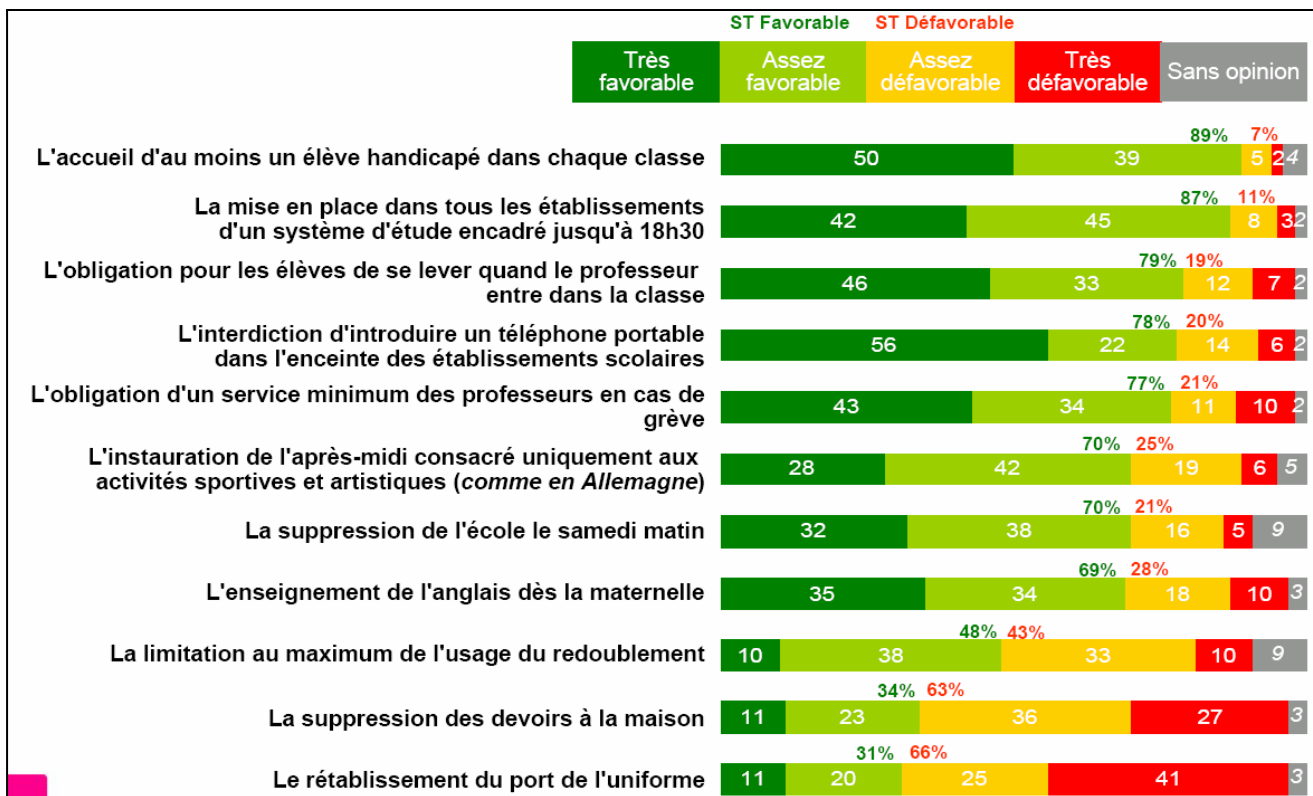
## La satisfaction détaillée par domaine

- Plus précisément, diriez-vous que la situation de l'école est très satisfaisante, assez satisfaisante, peu satisfaisante ou pas du tout satisfaisante dans chacun des domaines suivants :



### Le niveau d'adhésion à différentes réformes possibles

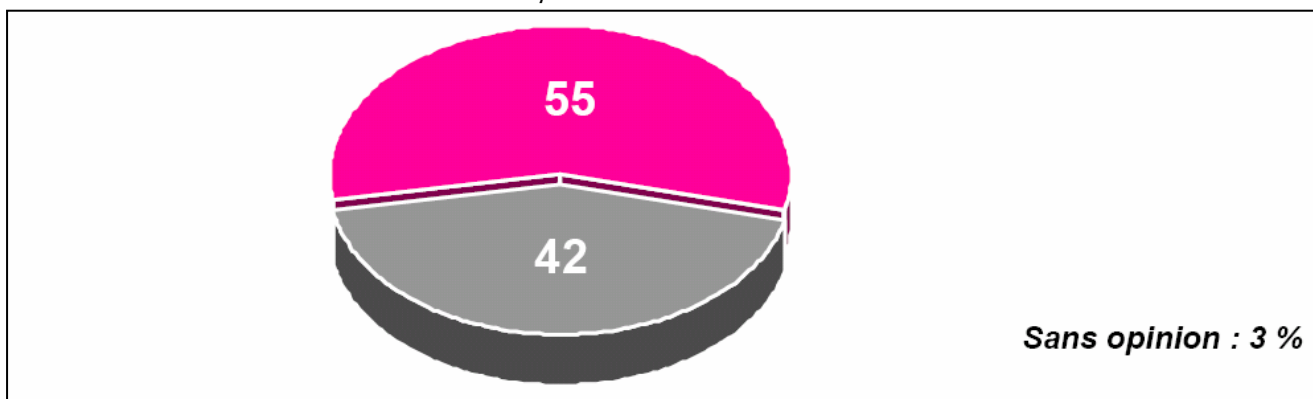
- Pour chacune des mesures suivantes concernant l'école, diriez-vous que vous y êtes très favorable, assez favorable, assez défavorable ou très défavorable ?



### Le positionnement sur la question de l'apprentissage à partir de 14 ans

- Vous savez qu'en 2006, l'âge minimum de l'apprentissage a été ramené de 16 ans à 14 ans. Vous-même, sur ce sujet, de laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus proche ?

*Il faut orienter dès l'âge de 14 ans certains élèves vers les métiers techniques porteurs, car cela leur permettra d'avoir plus facilement du travail*



*Il faut que la scolarité soit obligatoire jusqu'à 16 ans, afin que les élèves aient tous un socle de connaissances commun qui leur donne la meilleure qualification possible*

#### Fiche technique

Sondage effectué pour : FRANCE 2 / RTL / LE FIGARO. Réalisé : Les 26 et 27 septembre 2007. Échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile par le réseau des enquêteurs de TNS Sofres. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

A l'heure où le taux de pauvreté a enregistré en France sa plus forte hausse depuis sa création – de 11,7 à 12,1 % d'après les derniers chiffres publiés par l'INSEE –, le Secours populaire et IPSOS ont cherché à connaître quelle perception les Français avaient de la pauvreté dans leur pays. Et les résultats de leur enquête font froid dans le dos. Ils révèlent, entre autres, que près de la moitié de nos concitoyens connaissent des pauvres dans leur entourage et que près d'un tiers admettent avoir traversé une telle situation.

Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que les recours possibles en cas de basculement dans la pauvreté apparaissent – le plus souvent – particulièrement limités. Pour plus de la moitié des Français, faire jouer des solidarités se révèle être au mieux très incertain, au pire impossible. Et les fameuses solidarités intergénérationnelles ne semblent pouvoir fonctionner à coup sûr que pour une minorité.

Enfin, si certaines catégories de Français apparaissent plus vulnérables que les autres face aux accidents de la vie, elles partagent toutes l'idée selon laquelle leurs enfants auront plus de risques de tomber dans la pauvreté que les membres de leur génération. A priori, les chiffres semblent leur donner raison puisque d'après les dernières statistiques publiées en juillet, ce sont 260 000 personnes de plus qui sont devenues pauvres durant l'année 2005 (dernière année connue). Ce pessimisme sur l'évolution future du taux de pauvreté est probablement d'autant plus fort que l'enquête montre que nos concitoyens ont aujourd'hui une perception plus large de ce qu'est la pauvreté. En effet, il y a aujourd'hui un véritable décalage entre les critères officiels utilisés par les pouvoirs publics pour mesurer la proportion de pauvres au sein de la population et ceux que font jouer nos concitoyens.

### **Près de trois Français sur dix affirment avoir déjà connu une période de pauvreté**

- Un risque désormais très élevé au sein de la population

Si la pauvreté inquiète nos concitoyens de plus en plus, c'est très probablement parce que d'une façon ou d'une autre, ils ont le sentiment d'avoir de grandes chances de rencontrer ce risque un jour ou l'autre de leur vie. En effet, 45 % des Français avouent, qu'à un moment de leur vie, ils ont failli connaître une situation de pauvreté ou ont rencontré une situation de très forte précarité. Et si 15 % d'entre eux ont réussi à y échapper, 30 % déclarent n'avoir pas pu éviter la pauvreté.

Le fait que près d'un Français sur trois admette être déjà tombé dans la pauvreté est un résultat d'autant plus inquiétant qu'il y a très certainement une sous-déclaration de telles expériences liée notamment à la honte. Quoiqu'il en soit, ce résultat donne un assez bon aperçu des catégories de personnes les plus touchées par la pauvreté. Parmi elles, on trouve logiquement les foyers vivant avec moins de 2 000 € nets par mois (43 %), les catégories populaires (35 % des employés et des ouvriers) et, dans une moindre mesure, les femmes (33 % contre 26 % des hommes).

De son côté, ce diplôme si décrié qu'est le baccalauréat apparaît comme un véritable rempart contre la pauvreté. En effet, la proportion de personnes ayant connu un état de pauvreté est deux fois moins moindre chez ceux le détenant que chez les autres (18 % contre 36 %). Enfin, on peut noter que cette proportion des personnes ayant rencontré une période de pauvreté tend à augmenter avec l'âge - 6% des moins de 25 ans, 28% des 25-44 ans, 40% des 45-69 ans et 35% des plus de 70 ans. Il faut dire que les jeunes bénéficient du fait qu'ils ont vécu jusque-là moins longtemps que leurs aînés – ce qui limite logiquement les risques de la vie – et qu'ils sont plus facilement soutenus par leur famille que les autres tranches d'âge.

- Une majorité de Français connaît un proche dans un état de pauvreté

Aujourd'hui, plus d'un Français sur deux (56 %) connaissent un proche qui leur semble être dans une situation de pauvreté. Et pour plus d'un quart d'entre eux (27 %), cette personne vit au sein de leur propre famille.

A contrario, seulement 44 % des personnes interrogées disent ne pas avoir dans leur entourage de proche en situation de pauvreté. Et si une graduation en fonction de l'âge apparaît aussi sur ce point, il y a moins d'écart entre hommes et femmes ainsi qu'entre catégories socioprofessionnelles. De même, le baccalauréat joue moins son rôle protecteur en ce qui concerne la présence de pauvre dans son environnement social.

## **Un risque face auquel une part très importante de la population n'a pas la certitude de pouvoir bénéficier d'un soutien**

- Près de 4 Français sur 10 ne seraient pas certains de pouvoir disposer d'une aide alimentaire et d'un endroit où se loger, même sur une période courte...

Certes, si les Français connaissaient demain une situation de pauvreté, une majorité d'entre eux serait certaine de pouvoir disposer d'une aide alimentaire (63 %). Toutefois, parmi eux, seuls 29 % pourraient compter sur un soutien sur une période longue. A l'opposé, 37 % des Français se montrent beaucoup plus pessimistes et avouent soit qu'ils considèrent ne pas pouvoir en disposer (9 %), soit qu'ils n'en savent rien (28 %). La situation est sensiblement la même en ce qui concerne la recherche d'un endroit où se loger. Si près de 6 Français sur 10 affirment qu'ils pourraient bénéficier d'un soutien (59 %), celui-ci ne saurait se prolonger dans le temps que pour 35% d'entre eux. Pour les autres, l'aide serait forcément de courte durée (24 %). 4 Français sur 10 considèrent aujourd'hui ne pas avoir de certitude quant au gîte (25 % ne savent pas ce qu'il en serait et 16 % pensent que probablement personne ne serait en mesure de les aider. Ces résultats sont loin d'être rassurants parce qu'il est probable que les répondants aient des difficultés à avouer la fragilité de leur environnement social, ou qu'ils aient du mal à l'estimer – la proportion de personnes qui, à cette question, répondent qu'ils n'en savent rien (au moins un quart) en est un indice. Ensuite, ces chiffres sont à relativiser car sur le long terme, les Français apparaissent beaucoup moins nombreux à disposer d'aide pour se nourrir (29 %) ou pour de loger (35 %). Pour un tiers d'entre eux (34 %), l'aide alimentaire se limiterait à une courte période et un quart d'entre eux (24 %) ne disposeraient d'un endroit où se loger que durant un temps limité. A noter que ces soutiens dépendent beaucoup de l'âge et du niveau d'études du répondant. Ainsi, la possibilité de trouver un endroit où se loger diminue très nettement avec l'âge de la personne : de 72 % chez les de 35 ans, elle tombe à 56 % chez les 35-59 ans et à 45 % chez les 60 ans et plus. Et il en est de même pour ce qui est de l'aide alimentaire. Les personnes âgées apparaissent donc les plus vulnérables aux accidents de la vie, surtout – ce qui est souvent le cas – si elles ont un niveau d'études limité. En effet, seuls 50 % des Français n'ayant pas le bac peuvent compter sur une aide pour se loger, alors que les bacheliers sont 69 % et les diplômés de l'enseignement supérieur 77 %.

- ...et moins d'un Français sur deux est sûr de pouvoir bénéficier d'un soutien financier ou d'une aide matérielle

Moins d'un Français sur deux disposeraient d'un soutien financier (46 %) ou matériel (45 %) s'ils tombaient demain dans une situation de pauvreté. Et la proportion de Français disposant de tels soutiens seraient encore plus limitée sur une longue période : 13 % pour ce qui est du soutien financier, 17 % pour ce qui est de l'aide matérielle. Un quart des Français (25 %) considère donc qu'il ne peut pas compter sur une aide financière au cas où il tomberait dans la pauvreté, cette proportion étant à peu près similaire pour ce qui est d'une aide matérielle (21 %). Les résultats sont clivés en fonction des catégories sociales. Par exemple, si les deux tiers des cadres (68 %) peuvent disposer d'un soutien financier en cas de graves difficultés, ce n'est le cas que deux ouvriers sur cinq (41 %) et d'un retraité sur trois (31 %).

### **Les Français « étendent » les frontières de l'état de pauvreté**

- La pauvreté, c'est aussi être dans l'impossibilité d'accéder à la culture ou d'offrir au moins un départ en vacances par an à ses enfants

Logiquement, un très net consensus se dessine pour considérer comme pauvre une personne lorsqu'elle éprouve régulièrement d'importantes difficultés pour se procurer une alimentation saine et équilibrée (91 %), pour payer son loyer, un emprunt immobilier ou les charges de son logement (90 %), ou encore pour payer certains actes médicaux mal remboursés (89 %). Mais au-delà de ces besoins primaires que sont la santé, le gîte et le couvert, la conception que les Français ont de la pauvreté s'élargit aux conditions de vie d'ordre matériel ou culturel. Ainsi, sept à huit Français sur dix considèrent comme pauvres les personnes ayant du mal à s'acheter des vêtements convenables (78 %), à envoyer leurs enfants en vacances au moins une fois par an (74 %) ou à accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi ou sa famille (69 %). A noter que ceux sont les Français les plus âgés et les moins diplômés qui se montrent les plus sensibles à l'accès aux loisirs ou à la culture, les Franciliens donnant quant à eux plus d'importance que les provinciaux au départ des enfants en vacances (85 % contre 71 %). De même, si les bénéficiaires des minima sociaux (RMI, Minimum vieillesse) et les chômeurs de longue durée sont clairement considérés comme pauvres – par au moins huit Français sur dix –, cette conception s'élargit aussi aux personnes éprouvant des difficultés de logement ou de surendettement. Ainsi, à l'heure où le problème du logement devient de plus en plus crucial (notamment pour les jeunes), 85 % des Français estiment que l'on est en situation de pauvreté lorsque l'on est dans l'incapacité de louer seul un appartement. Et cette affirmation est très ferme (54 % de réponses « Tout à fait »). De même, une majorité un peu moins forte mais très conséquente applique ce terme de « pauvre » aux personnes en situation de surendettement (77 %) ou dans l'incapacité de contracter un prêt bancaire (71 %).

Seules les situations de précarité liées au contrat de travail (CDD, Intérim) ne sont pas considérées comme relevant d'un état de pauvreté par une majorité de Français. Ces derniers se montrent très partagés : 49 % conçoivent les personnes en CDD ou en interim comme des pauvres, 47 % ne les conçoivent pas comme tels. Ainsi, cette association est d'autant plus contestée que le répondant est jeune, diplômé, aisé et socialement élevé. De même, les salariés du secteur public associent beaucoup plus ces deux concepts que ceux du secteur privé (56 % contre 43 %). Et ce clivage est aussi net entre les sympathisants de gauche (57 %) et les sympathisants de l'UMP (43 %)

### **Les Français situent le seuil de pauvreté à un niveau de revenu sensiblement plus élevé que les pouvoirs publics**

- Un seuil de pauvreté moyen très proche du niveau du SMIC

Logiquement, et très certainement parce que justement ils élargissent aujourd'hui l'état de pauvreté au fait de ne pas pouvoir s'acheter de vêtements convenables ou encore à l'impossibilité d'accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi et sa famille, nos concitoyens ont une perception plus élargie du niveau de pauvreté. Spontanément, lorsqu'on leur demande de donner le niveau de revenu en dessous duquel on peut être considéré comme pauvre, la moyenne du revenu cité se situe à un niveau très proche de celui du salaire minimum. En effet, en moyenne, les Français estiment que le seuil de pauvreté se situe à 1 016 € nets/mois pour une personne seule, soit, à quelques euros près, au niveau du SMIC (1 005 € nets/mois). Pour plus d'un quart d'entre eux (27 %), ce seuil est même supérieur à 1 000 € : à 1 445 € en moyenne, soit près du double du seuil de pauvreté officiel (fixé par l'INSEE autour de 750 €).

Seul un Français sur cinq le situe en dessous de 800 € (19 %), tandis qu'une proportion équivalente le situe entre 800 et 999 € (17 %), un sur trois le fixant à 1 000 € (29 %). Cependant, cette conception monétaire de la pauvreté varie en fonction de plusieurs facteurs (géographiques, sociaux,...). Ainsi, ce seuil diffère nettement entre les habitants de la région parisienne (1 175 €) et les autres (980 €), son niveau moyen étant aussi moins élevé au sein d'un milieu rural. Assez logiquement, il est extrêmement corrélé au niveau social et au niveau de revenus des répondants, les agriculteurs (791 €) et les catégories populaires (ouvriers et employés) étant celles où il est le plus bas. Enfin, il est aussi particulièrement faible chez les non diplômés (917 €) et les jeunes âgés de 20 à 24 ans (889 €).

### **Des Français très pessimistes quant à une réduction de la pauvreté**

Rares sont les Français à penser que leurs enfants auront moins de risques qu'eux de tomber un jour dans une situation de pauvreté (13 %). Pour huit Français sur dix (80 %), ces risques sont plus élevés, près de la moitié (47 %) les considérant même comme « beaucoup plus élevés ». Très consensuelle, cette crainte est particulièrement élevée chez les catégories populaires (85 % chez les ouvriers et les employés). Elle est aussi plus forte chez les personnes nées avant le choc pétrolier de 1973 (83 % chez les plus de 35 ans) que chez celles nées après (73 % chez les moins de 35 ans).

Par contre, cette crainte transcende des clivages comme le secteur d'activité (secteur public / secteur privé), la région (Paris / Province) ou la taille d'agglomération. Les résultats de cette enquête illustrent encore une fois l'écart qui sépare la réalité telle que les Français affirment la vivre ou la ressentir et les indicateurs officiels sur la précarité et la pauvreté. Certes, dans un contexte d'inquiétude où nos concitoyens s'avèrent encore très pessimistes quant à leur avenir et celui de leur pouvoir d'achat, il est probable que beaucoup aient tendance à augmenter quelque peu le niveau de revenus en dessous duquel ils estiment que l'on est pauvre. Il n'en reste pas moins vrai que pour beaucoup de nos concitoyens, l'état de pauvreté ne correspond plus seulement à un niveau de revenus très bas ou à l'incapacité de se nourrir, de se loger et de se soigner. Pour une majorité de Français, ne pas réussir à accéder à certains biens et services comme par exemple la culture ou encore les loisirs, ne pas pouvoir avoir des vêtements convenables, c'est aussi se retrouver en état de pauvreté.

Désormais, ce sujet préoccupe une très forte proportion de Français. D'abord parce que près de 3 sur 10 estiment avoir déjà connu une situation de très forte précarité. Ensuite, parce que la majorité d'entre eux a le sentiment que la situation des générations futures sera encore plus précaire.

#### **Fiche technique**

Sondage effectué pour : le Secours populaire français - Dates du terrain : réalisé du 24 au 25 août 2007 - Échantillon : 1013 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Méthode : Échantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

## Le jugement sur l'encadrement de la liberté d'installation des médecins

- Nicolas Sarkozy et le gouvernement envisagent d'encadrer la liberté d'installation des médecins. Vous personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

	Ensemble (%)
• Il est nécessaire de respecter le principe de la liberté d'installation des médecins .....	57
• Il est nécessaire de limiter l'installation des médecins dans les zones où ils sont suffisamment nombreux .....	42
- Ne se prononcent pas .....	1
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

## Le jugement sur la politique de santé et de protection sociale

- Quel jugement portez-vous sur la politique de santé et de protection sociale menée par le président de la République et le gouvernement ?

	Ensemble (%)
<b>TOTAL Positif</b> .....	<b>57</b>
• Très positif .....	3
• Plutôt positif .....	54
<b>TOTAL Négatif</b> .....	<b>39</b>
• Plutôt négatif .....	30
• Très négatif .....	9
- Ne se prononcent pas .....	4
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>

### La cote de confiance de Roselyne Bachelot

- A propos de Roselyne Bachelot, la Ministre de la santé, de la jeunesse et des sports, diriez-vous que vous lui faites tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance ?

	<b>Ensemble (%)</b>	<b>Rappel Mai 2007<sup>1</sup> (%)</b>
<b>TOTAL Confiance</b> .....	<b>53</b>	<b>62</b>
• Tout à fait confiance .....	4	5
• Plutôt confiance .....	49	57
<b>TOTAL Pas confiance</b> .....	<b>42</b>	<b>33</b>
• Plutôt pas confiance .....	27	21
• Pas du tout confiance .....	15	12
- Ne se prononcent pas .....	5	5
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>

#### Fiche technique

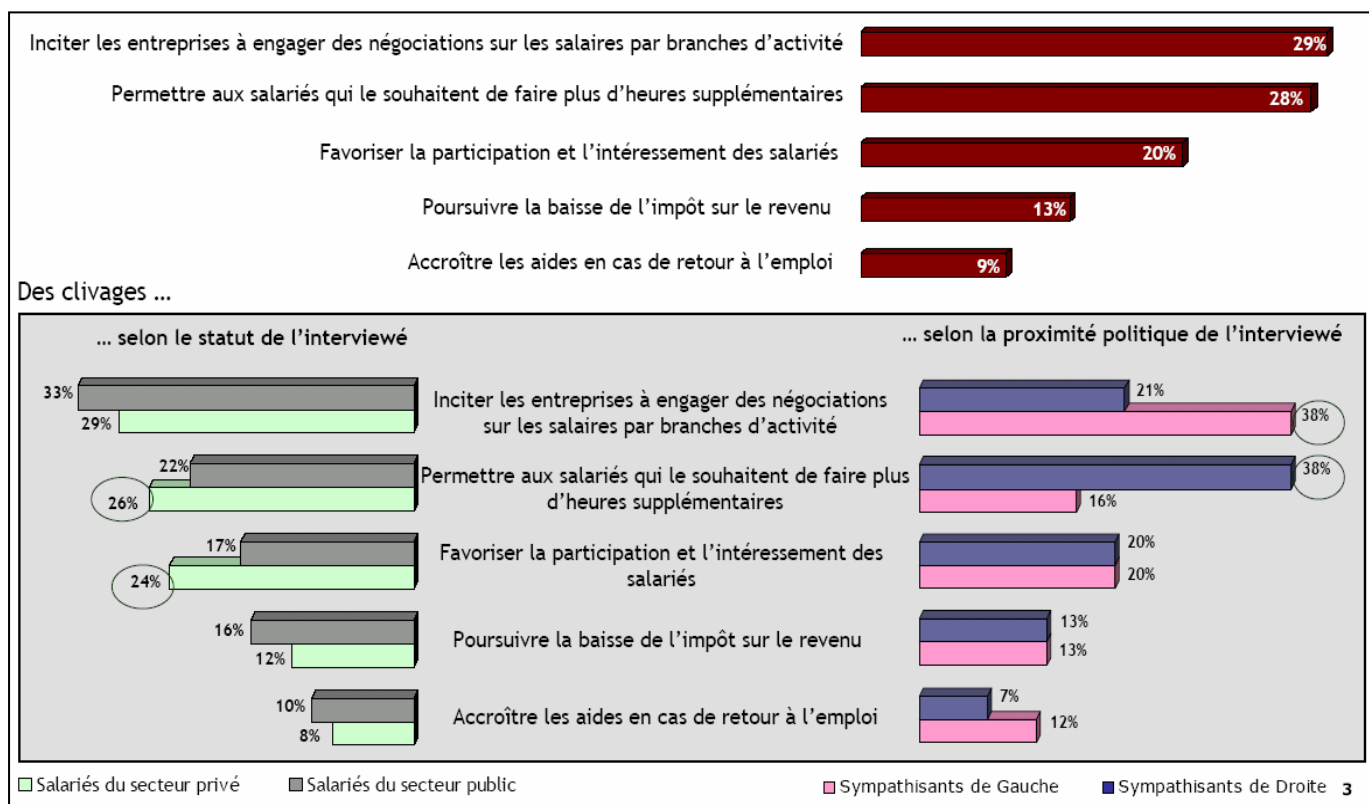
Etude réalisée par l'IFOP pour Le quotidien du Médecin. Echantillon de 402 médecins, représentatif des médecins libéraux. Ont été interrogés 252 médecins généralistes et 150 médecins spécialistes. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, spécialité) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées. Dates du terrain : du 25 au 27 septembre 2007.

# « Travailler plus pour gagner plus » : le regard des Français

IFOP – Septembre 2007  
Acteurs Publics – Le Monde

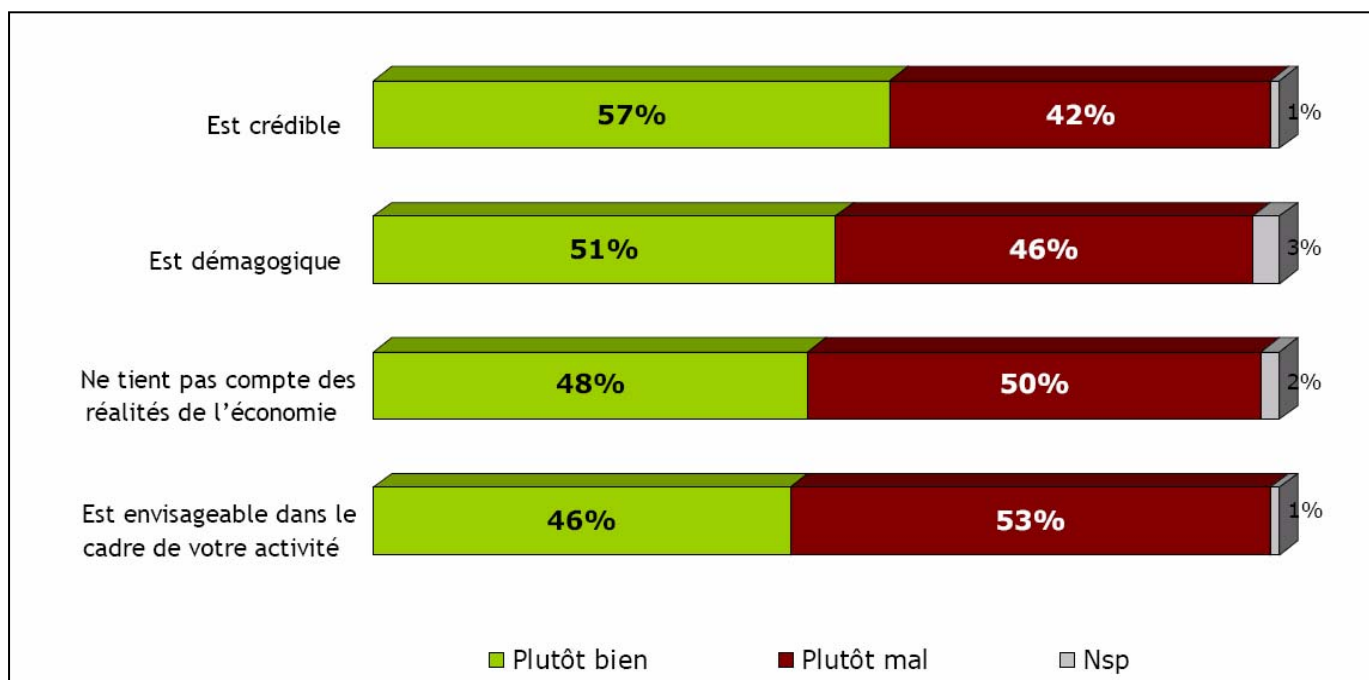
## La mesure la plus efficace pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés

- Selon vous, pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés, quelle mesure parmi les suivantes vous semble la plus efficace ?



## Les jugements sur la phrase « travailler plus pour gagner plus »

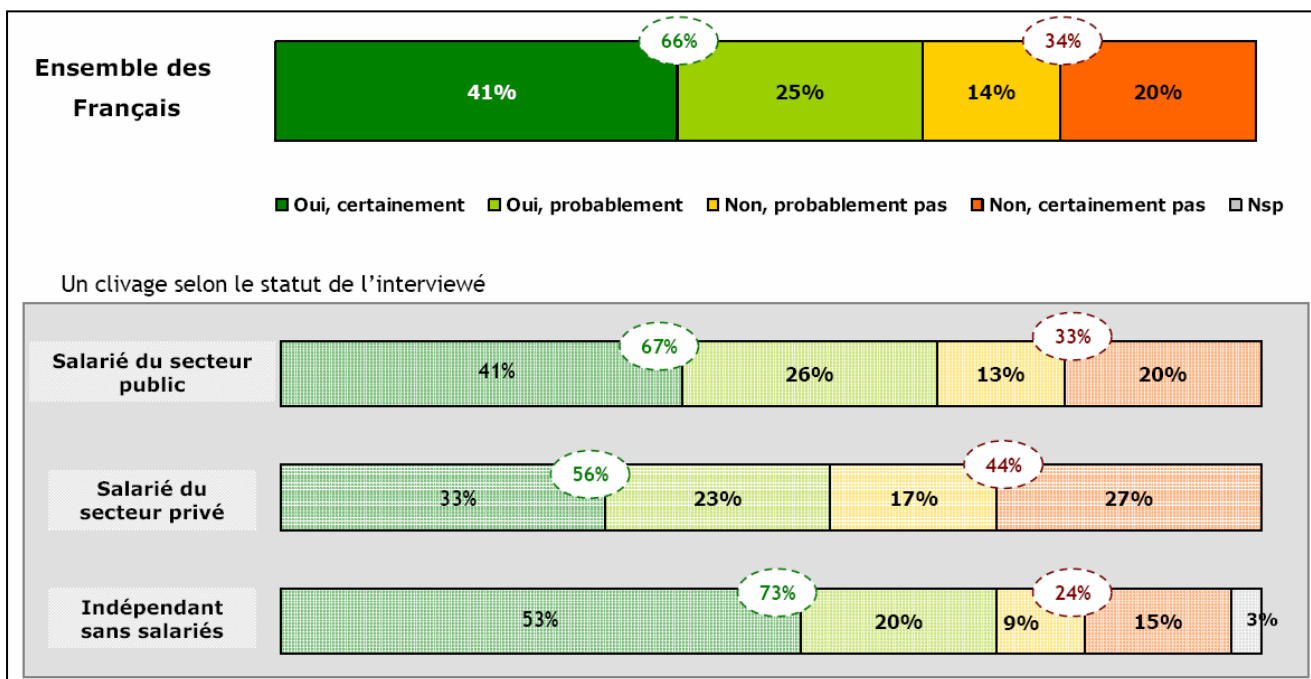
- Pour chacun des termes suivants, diriez-vous qu'il s'applique plutôt bien ou plutôt mal à la phrase « Travailler plus pour gagner plus » ? Cette phrase ...





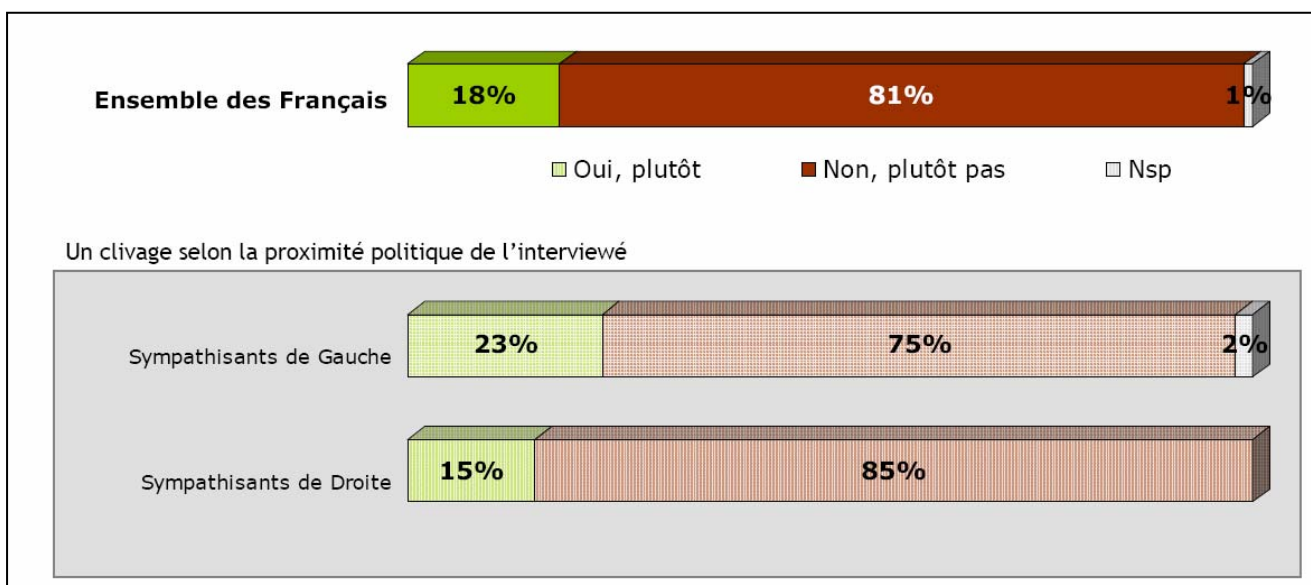
## La disposition à travailler plus pour gagner plus

- Vous même, si vous aviez la possibilité, seriez-vous prêt à travailler plus pour gagner plus ?



## L'impact perçu d'une réduction du temps de travail sur la lutte contre le chômage

- Et estimez-vous que travailler moins, en risquant de gagner moins, est une solution d'actualité pour lutter contre le chômage ?



## La synthèse des résultats

La victoire de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle s'est à bien des égards construite autour de son discours sur les valeurs, en premier lieu la réhabilitation de la valeur travail. Dans ce cadre, le candidat de l'UMP a martelé autant comme une orientation politique que comme une incantation ou un slogan qu'il fallait travailler plus pour gagner plus, et ce en rupture avec la réalité historique de la baisse tendancielle du temps de travail. Quatre mois après la campagne présidentielle et alors que montent les attentes socioéconomiques sur le pouvoir d'achat, Acteurs Publics et Le Monde ont demandé à l'Ifop de passer au crible de l'opinion cette antienne sarkozienne.

### **Un outil parmi d'autres au service du pouvoir d'achat**

Invités en premier lieu à évaluer la mesure la plus efficace pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés, les personnes interrogées expriment des opinions éclatées. Aucun levier proposé ne recueille en effet plus d'un tiers de leur assentiment. Néanmoins, deux mesures se détachent dont « permettre aux salariés qui le souhaitent de faire plus d'heures supplémentaires » (28 % de citations). La traduction concrète du « travailler plus pour gagner plus » obtient ainsi un score équivalent à une mesure de relance visant à « inciter les entreprises à engager des négociations sur les salaires par branches d'activité » (29 %). Ces deux leviers sur le pouvoir d'achat devancent le « serpent des mer » de l'incitation à la participation et à l'intéressement des salariés (20 %). Notons à cet égard la faible croyance (13 % de mentions) en l'impact sur le pouvoir d'achat de la poursuite de la baisse de l'impôt sur le revenu, objectif majeur de la politique fiscale du dernier quinquennat.

Dans le détail des catégories socio-démographiques, on observe une propension supérieure à citer la possibilité de faire des heures supplémentaires parmi les indépendants (artisans-commerçants ou chefs d'entreprise : 40 %) et plus surprenant encore parmi les personnes âgées de moins de 25 ans (38 %). Il est en revanche à noter que les heures supplémentaires ne constituent pas pour les salariés le levier le plus efficient en matière de pouvoir d'achat. Seul un gros quart des salariés du secteur privé (26 %, 22 % seulement dans le public) cite cette mesure, devancée par l'attente de négociations de la part des entreprises sur les salaires qui est mentionnée par un tiers des salariés du public et 29 % du privé. Du point de vue politique et signe de la proximité temporelle avec les controverses liées à la campagne présidentielle, on observe un clivage très prononcé. La croyance en l'amélioration du pouvoir d'achat grâce aux heures supplémentaires concerne 38 % des sympathisants de droite voire 43 % des proches de l'UMP contre seulement 15 % des sympathisants socialistes. Ces derniers préconisent plutôt les négociations générales sur les salaires (37 %) ou encore la participation et l'intéressement des salariés (24 %).

### **Travailler plus pour gagner plus : une envie d'y croire dans l'opinion mais des doutes quant à la faisabilité.**

Au delà de ces débats dans l'opinion sur l'efficacité de la libération des heures supplémentaires et par là du « travailler plus pour gagner plus », la disposition « comportementale » des personnes interrogées à travailler plus pour augmenter le pouvoir d'achat suscite une adhésion beaucoup plus franche.

En effet, deux tiers des interviewés se déclarent prêts à travailler plus pour gagner plus, 41 % d'entre eux se disant même certainement prêt à le faire. Néanmoins, cette opinion majoritaire dissimule de profonds clivages, au nombre de trois. On relève en premier lieu une fracture au sein du salariat marquée par une disposition nettement plus forte des salariés du secteur privé (67 %) à travailler plus que ceux du secteur public (56 %). Se fait ensuite jour un clivage selon la profession des personnes interrogées. Les artisans – commerçants (82 %) et les ouvriers (70 %) se disent à une très nette majorité prêts à travailler plus pour gagner plus, à la différence des cadres. Cette catégorie qui, rappelons le, soutenait le plus fermement dans les enquêtes d'opinion le passage aux 35 heures du fait du temps libre qu'elles généraient fait preuve d'une adhésion limitée. Seule une courte majorité des cadres (53 %) se déclare prête à travailler plus pour gagner plus.

Enfin, politiquement, ce sont deux France qui s'opposent, une fois encore marquées par la dernière campagne présidentielle avec d'un côté, un peuple de droite prêt dans sa très grande majorité (81 % voire 86 % chez les sympathisants de l'UMP) à travailler davantage et de l'autre côté un peuple de gauche beaucoup moins disposé à le faire (47 % contre 53 % seraient d'accord pour travailler plus pour gagner plus).

Cependant, en dépit de la persistance de ces clivages, tout se passe comme si l'idée qu'il fallait travailler plus pour gagner plus avait imprégné les représentations des personnes interrogées. D'une part, cette phrase est en effet jugée crédible par une majorité d'interviewés (57 %) quels que soient les catégories générationnelles, professionnelles et le statut (1).

D'autre part, la crédibilité du travailler plus pour gagner plus se vérifie « par défaut » eu égard au rejet dont souffre l'idée d'une baisse du temps de travail et donc des salaires pour lutter contre le chômage. Ce concept – idéologiquement très éloigné du travailler plus pour gagner plus - ne rencontre qu'un très faible écho dans l'opinion. Ainsi, seules 18 % des personnes interrogées considèrent que travailler moins en risquant de gagner moins constitue une solution d'actualité pour lutter contre le chômage tandis que 81% font part d'une opinion inverse. Notons que les sympathisants de gauche sont 75 % à exprimer leur scepticisme.

Pour autant, la victoire « idéologique » du travailler plus pour gagner plus n'évacue pas les doutes de l'opinion quant à la faisabilité et à l'application concrète de cette orientation présidentielle. En effet, presque un Français sur deux estime que la phrase « travailler plus pour gagner plus » ne tient pas compte des réalités économiques (48 %). A cet égard, il est intéressant de relever que ce doute quant au « comment faire ? » s'avère particulièrement élevé auprès des segments de l'opinion le plus en soutien sur le principe du travailler plus : les personnes âgées de plus de 65 ans (59 % considèrent que la phrase ne tient pas compte de la réalité économique) mais également les indépendants et les employeurs (61 %) voire les sympathisants de l'UMP (58 % contre 37 % parmi les proches du PS).

A travers ce doute, se voit résumer le paradoxe de la phrase au coeur de ce sondage : bénéficiant d'a priori positifs de l'opinion - entre adhésion, envie d'y croire et attentisme bienveillant - « travailler plus pour gagner plus » reste appréhendé, plus de quatre mois après l'achèvement de la campagne présidentielle, sous l'angle du principe voire du slogan (jugé démagogique par 51 % des personnes interrogées), dont on attend désormais une mise en musique concrète.

#### **Fiche technique**

Etude réalisée pour Acteurs Publics – Le Monde. Echantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates du terrain : du 13 au 14 septembre 2007.

## L'opinion sur l'urgence de la réforme des retraites

- De laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ?

	Ensemble (%)	Rappel Ensemble des Français – février 1999 <sup>(x)</sup> (%)
• Il est urgent de réformer les systèmes de retraite, car dans un proche avenir il y aura de moins en moins d'actifs pour payer les pensions des retraites .....	77	73
• Il n'est pas très urgent de réformer les systèmes de retraite car c'est le chômage qui pèse sur les régimes de retraite. Dès que la situation s'améliorera, ces régimes parviendront à l'équilibre .....	22	25
- Ne se prononcent pas .....	1	2
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>

## L'adhésion à l'alignement des régimes spéciaux de retraites sur le régime général des salariés du public

- Vous personnellement, êtes vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'alignement des régimes spéciaux de retraites, RATP, SNCF, EDF, sur le régime général des salariés de la fonction publique ?

	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants du MoDem (%)	Sympathisants UMP (%)
<b>TOTAL Favorable</b> .....	<b>82</b>	<b>73</b>	<b>85</b>	<b>92</b>
• Tout à fait favorable .....	42	25	45	59
• Plutôt favorable .....	40	48	40	33
<b>TOTAL Opposé</b> .....	<b>17</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>7</b>
• Plutôt opposé .....	11	17	9	5
• Tout à fait opposé .....	6	9	5	2
- Ne se prononcent pas .....	1	1	1	1
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Le jugement sur la grève du 18 octobre

- Vous savez que des syndicats ont appelé à la grève le jeudi 18 octobre pour protester contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Vous, personnellement, dites-moi si cette grève vous paraît justifiée ou non ?

	<b>Ensemble</b> (%)	Salariés du public (%)	Salariés du privé (%)	Retraités (%)
<b>TOTAL Oui</b> .....	<b>38</b>	<b>47</b>	<b>38</b>	<b>30</b>
• Oui, tout à fait justifiée .....	10	14	11	8
• Oui, plutôt justifiée .....	28	33	27	22
<b>TOTAL Non</b> .....	<b>61</b>	<b>52</b>	<b>61</b>	<b>68</b>
• Non, plutôt pas justifiée .....	22	29	20	19
• Non, pas du tout justifiée .....	39	23	41	49
- Ne se prononcent pas .....	1	1	1	2
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### L'adhésion à diverses mesures visant à équilibrer les régimes de retraites

- Et seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à chacune des mesures suivantes ?

	<b>Ensemble</b> (%)	Rappel Ensemble des Français – avril 2003 <sup>(*)</sup> (%)
• L'allongement de la durée de cotisation au delà de 40 années pour les salariés du public comme pour ceux du privé afin d'équilibrer les régimes de retraites .....	<b>62</b>	47
• Compléter le système de retraite au moyen de fonds de pension .....	<b>51</b>	61

(\*) Sondage Ifop / Le Journal du Dimanche, réalisé les 10 et 11 avril 2003, auprès d'un échantillon national représentatif de 955 personnes âgées de 18 ans et plus.

### L'adhésion à diverses mesures visant à équilibrer les régimes de retraites

- Et seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à chacune des mesures suivantes ?

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• L'allongement de la durée de cotisation au delà de 40 années pour les salariés du public comme pour ceux du privé afin d'équilibrer les régimes de retraites .....	62	26	36	37	14	23	1	100
• Compléter le système de retraite au moyen de fonds de pension .....	51	8	43	44	20	24	5	100

#### Fiche technique

Etude réalisée par l'IFOP pour Métro. Echantillon de 954 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomérations. Mode de recueil : les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Dates du terrain : du 11 au 12 octobre 2007.

Notre étude réalisée pour Télérama fait le point sur les rapports qu'entretiennent les Français avec la télévision. Principaux enseignements : par rapport à 2006, la part des personnes qui trouvent que la télévision est meilleure qu'avant est stable par rapport à 2006 (43 %). Par ailleurs, on assiste à une stabilisation de la hiérarchie des chaînes les plus crédibles, avec un léger sursaut pour ce qui est des chaînes publiques. L'indépendance de la télévision est perçue comme fragile, tandis que celle de la radio apparaît plus solide aux yeux de l'opinion. Enfin, la dynamique d'écoute audiovisuelle depuis l'Internet à haut débit apparaît largement défavorable à la télévision.

## **Stabilisation dans le jugement plutôt positif du petit écran**

La part des personnes qui trouvent que la télévision est meilleure qu'avant est stable par rapport à 2006 (43 %), elle reste donc minoritaire. On note une légère augmentation de la part des individus estimant que le niveau de la télévision est «Beaucoup moins bon qu'avant» (20 % en 2007, pour 17 % en 2006). Le niveau de satisfaction du petit écran reste, lui aussi, stable par rapport à 2006 avec une majorité satisfaite des programmes diffusés à la télévision (54 %). Tout comme l'année dernière, ce niveau de satisfaction est surtout porté par la mention «assez satisfait» (51 %, pour 3 % pour la mention «très satisfait»). La palme du satisfecit est décernée par les proches de TF1 dont 70 % se déclarent satisfaits par les programmes diffusés par la télévision. Inversement, les proches d'Arte sont 67 % à ne pas être satisfaits. Les individus estimant que la télévision est meilleure qu'avant : les jeunes, abonnés à une offre de télévision payante et les «proches des chaînes privées». Comme les années précédentes, les jeunes sont plus tolérants : les 18-34 ans sont 52 % à trouver que le niveau actuel de la télévision est meilleur qu'avant (43 % sur l'ensemble). Les abonnés à la télévision payante viennent tirer à la hausse la perception que l'on a du petit écran (51 % d'entre eux pensent que le niveau de la télévision est meilleure qu'avant). Si en 2006, la proximité avec la chaîne TF1 avait une influence positive sur le jugement du niveau de la télévision, la tendance se généralise aujourd'hui à toutes les chaînes privées puisque les proches Canal+ et les proches M6 sont plus nombreux à penser que le petit écran est mieux qu'avant (respectivement 59 % et 55 %).

Malgré son statut particulier de bien de communication et son rôle prééminent dans le façonnement de l'opinion, la télévision n'échappe pas à des comportements de consommation qui sont dans l'air du temps. Ceux-ci se caractérisent notamment par un narcissisme accru. Les téléspectateurs veulent pouvoir consommer la télévision comme ils veulent, quand ils veulent à travers de programmes extrêmement personnalisés. A l'autre bout du fil, des chaînes comme TF1 et, à un degré moindre, M6, pérennisent une télévision de l'offre par excellence. Ils proposent en effet des programmes dont la finalité est de rassembler le plus grand nombre sans distinction d'âge ou de revenus. Ils font partie des derniers vecteurs encore susceptibles de créer du lien au sein d'une société de plus en plus atomisée. Ainsi, dans l'opinion positive vis-à-vis de petit écran, télévision de l'offre et de la demande continuent donc à s'alimenter mutuellement : la pratique de la télévision s'inscrit dans les tendances de consommation actuelle tout en conservant sa spécificité de média rassembleur pour partager des émotions communes.

A l'inverse, les individus estimant que la télévision est moins bonne qu'avant sont les 50-64 ans, les non abonnés à la télévision payante, les proches des chaînes publiques et les proches d'Arte. A noter que l'insatisfaction augmente considérablement pour les proches d'Arte : 39 % déclarent que le niveau actuel de la télévision est «beaucoup moins bon qu'avant» contre 28 % en 2006. La typologie des Français face à la télévision confirme la tendance observée l'année dernière. Le signe d'une amélioration dans la perception de la télévision observé en 2006 se confirme cette année. Le groupe des «frustrés» (pour qui les programmes actuels non seulement ne sont pas satisfaisants, mais continuent en outre à se dégrader) ne cesse de baisser depuis 2005. Il représente toujours la part la plus importante mais est largement rattrapé par le groupe des «Comblés» (pour qui les programmes actuels sont meilleurs qu'avant et satisfaisants). Il n'existe plus qu'un seul point d'écart entre ces deux groupes : 33 % de «frustrés» et 32 % de «comblés».

## **Stabilisation dans la hiérarchie des chaînes les plus crédibles malgré un léger sursaut des chaînes publiques**

La hiérarchie 2006 se maintient en 2007. Nous avons observé un bouleversement dans la hiérarchie des chaînes entre 2005 et 2006. Cette année, la tendance est à la stabilisation. TF1 est toujours la chaîne qui correspond le plus aux attentes personnelles. Elle répond aux attentes de 23 % des individus (24 % en 2006). Arte perd 3 points (13 %) mais conserve sa deuxième place devant France 2 (11 %) et M6 (11 %). A signaler une légère baisse de M6 (-2 points) qui se fait rattraper par France 2 (+1 point), les deux chaînes se classant en 3e position.

Les chaînes privées sont rattrapées par les chaînes publiques. Les chaînes publiques qui avaient considérablement chuté en 2006 devancent de nouveau, même si l'écart est faible, les chaînes privées (43 % contre 41 %). Le score des chaînes publiques demeure toutefois loin du score de 2005 (55 %). En outre, cette amélioration, est liée à une hausse très succincte de chaque chaîne à l'exception de Arte qui baisse.

Les quatre autres chaînes publiques (France 2, France 3, France 4 et France 5) gagnent chacune un point par rapport à 2006. La proximité aux chaînes privées est plus importante auprès des individus de droite (48 % contre 41 % pour l'ensemble de la population). Cette tendance est d'autant plus forte auprès des personnes proches de TF1 : 30 % des individus de droite se disent proches de cette chaîne contre 20 % parmi les individus de gauche.

La distinction n'est pas toujours perçue entre les chaînes publiques et privées (44 % estiment qu'il n'y a aucune différence). La part des individus estimant qu'il y a de grandes différences décroît (19 % en 2007, pour 26 % en 2006 et 29 % en 2005). La réponse la plus citée lorsque l'on interroge les individus sur les différences entre chaînes du service public et chaînes privées est «peu de différences» (37 % des individus). Quand cette différence est perçue, elle se situe principalement au niveau des programmes (58 %) et peu au niveau de l'information, même si ce taux a augmenté depuis 2006 (17 % en 2007, pour 11 % en 2006). Signe de la relative obsolescence de cette distinction aux yeux du public, TF1 est toujours en première position dans la liste des chaînes incarnant le mieux le service public (29 %). De surcroît, un tiers (33 %) des chaînes dont on estime qu'elles incarnent le mieux le service public ne sont pas publiques. Davantage que la distinction entre public et privé qui a longtemps prévalu, une séparation tend de plus en plus à se dessiner entre TV de la demande et TV de l'offre.

### **Une indépendance fragile de la TV, plus solide pour la radio**

Si la majorité des interviewés pensent que les chaînes de télévision sont aussi indépendantes qu'avant vis-à-vis du pouvoir en place (70 %), près d'1/4 d'entre eux estiment toute de même que les chaînes sont moins indépendantes qu'avant. Il en résulte une «dynamique» négative avec un score de -8 (différence entre les interviewés estimant que la télévision est plus indépendante et ceux qui estiment qu'elle est moins indépendante).

Impact sans doute de la dernière présidentielle et à plus long terme du fait que la gauche n'a plus remporté cette élection suprême depuis plus de 25 ans, ce sont les personnes de gauche qui sont le plus sensibles à cette baisse d'indépendance (40 % «moins indépendantes qu'avant») alors que les individus de droite sont 83 % à estimer que les chaînes sont aussi indépendantes qu'avant. Signe là encore du dépassement clivage public / privé, la chaîne à laquelle les interviewés pensent en 1er en parlant d'une indépendance réduite est TF1 (77 %), chaîne privée par excellence, largement en tête devance France 2 (48 %) et France 3 (23 %).

La recherche d'une audience maximale serait-elle un signe de faible indépendance car comparable en termes de valeurs à mettre en avant avec la recherche de leadership politique ? Concernant la radio, seulement 14 % estiment que les stations sont moins indépendantes qu'avant avec dans l'esprit des interviewés. C'est là aussi le support avec la plus forte audience qui est perçu comme le moins indépendant, malgré son statut privé : RTL (28 %). France Inter (24 %), Europe 1 (19 %) et France Info (8 %) suivent. Les autres stations sont plus anecdotiques. 22 % des personnes estimant que les stations sont moins indépendantes qu'avant ont ce sentiment de manière générale mais ne citent pas de stations en particulier.

### **Pas de perturbation dans les programmes de France Télévisions**

Depuis la nomination de Patrick de Carolis à la présidence de France Télévision, peu de changements ont été perçus dans la programmation des chaînes du groupes France Télévision : 26% des interviewés estiment qu'il y a eu des changements et 4 % seulement pensent qu'il y a eu beaucoup de changements (72 % estiment qu'il y a eu peu ou pas de changements). Les plus jeunes sont plus sensibles aux changements, ils sont 46 % à avoir noté une évolution dans les programmes de France Télévisions. Lorsque des changements sont perçus, ils sont jugés comme étant plutôt positifs (pour 78 %).

Les personnes jugeant négativement ces changements sont soit des personnes non satisfaites de la télévision et trouvant que celle-ci se dégrade de manière générale, soit des personnes proches d'Arte qui ne retrouvent certainement pas dans les programmes de FTV ce qu'elles apprécient sur la chaîne qui leur correspond le plus.



### **Internet, menace pour la télévision ?**

La dynamique d'écoute depuis l'équipement d'Internet à haut débit est largement défavorable à la télévision. Plus de la moitié (55 % en 2007 pour 44 % en 2006) passent moins de temps qu'avant devant la télévision alors que seulement 3 % estiment passer plus de temps. Cette tendance est d'autant plus forte auprès des jeunes (18-34 ans) qui sont 72 % à déclarer regarder moins la télévision qu'avant depuis qu'ils disposent d'une connexion Internet haut débit. Cette importance d'Internet est confirmée par le fait que si les personnes interrogées ne devaient garder qu'un seul média, c'est Internet qui serait gardé (34 %) devant le téléphone portable (27 %), la télévision (22 %) et la radio (17 %). Depuis 2005, Internet a pris le pas sur le téléphone mobile et la télévision sur la radio.

Cette hiérarchie change radicalement selon la génération des personnes interviewées. Ainsi, les plus jeunes sont plus nombreux à favoriser Internet (42 % auprès des 18-34 ans), les 50-64 ans préfèrent garder en 1er la radio (34 %) et enfin les plus âgés sont plus attachés à la télévision (44 % auprès des 65 ans et plus). Média de la demande par excellence, Internet répond parfaitement aux attentes des jeunes générations qui veulent pouvoir décider eux-mêmes de leurs pratiques média.

#### **Fiche Technique**

Etude réalisée du 20 au 25 août 2007 pour *Télérama* auprès d'un échantillon national de 1007 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.